



Une patrouille pro-Gbagbo dans les rues d'Abidjan, hier.

Côte-d'Ivoire Les dernières heures de Gbagbo

Le règne du président sortant touche à sa fin.
Les partisans d'Alassane Ouattara sont en passe de contrôler tout le pays. PAGES 2-4

Hollande, l'appel de Tulle

2012 Une déclaration de candidature «normale» pour le président de la République «normal» qu'il se propose désormais d'incarner. Il est 14 h 24, hier, dans la salle Prestige du conseil général de Corrèze, et François Hollande le dit simplement : «C'est la raison pour laquelle, ici à Tulle, devant vous mes amis, j'ai décidé de présenter ma candidature à l'élection présidentielle, à travers la primaire du Parti socialiste.» Le ton est ferme, la voix posée et seule les paupières



légèrement contractées trahissent l'émotion. «François président !» scandent ses 250 partisans corréziens. C'est fait. Le voilà donc candidat, non pas à la primaire, mais à la présidentielle via la compétition socialiste. L'ex-premier secrétaire du PS forme le pari que sa façon de faire de la politique «à l'ancienne» peut encore séduire en 2012. Reportage. PAGES 10-11

Renault délocalise ses moteurs

Après avoir choisi de fabriquer sa Clio en Turquie et malgré les polémiques, le constructeur continue sur sa lancée en confiant deux de ses moteurs nouvelle génération à des usines roumaine et espagnole.

PAGE 16

DÉVELOPPEMENT DURABLE, DES PISTES POUR CHANGER

8 PAGES CENTRALES



ÉDITORIAL

Par VINCENT GIRET

Chute

Un vent de liberté souffle en tempête contre les dictateurs africains. Et il est sur le point d'emporter Laurent Gbagbo, rejeté par les urnes en novembre, mais qui s'accrochait au pouvoir et à ses privilèges. Il y a quelques jours encore, le scénario du pire semblait inéluctable, celui d'une guerre civile, avec son cortège de haines et de violences massives. Au point que de multiples voix africaines dénonçaient l'indignation sélective de l'Occident et de la coalition internationale qui sauvaient Benghazi mais abandonnaient Abidjan. C'est l'heure des peuples : les Ivoiriens ont pris leur destin en main, ils sont en passe de réussir à se libérer. Il a fallu le sang-froid, la patience et l'habileté d'Alassane Ouattara et de ses partisans pour isoler Laurent Gbagbo, semaine après semaine, jusqu'à la chute finale. Cette victoire-là résonne déjà dans toute l'Afrique : c'est la possibilité même d'une transition démocratique à travers un processus électoral qui était en jeu. La communauté internationale n'est pas exempte de tous reproches : l'Afrique s'est divisée, l'ONU a tergiversé, et les Occidentaux ont semblé parfois baisser les bras. Mais au bout de compte, la détermination d'Obama, le travail en coulisse de la France et le ralliement tardif de l'Afrique du Sud ont joué leur rôle. Africains et Occidentaux ont désormais un même devoir : aider le peuple ivoirien en proie à une crise humanitaire majeure – 1 million de déplacés, 100 000 réfugiés au Liberia – pour éloigner définitivement le spectre de la guerre civile.

REPÈRES

La Côte-d'Ivoire au bord du vide

Hier soir, les troupes de Alassane Ouattara étaient aux portes de la capitale, resserrant l'étau autour de Laurent Gbagbo.

Par **SABINE CESSOU**
et **THOMAS HOFNUNG**

Personne n'aurait imaginé que le système de Laurent Gbagbo puisse s'effondrer aussi rapidement. Hier soir, les rumeurs les plus folles couraient sur des défections en cascade, des ralliements de la vingt-cinquième heure, des départs précipités à l'étranger de caciques du régime. En milieu de journée, l'Afrique du Sud a annoncé que le chef d'état-major des armées, le général Philippe Mangou, s'était réfugié avec femme et enfants au sein de son ambassade à Abidjan. Charles Blé Goudé, chef des Jeunes patriotes et ministre de la Jeunesse de Laurent Gbagbo, se cacherait à Abidjan, s'étant vu refuser l'accueil par l'ambassade d'Angola, pour ensuite tenter sa chance auprès de la Russie. Selon plusieurs sources, Marcel Gossio, directeur du port et Pierre Kipré, ancien ambassadeur en France, ont été arrêtés à l'aéroport alors qu'ils cherchaient à embarquer sur un vol pour Dubaï.

FOLKLORIQUES. Plusieurs témoins, joints par téléphone, font état d'une ville livrée à elle-même. Les casernes se seraient vidées, les portes de la prison centrale ont été ouvertes, sans doute par les hommes du «commando invisible» qui avait pris le contrôle du quartier d'Abobo depuis plusieurs semaines. Hier soir, le chef de l'Onuci (Mission de l'ONU en Côte-d'Ivoire), Choi Young-jin, affirmait sur France Info que policiers et gendarmes avaient «quitté» Gbagbo. Le chef de la gendarmerie, Edouard Tiapé Kassaraté, s'est rendu à l'hôtel du Golf, le QG d'Alassane Ouattara, dont le siège a été

L'ESSENTIEL**LE CONTEXTE**

Le président sortant, Laurent Gbagbo, était hier soir acculé à Abidjan.

L'ENJEU

Le 28 novembre, Alassane Ouattara avait remporté la présidentielle. Les résultats avaient été reconnus par la communauté internationale.

levé. Le général Guai Bi Poin, en charge du Centre de commandement des opérations de sécurité (Cecos), a été annoncé mort par certains, tandis que le général Firmin Deto Letho, commandant des forces terrestres, aurait été abattu par son garde du corps, toutes informations pour l'instant impossibles à vérifier. Gbagbo ne disposerait plus que du soutien des forces spéciales, positionnées autour de sa résidence dans le quartier de Cocody et autour du palais présidentiel, situé au Plateau. Il aura fallu quatre jours seulement aux forces pro-Ouattara (les Forces républicaines de Côte-d'Ivoire, FRCI) pour atteindre Abidjan, où des tirs nourris ont été entendus dans plusieurs quartiers, notamment à Cocody, où se trouve également la Radio-télévision ivoirienne (RTI). Une antenne aux ordres de Gbagbo qui diffusait hier après-midi des émissions sur des danses folkloriques. Dans l'après-midi, des soldats français de la force Licorne se sont déployés dans le sud de la ville pour dissuader les pillards. Paris re-

doute un «vide sécuritaire» propice aux dérapages. Selon l'état-major, de petits groupes crapuleux écumant certaines zones.

Côté tactique, tous les observateurs sont frappés par le degré de professionnalisme des forces pro-Ouattara. Bien armées, elles ont attaqué sur plusieurs fronts en même temps. «C'est l'inverse de ce qui est en train de se passer en Libye où une invincible armada occidentale bombarde depuis le ciel sans que les insurgés progressent au sol», note Antoine Glaser, l'ex-directeur de la Lettre du continent. En Côte-d'Ivoire, les ex-rebelles ont été bien préparés et bien conseillés, comme l'a démontré leur offensive coordonnée. Le Burkina Faso, mais aussi le Nigeria, sont cités comme ayant pu jouer un rôle dans ces préparatifs. L'axe franco-américain, au moins au niveau diplomatique, a également eu une influence déterminante en privant Gbagbo de ses derniers soutiens, notamment sud-africain et angolais.

DÉBANDADE. Le succès de cette offensive éclair doit beaucoup à la débandade des militaires «loyalistes». Le camp de Ouattara ne cessait de répéter que, lors du scrutin présidentiel, la majorité des soldats avaient voté pour l'ancien Premier ministre de Félix Houphouët-Boigny. Le fait est que, depuis le début de la semaine, ils ont globalement refusé de combattre.

Dans ce contexte, la bataille d'Abidjan aura-t-elle lieu ? Laurent Gbagbo n'a finalement pas appelé les Jeunes patriotes à descendre dans la rue. Il n'y avait, de toute façon, plus personne pour les encadrer. Mais les forces spéciales sont-elles prêtes à déposer les armes ? Et, dans les quartiers soumis depuis des semaines à une brutale répression, ne risquent-elles pas d'assister à des règlements de compte en série ? Que va-t-il se passer dans l'Ouest, la région la plus conflictuelle du pays ? Hier soir, l'ONU tentait de convaincre le président sortant de s'effacer, en lui proposant l'exil. Mais, prévient un observateur militaire, son éventuel départ ne signifie pas forcément la fin des troubles.

**ALASSANE OUATTARA**

Alassane Dramane Ouattara, dit «Ado», a 69 ans. Economiste au FMI, gouverneur de la BCEAO, il a été le Premier ministre néo-libéral du président Félix Houphouët Boigny (1990-93) avant de devenir secrétaire général adjoint du FMI.





Même s'il choisissait l'exil, le président sortant serait sous la menace de la justice internationale.

Gbagbo sans issue de secours

Le Conseil de sécurité de l'ONU exige le départ de Laurent Gbagbo, mais lui interdit de voyager. Cette contradiction, qui pourrait être résolue par la délivrance d'un sauf-conduit, est révélatrice des tâtonnements de la communauté internationale face à la question du sort à réserver aux dirigeants devenus encombrants.

Au début de la crise post-électorale en Côte-d'Ivoire, en décembre dernier, l'ancien président sud-africain Thabo Mbeki, bombardé médiateur par l'Union africaine, aurait proposé au président sortant de trouver refuge chez lui. Réponse de l'intéressé : d'accord, mais à la condition d'emmener avec lui une pléiade de parents et de conseillers. Les tractations n'ont pas abouti et Laurent Gbagbo est toujours en Côte-d'Ivoire...

Poursuites. Nul doute que le dirigeant ivoirien, qui a de la mémoire, se souvient de la mésaventure vécue par l'ancien président du Liberia, Charles Taylor. En 2003, cet homme, qui avait déclenché une guerre civile barbare dans les années 90 avant de s'emparer du pouvoir, s'était exilé au Nigeria, avec la promesse de l'immunité. Quelques années plus tard, sous la pression des Etats-Unis, il avait finalement été arrêté, avant d'être transféré à La Haye vers le tribunal chargé de juger les crimes commis dans un pays voisin du Liberia, la Sierra Leone. Autrement dit : si Gbagbo s'envolait demain pour l'Afrique du Sud, quelle garantie solide aurait-il de ne pas être rattrapé par la justice internationale à plus ou moins brève échéance ? A priori, aucune. Depuis le début de la crise en Côte-d'Ivoire, inaugurée par

une tentative de coup d'Etat contre lui, en 2002, le président sortant est régulièrement menacé de poursuites pour des crimes présumés commis par les forces sous son autorité. En 2004, on a évoqué avec insistance l'existence d'escadrons de la mort rattachés directement à la présidence ivoirienne. Ceux-ci seraient responsables de la mort de dizaines d'opposants, mais aussi de la disparition du journaliste franco-canadien, Guy-André Kieffer il y a six ans.

Escadrons. Cette même année, une manifestation organisée par l'opposition avait été brutalement réprimée, entraînant une véritable chasse à l'homme dans les quartiers pro-Ouattara. Bilan, selon l'ONU : au moins 120 morts. Sans doute bien plus, en réalité. Depuis l'élection contestée de l'automne dernier, les escadrons ont repris du service dans Abidjan, terrorisant la population. Les tirs à l'arme lourde sur les civils en pleine ville ou les agissements des milices pro-Gbagbo – qui n'hésitent pas à recourir au supplice du pneu pour tuer leurs victimes – pourraient également être retenus contre lui.

Des avocats français ont déjà constitué un dossier en ce sens qu'ils comptent transmettre rapidement à la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye. Depuis le scrutin présidentiel, Alassane Ouattara a plusieurs fois évoqué une amnistie et la constitution d'un gouvernement d'union nationale. Cette proposition est-elle toujours d'actualité ? Jusqu'ici, Laurent Gbagbo a toujours écarté l'idée de quitter le pouvoir, qu'il assimile à de la lâcheté.

T.H.



Des miliciens pro-Gbagbo, hier, dans les rues d'Abidjan. La ville, selon des témoins, est livrée à elle-même. PHOTO KSIAZEK/AFP

QUATRE MOIS DE CRISE ÉLECTORALE

28 novembre 2010 Le second tour d'une élection présidentielle reportée pendant cinq ans se solde par la victoire d'Alassane Ouattara qui est déclaré élu avec 54,1 % des voix

par la Commission électorale indépendante, résultat reconnu par la communauté internationale.

4 décembre Déclaré vainqueur par le Conseil constitutionnel ivoirien

après annulation de 570 000 votes dans l'Ouest, région favorable à Ouattara, Laurent Gbagbo est investi.

16 décembre Une marche des partisans de Ouattara sur la Radio télévision ivoirienne est réprimée dans

le sang. Elle fait 173 morts en une semaine.

12 janvier 2011 Premiers actes de résistance posés à Abobo, un quartier populaire d'Abidjan, par un commando invisible pro-Alassane Ouattara.

22 janvier Le gouverneur de la BCEAO, Dakoury-Tabley, un proche de Gbagbo, est limogé et les comptes de l'Etat ivoirien sont bloqués.

17 février Les banques étrangères ferment à Abidjan.

16 mars Après l'échec de sept médiations africaines, l'Union africaine reconnaît la victoire de Ouattara.

28 mars Le camp Ouattara passe à l'offensive militaire dans plusieurs villes secondaires.

Un million d'habitants auraient déjà quitté Abidjan.

Réfugiés: «L'exode dans la panique»

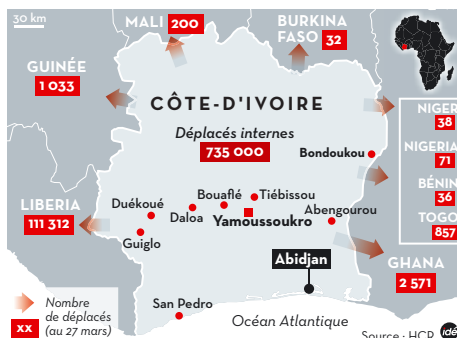
C'est la bataille d'Abidjan que tous les humanitaires redoutaient. Des tirs à l'arme lourde ont été entendus hier après-midi dans la capitale économique ivoirienne et plusieurs témoins rapportaient des échanges de coups de feu alors que les troupes d'Alassane Ouattara encerclaient petit à petit la ville. «La situation est dramatique à Abidjan. On assiste à un véritable exode dans la panique», raconte William Spindler, porte-parole du Haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR). Depuis le week-end dernier, au moins 700 000 personnes ont fui la ville vers le nord et l'est du pays. Les gares routières sont bondées et assaillies par une population désespérée qui redoute les combats. Les quartiers les plus peuplés de Yopougon, Abobo, Williamsville et Adjamé se vident de leurs habitants. Depuis novembre, au moins 1 million d'Ivoiriens ont abandonné leurs maisons.

Besoins. Prises pour cibles par les troupes de Laurent Gbagbo et assimilées aux Casques bleus de la mission de l'ONU en Côte-d'Ivoire, les équipes du HCR n'arrivent plus à évaluer les besoins immédiats. Hier le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a précisément lancé un appel aux forces en présence pour leur demander de respecter les civils à Abidjan. L'organisation, basée à Genève, espère lever ainsi 11,5 millions d'euros supplémentaires pour fournir des services de santé aux déplacés et leur assurer un accès à l'eau potable. «Le problème principal reste l'approvisionnement en médicament», constate Laurent Sury, de la cellule d'urgence de

MSF (Médecins sans frontières) qui a déployé 25 personnes pour parer au plus pressé. En raison de l'embargo international et de l'absence de liquidités dans les banques (lire ci-contre), la pharmacie centrale n'a quasiment plus de stocks. L'urgentiste témoigne d'une «situation très difficile à Abidjan où des gens en armes tentent de rentrer dans l'hôpital d'Abobo».

«Pillages». Tous craignent l'action des milices locales et des mercenaires étrangers, pas toujours contrôlés par les forces loyalistes. L'ONG Human Rights Watch a d'ailleurs accusé des hommes libériens soutenant Gbagbo d'avoir «massacré» des Africains de l'ouest, dont «au moins 37» en un jour, le 22 mars, près de la frontière avec le Liberia. Après l'offensive lancée en début de semaine par le clan Ouattara, un calme très fragile est revenu dans l'ouest du pays. William Spindler du HCR y rapporte la présence de mercenaires et de nombreux cas de «pillages massifs et de viols». Et fait état de «conditions de sécurité très difficiles à Guiglo et Duékoué». Dans cette dernière ville contrôlée depuis mardi par les forces du président élu, quelque 40 000 déplacés ont été comptabilisés hier à la mission catholique. D'après les relevés du HCR, 300 à 400 personnes par jour continuent d'affluer au Liberia qui a accueilli près de 112 000 de 120 000 réfugiés fuyant la Côte-d'Ivoire depuis le mois de décembre. Là, dans un camp installé par le HCR, de nombreux blessés par balle sont arrivés ces quarante-huit dernières heures. C'était avant la bataille d'Abidjan.

ARNAUD VAULERIN



Des producteurs de cacao manifestent à Abidjan le 17 février contre les sanctions prises par l'UE. PHOTO ISANO GO/AFP

Exportations bloquées, banques fermées, salaires non payés : la Côte-d'Ivoire vit au ralenti en espérant une issue rapide à la crise.

Les fruits amers de l'embargo

Habituellement en cette fin de mois de mars, les paysans achèvent la cueillette des cabosses de cacao dont ils extraient les fèves qui donneront du chocolat. Mais depuis que l'Union européenne a adopté des sanctions pour faire plier le président sortant, Laurent Gbagbo, tout est chamboulé. Privé de ses deux ports, sous embargo, le premier exportateur de cacao du monde ne peut écouler sa production. Privé de banques, à l'exception de quelques banques d'Etat, toute la chaîne qui va de la production à l'exportation s'est pratiquement arrêtée. Si le ramassage des fèves n'est pas achevé avant les pluies d'avril-mai, une bonne partie de la récolte pourrira. Inexorablement les sanctions poursuivent leur effet dévastateur sur l'économie ivoirienne. Elles frappent indistinctement paysans et travailleurs, PME et grosses entreprises, consommateurs et fournisseurs, chômeurs et salariés. L'économie ne tourne qu'à 20%, estime-t-on sur place. Depuis la fermeture des banques, explique un analyste européen, 10 000 emplois disparaissent chaque jour. Et la quasi-totalité des entreprises a recours au chômage technique ou à des réductions de salaire.

Moitié prix. Clément Koffi est un agriculteur baoulé du centre-ouest du pays. Il possède 25 hectares de cacaoyers près de Soubré et anime une coopérative qui d'ordinaire centralise les cueillettes, les conserve quelques jours et les transporte jusqu'au port, assurant ainsi à ses membres un meilleur prix. Mais aujourd'hui, son entrepôt ne peut assurer les conditions normales de stockage. Les paysans, qui pratiquent la monoculture, n'ont d'autre solution que d'accepter les of-

fres des acheteurs – la moitié du prix pratiqué avant le second tour de l'élection – qui acheminent les fèves et prennent le risque d'assurer leur stockage en attendant que les usines de transformation, qui ont toutes fermé, reprennent leur activité ou que les ports rouvrent. Le gouvernement Gbagbo, non reconnu par la commu-

L'économie ne tournerait qu'à 20% et depuis la fermeture des banques, 10 000 emplois disparaissent chaque jour.

nauté internationale, a réagi en prenant le contrôle de la filière, laissant les agriculteurs interrogatifs : «Je me demande bien où il pourra trouver les 400 milliards nécessaires [600 millions d'euros] pour enlever le reste de la cueillette», dit Clément Koffi.

«Frénésie». Gbagbo doit trouver 100 milliards de francs CFA chaque mois (150 millions d'euros) pour payer les fonctionnaires et faire tourner la machine et, à la mi-mars, son gouvernement n'avait payé que 85 % des fonctionnaires. Au prix de nombreux tracas, de documents à fournir, et de files d'attente interminables depuis l'aube devant les banques d'Etat. Moins chanceux, les retraités ont dû se serrer la ceinture.

Dans le secteur privé, se faire payer est aussi un parcours du combattant. Car les entreprises sont affiliées aux banques privées qui ont, pour la plupart, fermé leurs portes après que la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a retiré la signature permettant à l'équipe Gbagbo d'accéder au compte de l'Etat ivoirien. A Abidjan comme dans le reste du pays, la situation économique est

précaire. «Vous voyez, il est 9 heures et il n'y a personne», constate Léon Alexandre Tonian, restaurateur et président de la chambre des métiers d'Abidjan, en montrant les bureaux vides et les ordinateurs éteints. «Il faut à peu près une semaine à un employé pour obtenir son salaire à la banque», dit-il. Les entreprises sont en galère. «Leurs fonds sont gelés dans les banques mais elles doivent payer cash leurs fournisseurs.» De quoi faire couler bien d'entre elles. Tonian lui-même avoue n'avoir vu que trois clients dimanche dernier. Un

grand changement après les frissons du début de la crise. «Dans les premiers jours, ceux qui ont pensé à retirer leur épargne ont été pris d'une frénésie de consommation, surtout dans les bars et les restaurants. C'est vite passé», dit l'homme qui relève que les entrepreneurs les plus handicapés sont ceux qui ont du liquide. «Au début, ils mettaient l'argent dans leurs voitures et partaient au Togo. Cela a engendré attaques et bagarres.» Ils ont fini par confier leur cash à des affairistes contre une importante rémunération.

Lunettes. Au port d'Abidjan, les docks sont désespérément vides. Mais ces dernières semaines, les médias favorables au camp Gbagbo ont chaussé leurs lunettes roses, annonçant un jour la réouverture de telle ou telle banque privée, nationalisée à la hâte mais sans argent, et le lendemain la conclusion d'un accord d'exportation du cacao avec des firmes chinoises, sans que pointe l'ombre d'un bateau. Sans convaincre une population qui n'a plus qu'un souhait : que tout s'achève, vite.

Envoyée spéciale à Abidjan
HÉLÈNE DESPIC-POPOVIC



«Comme l'ont confirmé toutes les études, 1% d'immigration en plus, c'est 1,2% de salaires en moins.»

Marine Le Pen le 11 mars, lors d'un meeting à Bompas (Pyrénées-Orientales)

Marine Le Pen le répète : le «FN nouveau» qu'elle entend propulser au pouvoir est un parti sérieux, qui se nourrit de travaux d'experts. Ainsi, quand Le Pen dénonce les méfaits de l'immigration, elle le fait désormais en s'appuyant sur des rapports officiels. Sur BFM TV, le 14 février, elle déclare : «Il y a un rapport du Conseil d'analyse économique (CAE) qui date de juin 2009 et qui dit que la hausse de 1% de l'immigration entraîne la baisse de 1,2% des salaires.» Le 20 février, sur France Inter, elle récidive : «Dans un rapport extrêmement sérieux, on indique que 1% d'immigration supplémentaire, ça entraîne 1,2% de baisse des salaires en France.» Puis, le 11 mars, lors d'un meeting à Bompas (Pyrénées-Orientales) : «Comme l'ont confirmé toutes les études, 1% d'immigration en plus, c'est 1,2% de salaires en moins.»

INTOX

gration en plus, c'est 1,2% de salaires en moins.» Le chiffre a été jugé suffisamment éloquent par Marine Le Pen pour qu'elle décide même de le faire figurer dans les éléments de langage que le FN a distribués à ses candidats pour les cantonales.

Accordons un bon point (ce sera le seul) à la présidente du FN : le chiffre qu'elle cite se trouve bien dans un rapport du CAE daté de juin 2009. Ce dernier, qui traite de l'impact économique de l'immigration, consacre quelques pages aux études empiriques sur le sujet. On y trouve mention d'une étude des économistes américains Altonji et Card (1991), qui aboutissent à la conclusion qu'une augmentation du nombre d'immigrés correspondant à 1% de la force de travail totale (ce qui n'est pas la même chose qu'une

«hausse de 1% de l'immigration», comme le simplifie Le Pen) réduit de 1,2% le salaire des moins qualifiés (et pas les salaires en général, comme le rapporte Le Pen), et réduit également le taux de chômage de 0,25% (ce dont Marine Le Pen ne parle pas). Mais cette lecture approximative et partielle n'est pas l'essentiel.

Le deuxième étage de la manipulation consiste à piocher une étude particulière pour en faire une vérité générale.

Admirez le glissement dans les propos de la patronne du FN, qui en arrive à affirmer que «toutes les études confirment» sa statistique. Le Pen aurait par exemple pu citer d'autres travaux mentionnés dans le rapport du CAE, comme ceux de LaLonde et Topel, qui trouvent eux que «l'immigration de travailleurs peu qualifiés réduit essentielle-

ment le salaire d'autres immigrés peu qualifiés et que l'effet est faible». Interrogé, l'auteur du rapport, Gilles Saint-Paul, explique qu'en théorie «toute hausse de l'offre d'une certaine catégorie de travailleurs crée une pression à la baisse sur les salaires de cette catégorie de travailleurs, tout en bénéficiant aux travailleurs complémentaires. Mais il existe de nombreuses études empiriques sur les effets de l'immigration sur les salaires. Certaines trouvent un effet nul ou faible, d'autres des effets négatifs sur les catégories de travailleurs les plus exposées à la concurrence des migrants».

Marine Le Pen a seulement choisi l'étude qui lui servait le plus. Ajoutons qu'elle a fait un choix mal inspiré. Car les travaux d'Altonji et Card portent sur les États-Unis, et leurs résultats ne peuvent être transposés à la France, en raison des caractéristiques du marché hexagonal (rigidi-

tés salariales, salaire minimum). Ce point est soulevé en annexe du rapport par Antoine Magnier, directeur de la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) : «Il faut rester assez prudent sur les enseignements – pour les pays européens – qu'on peut tirer des études menées sur des données américaines, dans un contexte où nos marchés du travail et nos marchés de biens et services sont réputés moins souples qu'aux États-Unis.» Gilles Saint-Paul n'en disconvient pas : «Dans un pays marqué par les rigidités salariales, comme la France, on s'attendrait à un effet moindre sur les salaires et un effet à la hausse sur le chômage.» Morale de l'histoire : il ne suffit pas de puiser un chiffre dans un rapport «sérieux». Encore faut-il que le traitement qu'on en fait le soit aussi.

CÉDRIC MATHIOT



BMW Série 1

www.bmw.fr



Le plaisir de conduire

NOUVELLES BMW SÉRIE 1 ÉDITION LIMITÉE BLACK & WHITE.

Élégance du noir ou modernité du blanc, votre BMW 116i Édition Limitée Black & White est disponible à un prix unique : 19 900 €. En revanche la liste de ses équipements est nettement plus longue : climatisation, Contrôle de stabilité DSC, fonction d'arrêt et de redémarrage automatique du moteur, indicateur de changement de rapport, et système de récupération d'énergie au freinage.

DÉCOUVREZ TOUTE LA GAMME BLACK & WHITE CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE.

Édition Limitée Black & White

BMW 116i	19 900 €⁽¹⁾
BMW 116d	260 €/mois⁽²⁾

(1) Prix spécial TTC pour toute commande avant le 30/06/2011. Offre réservée aux particuliers chez les concessionnaires BMW participant à l'opération.

(2) BMW 116d 3 portes Édition Black & White. Location Longue Durée sur 36 mois et pour 45 000 km. 36 loyers linéaires hors assurance facultative : 259,76 €/mois. 1^{er} loyer majoré : 3 100 €. Offre réservée aux particuliers valable pour toute commande d'une BMW 116d 3 portes Édition Black & White avant le 30/04/11 dans les concessions BMW participantes. Sous réserve d'acceptation par BMW Finance - 78286 GUYANCOURT Cedex - SNC au capital de 70 000 000 € - RCS VERSAILLES 343 606 448. Courtier en assurance N° ORIAS : 07 008 883. Vérifiable sur www.orias.fr. Consommations selon motorisations en cycle mixte : 4,5 à 8,5 l/100 km. CO₂ : 118 à 199 g/km. Black & White = Noir et Blanc.

Désordres de bataille en Libye

Les forces de Kadhafi, changeant de tactique, ont regagné du terrain, alors que la rébellion se divise sur la stratégie à adopter.

Par **CHRISTOPHE AYAD**,
Envoyé spécial à Benghazi

En cinq jours, l'insurrection libyenne a fait la preuve, si besoin était, qu'elle est absolument incapable de renverser militairement le colonel Kadhafi. Du moins pour le moment et en l'état actuel des choses. Deux chiffres résument le problème : depuis samedi, les rebelles, partis d'Ajdabiya, ont gagné près de 300 km vers l'ouest avant d'en reperdre 260. Ce n'est plus une guerre, c'est un rallye-raid ! En fait d'offensive, les insurgés ont avancé sans combattre jusqu'à 50 km de Syrte, profitant des violents raids aériens occidentaux de vendredi et samedi derniers, qui ont anéanti une bonne partie de la 32^e brigade de Kadhafi. Puis ils se sont heurtés, lundi, aux abords de Syrte, ville natale du colonel, à un violent barrage d'artillerie, qui ne fait, depuis, que progresser. Au lieu de se déplacer avec des tanks et des équipements lourds, qui forment des cibles faciles pour les avions de la coalition, l'armée loyaliste a adopté la même tactique que les rebelles : des pick-ups équipés de mitrailleuses lourdes et de mortiers, tractant des mini-orgues de Staline et de l'artillerie légère. A la tchadienne. Ce dispositif a l'avantage de la rapidité et de ressembler comme deux gouttes d'eau, vu du ciel, à la rébellion.

IMPUISSANCE. Hier, après avoir repoussé l'armée loyaliste jusqu'aux abords de Brega, les rebelles ont à nouveau reculé à mi-chemin entre Brega et Ajdabiya, dont la plupart des habitants ont fui une nouvelle fois vers l'Est. « Mais pourquoi les Occidentaux ont-ils arrêté de bombarder les forces de Kadhafi ? » s'écriait hier un combattant rebelle. A Benghazi, les leaders de l'insurrection attribuent

cette « pause » à l'entrée en scène de l'Otan, nettement moins offensive et plus neutre que les Français, les Britanniques et les Américains, qui avaient dirigé les opérations pendant la première semaine. Il est vrai aussi que les combats, depuis dimanche, se déroulent dans des zones peu ou pas peuplées. Face à ce constat d'impuissance, les chancelleries occidentales débattent ardemment de l'opportunité d'armer l'insurrection. Mais cela supposerait qu'ils disposent de troupes entraînées et d'un commandement.

REPORTAGE

Or, une journée au front suffit à comprendre à quel point « l'armée rebelle » est désorganisée, sans hiérarchie, ni communications. Elle reste avant tout une troupe de civils en armes, qui, malgré leur foi et leur bravoure, n'ont d'expérience ni des armes, ni des combats et n'en font qu'à leur tête. Plusieurs dizaines de soldats de l'armée régulière vivant en zone rebelle ont rejoint le front, mais des centaines resteraient encore dans leurs casernes à Benghazi. Ils refuseraient de combattre sans armement adéquat et avec des civils encombrant le champ de bataille.

Quant à la chaîne de commandement, elle n'est pas très claire. Il semble désormais qu'Omar al-Hariri occupe les fonctions de « ministre » de la Défense et que le commandement des opérations soit dévolu à Khalifa

« Je crains que la défection de Moussa Koussa cache un deal avec les Occidentaux, qu'ils en fassent l'homme providentiel. »

Mohamed Busidra ancien prisonnier politique

Haftar, un ancien héros de la guerre du Tchad dans les années 80, rentré de son exil américain. Quant à l'ex-ministre de l'Intérieur, Abdelfattah Younés, censé assurer la liaison entre les deux, il est quasi invisible. Beaucoup d'insurgés lui reprochent son long compa-



gnonnage avec Kadhafi et doutent de son ralliement à la révolution...

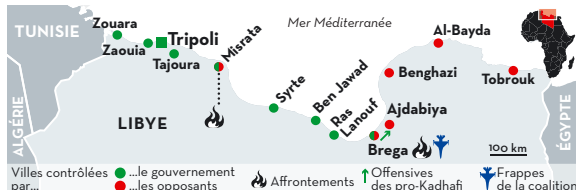
Officiellement, les leaders de l'insurrection assurent qu'ils n'ont pas besoin de dons d'armes et qu'ils disposeront bientôt de l'argent

des ventes pétrolières du terminal de Tobrouk pour pouvoir en acheter. Mais la stagnation du front n'est pas sans causer des inquiétudes politiques.

« On commence à se poser des questions », avoue Abdelkader Kadura, professeur de droit à l'université Garyounis de Benghazi. Il faut bien constater que des soldats se battent encore pour Kadhafi et que ce ne sont pas tous des mercenaires. De toute façon, la solution ne sera pas militaire. Je ne pense pas que

ce soit une bonne chose que nos jeunes gens entrent en armes dans Syrte ou Tripoli. Même si elles rejettent Kadhafi, les tribus locales n'accepteront pas cela. Et là, la Libye sera vraiment divisée. » De fait, cette division existe déjà, au sein même du Conseil national de transition (CNT), l'instance représentative de la révolution, composée de 31 membres et présidée par l'ex-ministre de la Justice, Moustafa Abdeljelil. Selon une source proche du Conseil, le débat fait rage entre ceux qui veulent avancer rapidement, en formant un gouvernement pour se poser en alternative à Kadhafi, et ceux qui veulent attendre que tout le pays soit libéré. Cette cassure correspond au clivage est-ouest du pays, avec, d'un côté, la Cyrénaïque, libre depuis déjà cinq se-

REPÈRES



« Nous sommes là pour protéger le peuple libyen, pas pour armer le peuple libyen. »

Anders Fogh Rasmussen, secrétaire général de l'Otan hier, s'opposant à l'idée d'armer les rebelles libyens, proposition rejetée par plusieurs pays de la coalition



maines, et de l'autre, la Tripolitaine, encore contrôlée par Kadhafi. Former un gouvernement maintenant reviendrait à donner un poids démesuré à la Cyrénaïque.

DEMI-MESURES. Mais attendre trop longtemps va finir par coûter au CNT sa crédibilité internationale. D'où les demi-mesures, comme la nomination d'un Comité de gestion d'urgence – en fait un similigouvernement – par Mahmoud Jibril, un technocrate, entouré d'une demi-douzaine de « ministres ». Ces derniers réussissent à maintenir un minimum d'ordre et de services publics, évitant au chaos de s'installer. Depuis deux jours, des policiers sont de retour dans les rues, ce qui a permis la réouverture de nom-

breux commerces. Un des deux réseaux de téléphonie portable, coupés par Tripoli, a été rafistolé tant bien que mal. Et ni l'eau ni l'électricité n'ont jamais été coupées. Dans ce contexte contrasté, la seule véritable bonne nouvelle tient dans la défection de Moussa Koussa, preuve que le régime se craquelle à Tripoli. Mais pour Mohamed Buisdra, ancien prisonnier politique et figure respectée de Benghazi, ce lâchage n'est pas une si bonne nouvelle que cela. « Je crains que cela cache un deal avec les pays occidentaux et que ceux-ci, pressés de trouver une solution, fassent de lui l'homme providentiel pour se débarrasser de Kadhafi, expliquait-il hier. Pour ceux qui ont fait la révolution, cette solution est inacceptable. »

«Rassurez-vous, nous sommes tous ici et nous allons rester jusqu'à la fin. C'est notre pays. Nous sommes forts sur tous les fronts.»

Moussa Ibrahim porte-parole du régime, assurant hier que Kadhafi est en Libye

Diplomate de 53 ans, Antoine Sivan devrait bientôt prendre ses fonctions d'ambassadeur de France à Benghazi, fief de la rébellion contre Muammar al-Kadhafi. Il a été ambassadeur au Qatar et numéro 2 de l'ambassade de France à Bagdad. Le 10 mars, la France avait été le premier pays à reconnaître le Conseil national de transition libyen.

Des rebelles attaqués par l'armée loyaliste, hier près de Brega.

PHOTO FINBARR O'REILLY, REUTERS

L'attitude du Royaume-Uni vis-à-vis de l'ex-ministre libyen des Affaires étrangères, démissionnaire, pourrait être décisive pour la chute de Kadhafi.

Moussa Koussa, pilier du régime, file à l'anglaise

La situation est quelque peu délicate pour le gouvernement britannique. La défection hier de Moussa Koussa, 59 ans, ministre libyen des Affaires étrangères, constitue certes un succès incontestable. Mais la manière dont Londres va négocier la présence sur son sol de cet hôte très spécial au cours des prochains jours pourrait bien déterminer l'avenir du régime de Muammar al-Kadhafi.

Alors que les rebelles semblent plus désorganisés que jamais, que la question de la fourniture d'armes par la communauté internationale reste en suspens, il ne fait guère de doute que la coalition espère une chute du régime libyen initiée par un effondrement interne. « Nous encourageons toutes les personnes de l'entourage de Kadhafi à l'abandonner », a ainsi appelé le ministre britannique des Affaires étrangères, William Hague, alors qu'il confirmait la défection de Moussa Koussa. « Kadhafi doit se demander qui va être le prochain à l'abandonner », a-t-il ajouté.

Services secrets. Officiellement, le gouvernement britannique n'avait pas connaissance de l'intention du ministre « de faire défection avant son arrivée au Royaume-Uni », a affirmé un porte-parole du Foreign Office. Et ce, même si William Hague a confirmé que Moussa Koussa avait été sa « ligne de communication avec le régime libyen au cours des dernières semaines », et qu'il lui avait « parlé régulièrement au téléphone ».

Il semble que l'ancien ministre libyen des Affaires étrangères se soit rendu en Tunisie par la route depuis Tripoli, lundi, au moment de l'avancée des rebelles sur la capitale. Et c'est de la Tunisie qu'il est arrivé dans un avion privé sur l'aéroport discret de Farnborough (Hampshire). « Moussa Koussa a voyagé jusqu'ici de son plein gré. Il nous a annoncé qu'il démissionnait de son poste et nous en discutons actuellement avec lui », a ainsi expliqué William Hague. Installé dans un « lieu sûr », l'ancien homme fort de Kadhafi fait l'objet d'un interrogatoire poussé et se-

rait, selon des sources gouvernementales, « dans un état d'esprit très fragile et vulnérable ».

Moussa Koussa représente un interlocuteur de choix pour la coalition. Il a accompagné le colonel Kadhafi pratiquement depuis son arrivée au pouvoir et a notamment dirigé les services secrets libyens de 1994 à 2009. Son rôle dans l'attentat contre un avion de la Pan-Am au-dessus de la ville écossaise de Lockerbie en 1988 (270 morts) a été évoqué, mais sa responsabilité n'a jamais été officiellement établie.

Assassinat. Brièvement ambassadeur à Londres en 1980, il avait été expulsé du Royaume-Uni pour avoir soutenu publiquement



REUTERS

le projet d'assassinat d'opposants libyens sur le sol britannique. Mais il fut aussi l'interlocuteur privilégié des autorités britanniques dans le retour en grâce de Kadhafi sur la scène

internationale. Tout comme dans la libération en juillet 2009, « pour raisons humanitaires », du seul condamné à ce jour pour l'attentat de Lockerbie, Abdelbaset al-Megrahi. Moussa Koussa n'occupait le poste de ministre des Affaires étrangères que depuis deux ans, et aurait eu un accrochage très sérieux avec l'un des fils de Kadhafi, ce qui l'aurait écarté de fait du cercle le plus intime. Mais sa connaissance du régime pourrait représenter un atout considérable pour la coalition.

Londres a pourtant rappelé que « Moussa Koussa ne s'était vu offrir aucune immunité tant de la justice britannique qu'internationale ». La justice écossaise a déjà fait savoir qu'elle souhaitait l'interroger sur l'attentat de Lockerbie.

De son côté, l'opposition libyenne a indiqué ne pas souhaiter son soutien en raison de sa trop forte implication au sein du régime du colonel Kadhafi. Reste la solution, évoquée par plusieurs sources diplomatiques, d'un départ de Moussa Koussa vers un pays tiers, ce qui pourrait rassurer d'autres lâcheurs potentiels du régime libyen.

De notre correspondante à Londres
SONIA DELESALLE-STOLPER

VU DU VIETNAM
Par **HERVÉ LISANDRE**

Mourante, la tortue sacrée d'Hanoi inquiète le pays

Les légendes sont-elles mortelles ? L'agonie d'une tortue à carapace molle d'environ 200 kilos, résidente du lac Hoan Kiem, au cœur de la capitale, boue depuis des semaines les Hanoïens. Le reptile, affaibli par les hameçons des pêcheurs et la pollution, incarnerait un animal sacré. Selon la croyance populaire, au XV^e siècle, une tortue d'or surgit de ces eaux – aujourd'hui verdâtres et boueuses – et confia à l'empereur Le Loi une épée magique, avec laquelle il repoussa une invasion chinoise.

«Même si on ne croit pas à l'histoire, cet animal symbolise l'indépendance du pays face à la Chine», considère Nguyen Thi Kim Oanh, 22 ans, qui a appris la légende dans les manuels scolaires. Selon Pham Toan, un intellectuel de Hanoi, sidéré par l'ampleur que prend l'affaire, «les dirigeants du Parti communiste entretiennent la légende de la tortue pour s'inscrire dans la lignée des héros historiques, comme Le Loi». Les Vietnamiens, superstitieux, verraient comme un très mauvais présage la disparition de leur talisman à quatre pattes. D'autant que beaucoup redoutent toujours l'expansionnisme du géant voisin. En urgence, Hanoi a alors mobilisé un «conseil d'experts» et des dizaines d'agents qui barbotent dans le lac. Un «hôpital», avec banc de sable et enclos, a été installé sur un îlot. Mais «ar-

rière-grand-mère tortue», comme l'appellent avec respect les Hanoïens, ne s'est pas encore laissée prendre. Une tentative de capture a échoué : le filet des sauveteurs se serait déchiré.

«Si elle meurt, la population conclura à l'incompétence des autorités», prédit Pham Toan. Déjà, sur Internet, des blogs vietnamiens s'en prennent à Nguyễn Thị Thao, le président du Comité populaire de Hanoi (l'équivalent du maire), pour ne pas avoir veillé à la propreté de l'eau. La santé du vieil animal – il aurait au moins 100 ans – monopolise aussi les journaux officiels vietnamiens. Ses blessures, en gros plans, s'étalent en une. Madame Dung, 73 ans, qui fait son tour du lac Hoan Kiem à pied tous les matins, a vu la bête «plus d'une dizaine de fois». «Sa carapace paraît dévorée par les petites tortues de Floride, de plus en plus nombreuses», a-t-elle observé.

Les récentes apparitions à la surface de la tortue sacrée ont provoqué attroupements et embouteillages de scooters et de mobylettes. L'apercevoir – au moins une dernière fois – porte bonheur. «Sans elle, Hanoi ne sera plus tout à fait la même», s'inquiète, sans rire, Phong, un étudiant. Et la biodiversité un peu plus menacée : il ne resterait plus que trois autres spécimens de cette espèce dans le monde, dont deux... en Chine. ◆



tion, Daniyar Moldachiov, a été enlevé par des inconnus, hier, trois jours avant l'élection présidentielle.

ROUMANIE La police roumaine a annoncé hier avoir saisi 150 kilos de cocaïne en provenance de Bolivie. La drogue était dissimulée dans des lattes de parquet.

VENEZUELA Yves Le Bras, un touriste français de 63 ans, a été victime d'une agression mortelle lundi sur l'île de Margarita, a annoncé le gouvernement vénézuélien.

KOWEÏT Le gouvernement koweïtien a présenté hier sa démission, sur fond de nouvelle crise politique entre l'exécutif et le législatif.

KOSOVO Après la décision de la Cour constitutionnelle d'invalidier son élection, le président Behgjet Pacolli (photo) a déclaré hier qu'il ne démissionnerait pas. PHOTO AP

KAZAKHSTAN L'éditeur du principal journal d'opposi-



RETOUR SUR LA RÉVOLTE CONTRE LE RÉGIME DE BACHAR AL-ASSAD

Syrie : l'opposition veut retourner dans la rue

Les autorités syriennes sont engagées dans une course contre la montre pour freiner la contestation enclenchée contre le régime de Bachar al-Assad. Le Président a notamment demandé à des juristes de rédiger, d'ici au 25 avril, une nouvelle législation pour remplacer l'état d'urgence, que le parti Baas (au pouvoir) avait décrété en mars 1963. Hier, des com-

missions ont été créées sur la loi d'urgence et sur les victimes civiles de la répression à Deraa (sud) et Lattaquié (ouest), où au moins 30 manifestants ont été tués par l'armée en mars. Les opposants au régime de Bachar al-Assad, déçus par le peu de contenu des «ouvertures» faites par le pouvoir, ont cependant appelé à de nouvelles manifestations demain,

jour de la grande prière. L'importance de ces rassemblements devrait constituer un test sur la capacité des contestataires à mobiliser leurs troupes alors que tout regroupement est sévèrement réprimé. Vendredi dernier, de petites manifestations avaient eu lieu à dans plusieurs villes, notamment à Deraa, devenu l'épicentre de la contestation. G.T.

Pékin cogne pour briser l'élan contestataire

RÉPRESSION Craignant l'exemple du Proche-Orient, les autorités chinoises multiplient les arrestations.

Les citoyens chinois «ne doivent pas nuire à l'intérêt public». C'est ainsi que Jiang Yu, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, a expliqué, hier, la vague de répression qui s'est abattue sur les dissidents depuis quelques semaines. Tout en assurant que la liberté d'expression était bien évidemment respectée dans son pays.

De fait, Pékin se montre particulièrement inquiet des insurrections qui emportent ou fragilisent les uns après les autres les régimes arabes, et surtout de l'extraordinaire caisse de résonance qu'offre Internet. Selon l'organisation Défenseurs des droits de l'homme en Chine (CHRD, basée à Hongkong), au moins 26 militants ont été placés en détention depuis le début du mouvement de révolte en Afrique du Nord et au Proche-Orient. Trente autres, notamment des blogueurs connus, jusqu'à présent tolérés, et des avocats, ont été assignés à résidence ou placés en garde à vue.

Les autorités ont commencé à réagir sans ménagement lorsque sont apparus sur la toile des messages encourageant les Chinois à des rassemblements le dimanche contre l'inflation, la corruption ou les injustices entre pauvres et nantis. Un cocktail de revendications assez semblables à celles qui enflamment le Proche-Orient. Le tour de vis, déjà amorcé depuis que l'intellectuel Liu Xiaobo a obtenu le prix Nobel de la paix en octobre, a réduit au silence pratiquement tous les opposants vivant en Chine. Signe de la dureté de la répression, l'opposant Liu

Xianbin, 43 ans, a été condamné la semaine dernière à dix ans de prison pour avoir mis en ligne des textes pro-démocratie.

Cette semaine, la police du sud-ouest a inculpé Ran Yunfei, Ding Mao et Chen Wei,

des «vétérans» de la contestation, pour «subversion». «Personne ne sait quand cela va finir. C'est la répression la plus dure de ces quinze dernières années», constate le CHRD.

GÉRARD THOMAS

«Les élus qui sont corrompus attaquent le tissu même de notre démocratie. Il devrait y avoir une tolérance zéro pour toute forme de corruption.»

Jerzy Buzek (PPE, droite) président du Parlement européen, dans un communiqué diffusé hier alors que l'institution est secouée par quatre scandales de corruption ou de malversations présumées

Aujourd'hui sur France Info

La vie chère : mode d'emploi

Comment faire face à la hausse des prix ?

Toute la journée, reportages, témoignages, invités

Dossier spécial et forum sur **france-info.com**



Face au risque sismique, la faille des logements anciens

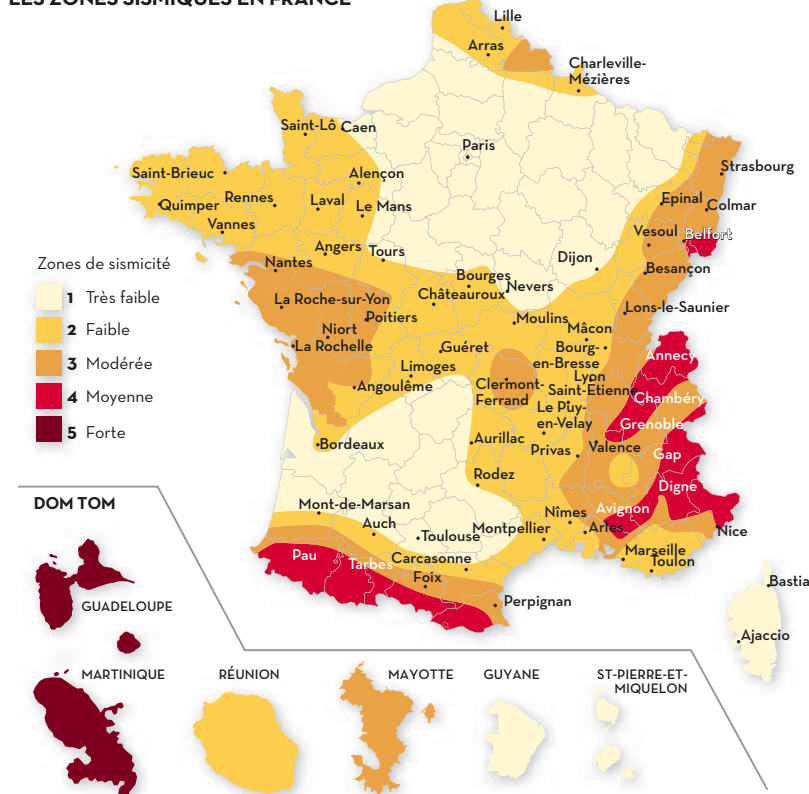
Si les constructions modernes résisteraient à un tremblement de terre dans l'Hexagone, la mise aux normes des autres types de bâtiments n'est pas à l'ordre du jour.

Par **TONINO SERAFINI**

Sur son site internet, l'Association du musée des amis du Vieux-Lambesc narre le dernier tremblement de terre meurtrier qui a frappé l'Hexagone (1). «Un grondement sourd, suivi d'une série de craquements, et brusquement, deux secousses successives en sens contraire déclenchèrent la catastrophe. Des maisons s'écroulèrent dans un fracas de tonnerre.» La nuit est en train de tomber quand le séisme, d'une magnitude de 6,2 sur l'échelle de Richter, sème la désolation à Lambesc (Bouches-du-Rhône) et dans les communes alentour. «Des gens courent en tous sens vers la campagne, d'autres s'affairent à porter secours autour des décombres. Le lendemain, tout le nord-est du département n'est plus que ruine.» Cinq villages sont totalement détruits. D'autres fortement endommagés. Bilan humain ? 46 morts et 250 blessés. C'était le 11 juin 1909. Un siècle plus tard, la mémoire collective a oublié, mais Lambesc est répertorié parmi les zones sismiques à risque. L'Hexagone en compte d'autres : les Alpes, les Pyrénées, la Côte d'Azur, et le sud de l'Alsace, où se trouve la centrale nucléaire de Fessenheim.

ARMATURE. Le tremblement de terre japonais (lire page 14-15) a rappelé que les catastrophes naturelles ne préviennent pas. La sismicité en France est certes nettement moindre, mais le risque existe. Et la fiabilité de nos bâtiments pose question en cas de séisme majeur. D'après des experts, les immeubles récents – construits dans le strict respect de la réglementation parasismique – résisteraient à un tremblement de terre d'une magnitude de 6 à 8, selon que l'épicentre est proche ou lointain, profond ou plus en surface. Ces bâtiments resteraient intacts ou se déformeraient jusqu'à devenir inhabitables. «Mais ils ne s'écroulèrent pas. Ce qui veut

LES ZONES SISMIQUES EN FRANCE



dire qu'à l'intérieur, les vies seraient sauvées», précise-t-on au Bureau de la qualité technique et de la réglementation de la construction, au ministère de l'Ecologie. En revanche, la robustesse des immeubles anciens construits sans armature laisse dubitatif. Même les beaux bâtiments haussmanniens en pierre de taille feraient pâle figure en cas de séisme majeur. «Il n'est pas à exclure qu'ils se disloquent sous le choc des secousses», estime un expert. Comme à L'Aquila (Italie) en avril 2009 : le

séisme d'une magnitude de 6,3 a détruit des centaines de vieilles maisons, faisant 308 morts et 30 000 sans-abri. La carte française de l'aléa sismique subdivise notre territoire en cinq zones : cela va de 1 (risque très faible) à 5 (risque fort). Ce seuil maximal ne concerne que les Antilles, où l'encadrement réglementaire est très sévère. Et pas seulement pour les tremblements de terre. «Quand les ouragans Hugo et Dean ont frappé la Guadeloupe et la Martinique, le parc HLM a très peu souffert», fait

observer Mahieddine Hedli, directeur de l'outre-mer à l'Union sociale pour l'habitat (USH), qui fédère les organismes de HLM. «Cela prouve que quand on construit dans le respect de la réglementation, le bâti résiste à la violence des éléments.» Apparue en 1969, la réglementation parasismique a été révisée et renforcée à plusieurs reprises. Le dernier arrêté, d'octobre, intègre une norme européenne homogénéisée, baptisée Eurocode 8. Il prend en compte les dernières avancées en matière de génie parasismique. Les

contraintes imposées aux constructions neuves varient en fonction du zonage et de la nature des bâtiments. Plus le risque est important (zones 2, 3, 4, 5), plus les obligations sont fortes. Plus le bâtiment est sensible (école, hôpital, caserne de pompiers...), plus les règles sont sévères.

«La réglementation parasismique marche très bien si elle est appliquée correctement par les bureaux d'études, lors de la conception du bâtiment et si les travaux sont bien exécutés lors de la construction, souligne Charles Baloch, directeur technique du Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB). Quand ces conditions sont remplies, on a pu observer, lors de plusieurs séismes à l'étranger, que les immeubles tiennent.»

DÉPENSES. La solidité des constructions est assurée par la mise en œuvre de chaînages en acier, du rez-de-chaussée jusqu'à la toiture, faisant du bâtiment un monobloc en béton. «Mais pour éviter qu'il ne se disloque du fait des mouvements de terrain violents générés par le séisme, il faut prévoir des amortisseurs au niveau des fondations, explique Chaouki Zaggar, responsable du service structures au bureau d'études Ginger Coplan de Nice. Ces amortisseurs permettent au bâtiment de bouger, sans rompre sous l'effet des ondes sismiques. Ainsi a-t-on pu voir à la télé les gratte-ciel japonais tanguer sans s'effondrer.»

Restent les immeubles anciens, qui représentent le gros du bâti, dans des villes comme Nice, Pau, Tarbes, Annecy, ou Grenoble, situées en zone 4. Ils ne sont soumis à aucune obligation de travaux antisismiques, sauf exception. Les pouvoirs publics n'ont pas voulu s'imposer des dépenses énormes pour sécuriser universités, hôpitaux, mairies, préfectures... Et n'ont pas davantage voulu infliger aux propriétaires de logements construits avant 1969 de coûteux travaux. ◀

(1) musee.lambesc.free.fr

REPÈRES

Les premières règles antisismiques dans la construction ont été ébauchées à partir de 1969. Elles ont été appliquées réellement dans les années 70. A l'époque, la France comptait 21 millions de logements. Depuis, il s'en est bâti 12 millions dans l'Hexagone.

LES CONTRÔLES TECHNIQUES

Pour les bâtiments importants (tours de bureaux et d'habitation de plus de 28 mètres de haut, hôpitaux, écoles...), les contrôles techniques sur le respect de la réglementation sont obligatoires lors de la conception des bâti-

ments et pendant leur réalisation dès la zone 2 (aléa sismique faible). Dans les zones 4 et 5, ces contrôles par un organisme agréé sont obligatoires pour toute construction ou bâtiment mesurant plus de 8 mètres de haut.

SUR LIBÉRATION.FR

Retrouvez sur notre site l'aléa sismique de votre commune sur une carte de France interactive.

A Tulle, Hollande s'est élancé

L'ancien premier secrétaire du PS s'est fait réélire, hier, à la tête du conseil général de Corrèze et a annoncé dans la foulée sa candidature à la primaire socialiste.

Par **MATTHIEU ÉCOIFFIER**
Envoyé spécial à Tulle (Corrèze)
Photo **CYRIL ZANNETTACCI**

Une déclaration de candidature «normale» pour le président de la République «normal» qu'il se propose désormais d'incarner. Il est 14h24, hier, dans la salle Prestige du conseil général de Corrèze, et François Hollande le dit simplement : «C'est la raison pour laquelle, ici à Tulle, devant vous mes amis, j'ai décidé de présenter ma candidature à l'élection présidentielle, à travers la primaire du Parti socialiste. Le ton est ferme, la voix posée et seules les paupières légèrement contractées trahissent l'émotion du moment. «François président !» scandent ses 250 partisans corréziens. «Permettez-moi d'ajouter un mot. C'est que l'issue de cette primaire qui prépare l'élection présidentielle doit être la meilleure non pas simplement pour le PS et la gauche, mais pour la France. Ce qui nous attend, ce n'est pas une compétition entre nous, c'est être capable de donner à la France la fierté qu'elle mérite, et aux Français la confiance qu'ils attendent. Merci.» François Hollande embrasse quelques visages amis, ouvre les bras et dit «voilà».

C'est fait. Le voilà donc candidat, non pas à la primaire, mais à la présidentielle via la compétition socialiste. Nuance. Son discours, il l'a écrit la veille au soir et le matin même à l'encre bleue. Et l'a prononcé sans le lire. Sept minutes pour dire pourquoi lui. Pourquoi maintenant. Du carré, du logique, sans lyrisme, avec juste une pointe d'accent mitterrandien sur «la gauche» qui «doit dire la vérité et en même temps lever une espérance, ouvrir une période de changement et de progrès et montrer qu'un chemin est possible».

«JEUNESSE». L'ancien premier secrétaire du PS forme le pari que sa façon de faire de la politique «à l'ancienne» peut encore séduire en 2012. Il a donc commencé sa déclaration en rappelant qu'il «tire sa légitimité et la force de son engagement», de sa victoire aux cantonales de dimanche et de sa réélection, hier matin, à la présidence du département. Mais «désormais, c'est de la France qu'il s'agit». Pour se muer en candidat et devenir le premier des Français, Hollande parle à la première personne. «Je n'accepte pas l'état dans lequel la

REPORTAGE

France se trouve, et je n'accepte pas davantage la situation qui est faite aux Français [...]. Je refuse les inégalités de revenu et de patrimoine.» Il fustige un Etat «sans cap, sans direction et, pire, sans morale» et «une forme de sauve-qui-peut de la part d'un Président en fin de course». Et puis il dégage ce qui sera son slogan : «Mettre la France en avant». Et le décline. Mettre la France en avant, c'est «un pacte productif», «faire le pari de la jeunesse», «le choix de la justice fiscale, sociale, territoriale», «réconcilier, rassembler autour des principes républicains, la dignité, la liberté, la laïcité», «porter un mes-

sage fort en Europe celui de la suprématie de la démocratie sur les marchés». Lui mettrait la France en avant, pas sa personne, semble-t-il promettre. Même s'il juge que, «face à l'urgence» de la situation du pays, il est nécessaire d'imposer une «incarnation» : la sienne.

«CRÉDIBILITÉ». Hollande prend le contre-pied de son rival du FMI, Dominique Strauss-Kahn, et de son aréopage de communicants. Son slogan, il l'a trouvé dans sa campagne corrézienne. «Hollande est passé de "Mettre la Corrèze en avance" à "Mettre la France en avant"», confie un de ses proches.

Qui critique «le clip de DSK mal entouré par des experts en com». Une allusion au documentaire *Un an avec DSK : au cœur du FMI*, diffusé sur Canal+ le mois dernier. 12h30. Après s'être donné l'onction présidentielle en posant avec Bernadette Chirac en tailleur, lunettes noires et brushing, pour la photo de famille, Hollande théorise dans son bureau son style et sa stratégie de candidat. Non pas face à DSK, mais face à Sarkozy. «J'ai dit qu'il fallait un prési-

dent "normal", car Nicolas Sarkozy n'est pas normal. La personnalité, ça compte dans une campagne, ça fait l'appoint nécessaire, la confiance et la crédibilité. Les Français ne veulent pas mettre un socialiste [à l'Elysée], ils veulent choisir. L'empathie, c'est un élément important, car on voit aujourd'hui l'antipathie au pouvoir. Sarkozy, il ne crée pas la bonne ambiance.» 14h30. Hollande s'engouffre dans une voiture pour rejoindre le plateau du JT de France 2.



François Hollande, hier, est félicité par ses partisans après l'annonce de sa candidature.



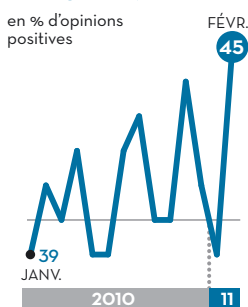
Les départements ont procédé hier à l'élection de leur président. La majorité n'a basculé que dans trois d'entre eux.

Conseils généraux : on garde (presque) les mêmes

REPÈRES

LA POPULARITÉ DE HOLLANDE

en % d'opinions positives



Sondages ViaVoice pour Libération

François Hollande, 56 ans, a passé plus de dix ans à la tête du PS (1997-2008). Député et président du conseil général de la Corrèze, il n'a jamais été ministre. Originaire d'une famille conservatrice, il a été conseiller de François Mitterrand dès 1981.

«Ses convictions politiques font que c'est le meilleur de tous, il n'a pas de langue de bois.»

Jean-Baptiste Peyrat adjoint PS au maire d'Allasac (Corrèze)

Hier, les conseils généraux des 101 départements français ont procédé à l'élection de leur président. Formalité pour la plupart des sortants, François Hollande en tête (*lire-ci contre*). Sauf en Indre-et-Loire, où les militants socialistes avaient désigné la strauss-kahnienne Marisol Touraine et écarté la sortante fabiusienne, Claude Roiron. Au final, le solde, pour le PS, se traduit par le gain d'un seul département. Il a gagné le Jura et les Pyrénées-Atlantiques mais a perdu le Val-d'Oise. La gauche préside désormais aux destinées de 59 départements. A Mayotte, il faudra attendre dimanche, l'élection ayant été reportée faute de quorum après le boycott des élus UMP et centristes, furieux de constater qu'ils n'avaient plus la majorité. Du coup, la ministre de l'Outre-Mer, Marie-Luce Penchard, a annulé son déplacement prévu pour fêter l'accession de l'île au rang de département.

Parti socialiste : un perdu, deux gagnés

Après le renouvellement de 2008, droite et gauche étaient à égalité dans les Pyrénées-Atlantiques. Mais la droite avait réussi à garder le département au bénéfice de l'âge en faisant élire l'UMP Jean Castings. Avec 28 cantons contre 24, la gauche est désormais majoritaire au Parlement de Navarre. Et pour le nouveau président du conseil général, le socialiste Georges Labazée, élu hier

avec 29 voix, cela signifie la fin de près de trente-cinq ans de purgatoire dans l'opposition. L'élus, qui se plaît à rappeler que son département représentait «une petite tache bleue dans le sud de la France depuis 163 ans», explique cette victoire par le rajeunissement et «la mutation des populations dans un département très attractif». Max Brissson, le leader de l'UMP, voit plutôt dans la déroute de son camp l'œuvre de François Bayrou, ancien président centriste de l'assemblée départementale, qui a semé le doute en se posant en adversaire de Nicolas Sarkozy. Dans le Jura, droite et gauche étaient aussi à égalité depuis 2008. Le divers droite Jean Raquin, 75 ans, présidait le conseil général

A Mayotte, il faudra attendre dimanche après le boycott des élus de droite, furieux de constater qu'ils n'avaient plus la majorité.

au bénéfice de l'âge. Le socialiste Christophe Perny lui a succédé hier, élu par 19 voix contre 15. Arnaud Bazin, vétérinaire et maire (divers droite) de Persan, a pris la place du socialiste Didier Anal à la présidence du Val-d'Oise, ancien fief de Dominique Strauss-Kahn. «La gauche paie au prix fort ses divisions et ses rivalités stériles, analysait ce dernier, hier. Empêtrés dans nos querelles locales, nous n'avons pas réussi à convaincre et à mobiliser notre base sociale.» Des divisions qui ont valu à la gauche de perdre deux cantons à Argenteuil et celui de Franconville.

La droite parvient à sauver les meubles

Longtemps cité en exemple de «quadra» promis à un brillant avenir (jusqu'à ce qu'en 2005 éclate l'affaire de l'appartement de fonction de 600 m² qu'il s'était attribué) l'ancien ministre UMP de l'Economie Hervé Gaymard peut se réjouir d'être aujourd'hui quinquagénaire. C'est ce qui lui a permis, à 50 ans, de conserver au bénéfice de l'âge la présidence du conseil général de Savoie, à égalité de voix avec son challenger socialiste, Thierry Repentin, de trois ans son cadet.

Autre victoire sur le fil, celle de l'UMP Bernard Bonne dans la Loire. Président sortant, il a été réélu au troisième tour de scrutin par 20 voix contre 18 alors que la droite a perdu dimanche deux

cantons au profit de la gauche, et ne comptait plus que 16 conseillers généraux. Les non-inscrits ont fait la différence en lui apportant les voix manquantes.

A gauche et à droite, le triomphe des sortants

Dans les Bouches-du-Rhône, le socialiste Jean-Noël Guérini s'est payé le luxe d'être réélu avec plus de voix qu'il ne pouvait en espérer sur le papier. Toute la semaine, des militants socialistes soucieux de renouvellement (des pratiques et des hommes) avaient rêvé qu'une candidature alternative viendrait de leur camp, que quelqu'un se lèverait pour rallier des voix de droite et de gauche. Non seulement il n'y en a pas eu, mais alors qu'il pouvait en principe compter sur 37 conseillers de gauche, Guérini a réussi à attirer 40 voix sur son nom. Dans l'urne,

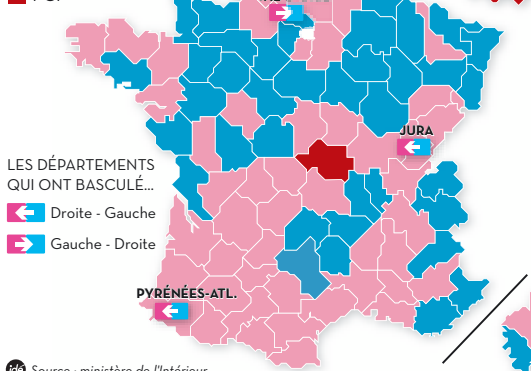
pas un nul, pas un blanc. Donc au moins trois élus de droite se sont amusés à voter pour lui. Martine Vassal (UMP) ne récolte que 17 voix alors que son camp compte 20 conseillers. Dans son discours d'investiture, Jean-Noël Guérini est revenu sur les affaires judiciaires en cours. «Je n'accepte pas, a-t-il dit, que l'on mette en cause ma probité et mon intégrité [au prétexte que] mon frère est en prison. Si mon frère a failli, il en répondra devant la justice. Pour l'instant, il n'existe pas, que je sache, de délit de fraternité.» Restant dans le domaine familial, il a dédié l'élection à sa fille.

Autre sortant contesté dans son propre camp, l'UMP Patrick Devedjian a été triomphalement réélu hier. Ses adversaires de droite s'étaient pourtant réunis lundi après-midi pour tenter d'empêcher sa réélection. Mais au même moment, Nicolas Sarkozy recevait à l'Elysée son fils cadet et Patrick Devedjian pour siffler la fin des hostilités. Magnanime, Devedjian a confié à Jean Sarkozy une vice-présidence. Le fils du chef de l'Etat aura en charge l'économie solidaire et sociale. Quant au tombeur d'Isabelle Balkany, Arnaud de Courson, il a assuré vouloir «remettre du sens et de l'éthique» dans le département. Un objectif ambitieux.

OLIVIER BERTRAND (à Marseille), **STÉPHANIE LACAZE** (à Bordeaux) et **FRANÇOIS WENZ-DUMAS**

LA COULEUR POLITIQUE DES DÉPARTEMENTS

■ UMP, Divers droite
■ PS, Divers gauche
■ PCF



Ses amis sortent dans le crachin corrézien. «On n'est jamais assez à gauche, mais il est plus à gauche que certains», balance François Bretin conseiller général Front de gauche. Pierre, agriculteur à la retraite, se souvient de sa première rencontre avec le jeune Hollande envoyé en Corrèze par Jacques Delors en 1981. «On était deux agriculteurs dans la salle, il avait 27 ans et on l'a trouvé tellement brillant qu'on s'est dit : "Ce type finira président de la République !"» François Hollande dispose de deux mois d'absence de DSK pour convaincre les électeurs de le «mettre devant» lors de la primaire socialiste. ➔

CARNET DE NOTES
Par **VÉRONIQUE SOULÉ**

L'école enrôlée dans la polémique sur la laïcité

La laïcité, c'est comme la sécurité routière, on devrait l'enseigner à l'école. C'est la proposition assez surprenante qu'a faite Jean-François Copé (UMP), mercredi soir, sur France 3. Face à lui, les représentants des quatre religions (catholique, musulmane, juive et protestante) ont préféré ne pas relever. Mais dans le débat «sur la laïcité» – en réalité, l'islam –, l'école risque encore une fois d'être mise à contribution, réceptacle bien pratique pour les effets d'annonce et autres gestulations. Le même jour, la ministre de l'Enseignement supérieur, Valérie Pécresse, a aussi apporté sa petite pierre. «Il nous manque peut-être en France une formation à la laïcité, un diplôme sur la laïcité et les principes républicains», a-t-elle suggéré.

Après l'idée traumatisante, et très vite abandonnée, de Nicolas Sarkozy de faire adopter par un élève de CM2 la mémoire d'un enfant juif victime de la Shoah, après la décision, mollement appliquée, de faire lire dans les lycées la lettre d'adieu de Guy Môquet avant son exécution par les nazis, voici venu le cours sur la laïcité. Selon Jean-François Copé, il s'agirait de faire concis, sur le modèle du code de la route que l'on apprend aux élèves: «Pourquoi pas enseigner la laïcité, on le fait bien pour la sécurité routière! Ce pourrait être un module court. On pourrait aussi enseigner ce qu'est le catholicisme, l'islam, le protestantisme.» En réalité,

lors des cours d'histoire, de géo, d'éducation civique et d'autres encore, les enseignants abordent déjà ces questions. En seconde, par exemple, les élèves étudient Constantinople et l'islam. En première, avec la Troisième République, ils voient l'affaire Dreyfus, la loi de 1905, etc. «Demain, je remplace un collègue de seconde, explique un prof d'histoire-géo. Au programme: la chrétienté du XI^e au XIII^e siècle, Noël et le cycle pascal (entre mardi gras et Pâques)».

La proposition de Valérie Pécresse, qu'elle va présenter lors du débat de l'UMP sur la laïcité mardi, est double: une formation universitaire pour les imams, comme le fait déjà l'Institut catholique de Paris et, plus original, un diplôme dans le cadre de la formation continue, destiné aux directeurs des ressources humaines (DRH) d'entreprises, aux cadres hospitaliers et à ceux de la fonction publique. Il y aurait également un peu de droit, d'histoire et de sociologie, le but étant de «régler des problèmes qui se posent au quotidien dans les écoles et dans les services publics».

Il est sûr qu'à force de se focaliser sur des problèmes minoritaires – des femmes musulmanes refusant un gynécologue homme pour accoucher, ou des lycéennes arborant, par provocation, de longues robes noires –, on finira par les amplifier et par faire monter la tension sur le terrain. ♦

convocations depuis plusieurs semaines. PHOTO AFP

SCOU MOUNE Un détenu en fuite a été arrêté mercredi par la police municipale de Marseille, parce que son véhicule était mal garé. Pas de bol: c'était son anniversaire. Il avait pris la voiture pour fêter ses 47 ans.

COLLÈGE L'ancien principal adjoint d'un collège de Pierrefitte (Seine-Saint-Denis), blessé dans son établissement en 2007, a été condamné hier à six mois de prison avec sursis par le tribunal de Bobigny. Pour les juges, il a inventé son agression, ce qu'il conteste.



CORSE La libération conditionnelle de Charles Pieri a été révoquée mercredi: l'ancien dirigeant nationaliste corse ne répond plus à ses



RETOUR SUR LES LIEUX DE CULTE STRASBOURGEOIS VANDALISÉS EN 2010

Profanations: huit mis en examen dans l'Est

Ce sont de jeunes adultes «pour la plupart désœuvrés». Ils évoluent dans «la mouvance skin», mais sans «idéologie affirmée». «Leur appartenance à des groupuscules n'est absolument pas établie», mais ils auraient agi de manière «concertée», «sous l'emprise de l'alcool et de produits stupéfiants». C'est ainsi que le procureur adjoint de Strasbourg, Gilles Delorme, décrit les

huit personnes mises en examen hier, après une longue enquête sur les profanations de 83 tombes d'un cimetière juif et de deux carrés musulmans, commises entre janvier et septembre 2010. Certains suspects, âgés de 18 à 27 ans, étaient mineurs au moment des faits. Trois hommes ont été incarcérés, quatre autres comparaissent hier soir devant le juge des libertés et

de la détention. Une femme a été placée sous contrôle judiciaire. Une neuvième mise en examen est attendue samedi. Selon le parquet, il est «impossible de faire des rapprochements» entre ces profanations et les actes racistes ayant visé ces derniers mois à Strasbourg des personnalités juives et musulmanes, et des familles turques. **T. C. (à Strasbourg)**



Jean-François Copé et François Fillon s'opposent sur la question du débat. SÉBASTIEN CALVET

A l'UMP, débattre leur cœur s'est arrêté

DROITE A quelques jours de la convention sur la laïcité, la majorité est toujours en ébullition.

Le débat sur la laïcité, voulu par le chef de l'Etat et le secrétaire général de l'UMP, est finalement utile: il permet chaque jour de prendre la température d'une majorité présidentielle en complète surchauffe. Diagnostic d'hier: toujours la grosse fièvre avec climax possible mardi, jour de la fameuse convention. Pour arrêter hier son intitulé, les chefs de l'UMP ont dû se replonger dans les archives des communiqués américains – soviétiques de la guerre froide. Le résultat se veut positif: «La laïcité pour mieux vivre ensemble». De 16 à 20 heures, dans un hôtel du quartier Montparnasse à Paris, les participants débattent autour de deux tables rondes: «La laïcité, un modèle français», puis «L'islam de France, ses progrès, ce qu'il reste à faire». Neuf ministres sont attendus. Mais

pas le premier d'entre eux, François Fillon. «Il n'est pas venu non plus aux autres conventions du parti», assurait hier un responsable UMP. L'absence du chef du gouvernement est «un acte politique», a lancé le président du Sénat, Gérard Larcher, hostile à ce débat «qui stigmatise». La bien nommée ministre des Solidarités, Roselyne Bachelot, a fait savoir qu'elle «n'irait pas non plus» à la convention, préférant se «concentrer sur les problèmes concrets des Français». Sympa pour les copains du gouvernement de corvée. Parmi eux, le ministre du Budget et porte-parole du gouvernement, François Baroin, qui a fixé hier les limites en déclarant qu'il n'y aura «pas de nouvelle loi» sur la laïcité et qu'on «ne touchera pas à la loi de 1905». Quant à Claude Guéant, ministre de l'Intérieur, il s'est

fendu d'une de ces bonnes vieilles antiphrases qui font la joie du lecteur averti: «Pour ce qui me concerne, je serai obligé de participer à ce débat, et quand je dis "obligé", ce n'est pas une résignation parce que je trouve que c'est un sujet qui est important puisqu'aussi bien, après le débat, le gouvernement prendra des décisions, des positions, et cela me reviendra.» Joli, non? Sinon, la routine. Le patron de l'UMP, Jean-François Copé, a tenté de déplacer vers la gauche la polémique en dégainant un communiqué titré «Stop à la censure et à l'indignation sélective du PS». Qui lui a bien répondu. Mais Christian Estrosi, maire UMP de Nice, a tapé encore plus fort en estimant qu'il «est temps de mettre un terme aux débats secondaires qui ont démontré leur vacuité». La fièvre, toujours la fièvre. **ANTOINE GUIRAL**

CONFIDENTIEL

LES CENTRES SUR LA VOIE D'UNE CONFÉDÉRATION

Le président du Nouveau Centre, Hervé Morin, et celui du Parti radical valoisien, Jean-Louis Borloo, se sont longuement entretenus mardi. Au menu de ces discussions post-cantonales, la mise sur rails de la fameuse confédération des centres. Après la poussée du Front national et le revers de la majorité présidentielle, les deux formations centristes (celle de Jean-Louis Borloo est associée à l'UMP) ont décidé d'accélérer la cadence. Elles veulent avoir bouclé les statuts de cette nouvelle structure en milieu de semaine prochaine. Les deux équipes sont déjà à la recherche d'un nom pour cette confédération des centres sur le modèle de ce que fut l'UDF. Le Parti radical valoisien ne devrait pas attendre son congrès de mai pour s'y associer et quitter l'UMP.

Libération est habilitée aux annonces légales et judiciaires pour le département 75 en vertu de l'arrêté préfectoral n° 2010-357-I
1083138

Aux termes d'un ASSP en date du 31/03/2011, il a été constitué une Société à Responsabilité Limitée présentant les caractéristiques suivantes :
Dénomination : SMISA CONSEIL
Sigle social : 25 rue Broca 75005 PARIS
Objet : Conseil en organisation et management
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS
Capital : 5 000 euros
Gérance : M. Sylvain MASSON, demeurant 25 rue de Broca 75005 PARIS.

1083143

CENTRE NATIONAL DE GARANTIE DES PROFESSIONNELS ET PARTICULIERS (CNGP)
Société à Responsabilité Limitée en liquidation au capital de 8000 Euros
Siège Social : 49 rue de Levis
75017 PARIS
510 214 877 RCS PARIS

Aux termes de l'AGE du 24/03/2011, il a été décidé la dissolution anticipée de la Société, à compter de ce jour, suivie de sa mise en liquidation.
Monsieur Loïc BORDENNEC, demeurant 70 rue Galilée 44100 NANTES, a été nommé en qualité de Liquidateur.
Le siège de la liquidation est fixé au siège social.
Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera déposé au greffe du Tribunal de Commerce de Paris
Pour avis.

À LA BARRE
Par ÉRIC FAVEREAU

Le parquet veut balayer le nuage de Tchernobyl

Chronique d'une fin annoncée. Depuis plusieurs années, le parquet de Paris a une obsession : en finir avec les dossiers de santé publique. Car trop longs, trop techniques, trop incertains. Ainsi, de l'affaire de Tchernobyl.

Le sort de l'enquête, ouverte en 2001 sur l'impact du nuage radioactif passé au printemps 1986 en France, se jouait hier à huis clos devant la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris. Le parquet a estimé qu'aucune conséquence sur la santé n'a pu être prouvée. Il n'y a donc pas lieu de poursuivre l'instruction. Et il a demandé un non-lieu pour le seul mis en examen, le professeur Pierre Pellerin, ancien patron du Service central de protection contre les rayons ionisants (SCPRI). La cour d'appel rendra sa décision le 7 septembre.

Hier matin, une vingtaine de personnes, la plupart des plaignants malades de la thyroïde, se sont pourtant rassemblées à proximité du palais de justice pour réclamer la poursuite de l'instruction. Un peu plus loin, la juge chargée de l'enquête, Marie-Odile Bertella-Geffroy, se taisait.

De manière ahurissante, elle a été priée, au début de l'année, de suspendre ses investigations. Son enquête s'était concentrée sur les informations concernant les mesures de radioactivité dans l'Hexagone lors du passage du nuage. Et en particulier sur une minimisation des risques encourus. Pierre Pellerin avait diffusé plusieurs communiqués lénifiants, affirmant notamment que « l'évaluation relative de la radioactivité [en France était] très largement inférieure aux limites réglementaires ». ◆

Loi : les prostitués font corps avec les clients

MŒURS Les travailleurs du sexe réunis à Lyon craignent la pénalisation prônée mercredi par Roselyne Bachelot.

En 1975, alors que les prostituées emmenées par Ulla occupaient l'église Saint-Nizier de Lyon, le maire Louis Pradel avait déclaré qu'à moins de « couper le zizi de tous les Lyonnais », il ne voyait guère comment endiguer ce commerce. Une génération plus tard, Roselyne Bachelot envisage de pénaliser les clients.

Modèle suédois. Auditionnée mercredi par la mission d'information parlementaire sur la prostitution, la ministre des Solidarités a plaidé pour que la France s'inspire du modèle suédois, qui pénalise le recours aux prostitué(e)s d'une amende et d'une peine de prison de six mois. Un texte de loi pourrait être déposé prochainement, pour être applicable dès 2012.



La ministre des Solidarités.

La pénalisation des clients aura dominé l'esprit de la mission d'information parlementaire, qui rend son rapport d'ici deux semaines. Cette idée ne fait guère débat chez les parlementaires, à gauche comme à droite. Elle est soutenue par la plupart des associations féministes et par celles, comme le Mouvement du nid, qui travaillent à la réinsertion des prostituées et plaident pour qu'on les considère comme victimes. Elle est en revanche décriée par ceux qui se revendiquent « travailleurs et travailleuses du sexe » et disent avoir choisi la prostitution.

Réuni(e)s il y a deux semaines à Lyon, pour les cinquièmes Assises de la prostitution, ces professionnel(le)s estiment que, comme la prostitution ne disparaîtra pas, il vaut mieux la pratiquer dans des conditions correctes, plutôt que de multiplier les interdictions. Avec le risque, expliquait le psychologue Miguel-Ange Garzo, du collectif Droits et prostitution, « d'augmenter encore plus la précarité des personnes prostituées, de les éloigner des regards, des lieux de soins et de prévention ».

La marginalisation a été dénoncée par les associations

(pour le coup toutes d'accord) lors de la mise en place en 2003 par Nicolas Sarkozy de la loi sur le racolage passif, suivie d'une multiplication des arrêtés municipaux, notamment à Lyon, interdisant la prostitution en centre-ville. Au-delà des questions de sécurité (« on va faire des passes vite fait et monter dans des voitures sans regarder si le client est clean », explique un jeune prostitué), ces travailleurs du sexe dénoncent « l'hypocrisie » des politiques. Une jeune femme, « escort sur Internet », explique : « Au travers des clients, c'est nous qui sommes visées. Les clients sont des hommes, en majorité blancs, hétéros, socialement intégrés. Je ne vois pas la société se retourner contre eux. »

Capotier. Karen, porte-parole des prostituées lyonnaises de Gerland, est plus inquiète. « Cela ne touchera pas tous les clients. Les hommes d'affaires, qui font monter des filles à 2000 euros dans les palaces, n'ont pas de souci à se faire. Cette loi va viser les plus fragiles », ses « petits clients ». Une jeune fille demande : « Peut-on faire alliance avec les clients pour se défendre ? » Une plus âgée en doute : « Ils ne bougeront jamais. Personne n'est officiellement client de prostituée. » Le capotier de Lyon, vendeur ambulancier, a fait quelques calculs à partir du nombre de préservatifs qu'il écoule chaque année auprès des prostituées. Il avance le chiffre invérifiable d'un million de passes par an sur la région lyonnaise.

De notre correspondante à Lyon ALICE GÉRAUD

LES GENS



ROUILLAN DANS L'ATTENTE D'UNE LIBÉRATION

« Un risque de récurrence de paroles », notamment par des contacts avec la presse : c'est la raison invoquée hier par le parquet général de Paris pour s'opposer à la semi-liberté de Jean-Marc Rouillan, selon son avocat, M^e Jean-Louis Chalanset. La cour d'appel dira le 28 avril si elle accorde cette semi-liberté au dernier membre du groupuscule armé Action directe (AD) encore emprisonné. Mi-février, le tribunal d'application des peines avait accordé à la demande de l'ancien leader d'AD, en prison depuis vingt-quatre ans. Le parquet avait fait appel. Son avocat plaide pour le port du bracelet électronique, ce qui ouvre la voie à une libération conditionnelle. Rouillan, 58 ans, a déjà bénéficié d'une semi-liberté en 2007, mais elle a été révoquée quelques mois plus tard, à cause d'une phrase ambiguë à l'Express, interprétée comme une absence de regrets sur les assassinats du PDG de Renault, Georges Besse, en 1986, et d'un ingénieur de l'armement, René Audran, en 1985, pour lesquels il a pris la perpétuité et qu'il n'a pas le droit d'évoquer. PHOTO REUTERS

3500

euros, c'est la somme que l'Ecole nationale d'architecture de Toulouse (ENSA-T) doit payer à une enseignante à qui une partie du poumon a été retirée. Par cette décision du 17 mars, le tribunal administratif de Toulouse reconnaît un lien entre l'inhalation de fumée de tabac au travail et un cancer chez une femme qui n'a jamais fumé : « Le lien de causalité entre l'exposition au tabagisme et le cancer bronchique qu'elle a développé est établi », estime le tribunal. L'enseignante juge le montant « honteusement dérisoire » : « Un poumon, ça ne coûte vraiment pas cher. »

LAISSEZ-VOUS SÉDUIRE PAR L'OFFRE INTÉGRALE LIBÉRATION

Offre de lancement **19€** par mois pendant 1 an

L'OFFRE INTÉGRALE LIBÉ
Toute l'info Libération, sur tous les supports papiers et numériques, pour 19 € par mois seulement

Abonnez-vous

À découper et renvoyer sous enveloppe affranchie à Libération, service abonnement, 11 rue Bérenger, 75003 Paris.

Oui, je profite de « l'offre intégrale Libé » à 19 € par mois pendant 1 an (au lieu de 39 € prix de vente au numéro). Mon abonnement intégral comprend la livraison de Libération (chaque jour par portage) + tous les suppléments + l'accès permanent aux services numériques payants de Libération.fr + le journal complet sur iPhone et iPad (formule « web première » incluse).

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Téléphone : _____ Email : _____

Règlement par carte bancaire : je serai prélevé de 19 € par mois, je ne m'engage sur aucune durée, je peux stopper mon service à tout moment.

Carte bancaire N° _____ Cryptogramme : _____ Date : _____

Vous pouvez aussi vous abonner très simplement sur : <http://www.libe.fr/abon>

AP0014

L'HISTOIRE

SANCTION POUR UN MÉDICAMENT RENDANT ACCRO AU SEXE ET AU JEU

Devenir accro au sexe et au jeu en prenant un médicament ? C'est possible. Le tribunal de Nantes (Loire-Atlantique) a condamné hier le laboratoire GSK à verser 17 000 euros à Didier Jambart, un Nantais de 51 ans, atteint de la maladie de Parkinson. De 2003 à 2005, il a suivi un traitement au Requip, un médicament commercialisé par GSK. Les effets secondaires d'addiction au jeu ou d'hypersexualité n'étaient pas mentionnés à l'époque dans la notice, ce qui en faisait un « produit défectueux », aux yeux du tribunal. Selon les avocats du plaignant, « plusieurs centaines » de malades se sont plaints d'addictions similaires.

«Il est encore possible de faire des modifications à Flamanville»

André-Claude Lacoste, patron de l'Autorité de sûreté nucléaire, revient sur la polémique à propos d'un possible moratoire sur la construction de l'EPR français.



Recueilli par **SYLVESTRE HUET**

L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) présentait mercredi matin son rapport annuel à l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques (*Libération* d'hier). Mais, après avoir traité de la sûreté des centrales françaises en 2010 et de la radioprotection (en particulier en médecine), députés et sénateurs n'ont pas manqué d'interpeller André-Claude Lacoste, le président de l'ASN, sur l'accident de Fukushima. Parmi les questions posées par les parlementaires, l'une évoquait un «moratoire» pour l'EPR... de Penly (Seine-Maritime) et non celui que construisent Areva et EDF à Flamanville (Manche). Répondant à la volée, André-Claude Lacoste a réagi plutôt vivement en évoquant... le réacteur de Flamanville. En reprenant le mot très fort de «moratoire» lancé par

INTERVIEW

le député, le président de l'ASN a déclenché hier un sacré ramdam médiatique et n'a pas amélioré sa cote chez les industriels du nucléaire. Il revient ici sur ce mot et précise sa pensée.

Vous avez évoqué mercredi à l'Assemblée nationale un moratoire sur la construction de l'EPR en cours à Flamanville. Pourquoi et dans quel objectif ?

J'ai répondu à une question posée par un député sur Penly et son projet d'EPR et ma réponse a été surinterprétée ici ou là, décalée de sa logique. Il fallait bien dire à ce député que si la question d'un moratoire devait se poser, elle devait nécessairement concerner l'EPR en construction à Flamanville. Je n'ai pas en tête un moratoire, au sens administratif, mais l'audit que nous a demandé le Premier ministre, après l'accident de Fukushima. Ce travail va porter sur l'ensemble des réacteurs, qu'ils soient en fonctionnement ou en construction – cette deuxième catégorie se limitant à l'EPR de Flamanville. Si cet audit débouche sur des améliorations possibles sur les premiers, il faudra agir en tenant compte de leur fonctionnement. Si des améliorations apparaissent nécessaires et possibles sur l'EPR, il serait logique et intelligent qu'EDF s'efforce de les anticiper le plus possible et de ne pas construire pour démolir ensuite. Il est très difficile de discerner tout de suite ce que pourraient être ces demandes. Mais imaginons que l'on se dise qu'il faudrait mieux installer des générateurs diesels de secours en haut de la falaise, ou qu'il faut renforcer la protection des piscines des combustibles, dont on voit l'importance dans le déroulement de l'accident de Fukushima... Anticiper de telles mesures – dont je ne dis pas qu'elles seront celles que nous recommanderons – serait, au final, un gain pour EDF. D'ailleurs, je viens d'en discuter avec mon collègue qui préside l'Autorité de sûreté finlandaise, et il a engagé la même démarche avec TVO, l'industriel pour lequel Areva construit un EPR à Olkiluoto.

Mais est-ce qu'il y a vraiment encore le temps de modifier l'EPR de Flamanville dont le chantier est tout de même bien avancé ?

Ce chantier n'est pas terminé, et donc, oui, il y a encore des possibilités de faire des modifications, si elles semblent nécessaires après cet audit demandé par le gouvernement. Le plus absurde – et le plus coûteux – serait de poursuivre le chantier en ne se posant aucune question... au risque de devoir introduire des modifications lors de la mise en service, qui ne pourra pas ne pas tenir compte de l'expérience de Fukushima. Je défends le simple bon sens dans cette affaire, mais j'aurais dû répondre en termes de «choses à faire avant qu'il ne soit trop tard» au lieu de reprendre le terme «moratoire» lancé par le député.

Est-il trop tôt ou peut-on tirer des leçons à plus long terme ? L'accident de Fukushima, après d'autres, ne condamne-t-il pas l'énergie nucléaire ?

Il est beaucoup trop tôt pour tirer de telles conclusions. Il va falloir réfléchir aux conséquences techniques, en termes de sûreté des centrales nucléaires, existantes et en construction. Et il faudra encore plus de temps pour réfléchir aux autres dimensions, tout aussi importantes, qui sont d'ordre économique, politique, d'acceptation de cette technologie par la société. Il est très difficile d'anticiper le déroulement de ce débat aux multiples entrées.

Ce qui me semble en revanche tout à fait clair, c'est qu'il y aura un avant et un après Fukushima. Cet accident majeur est un choc pour tous, industriels comme responsables de la sûreté nucléaire. Avec lui, nous avons changé de monde et chacun doit en tenir compte, et non le dénier. ♦

REPÈRES



► **André-Claude Lacoste** préside l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) depuis sa création par la loi du 13 juin 2006, dite «transparence et sûreté nucléaire».

► **L'ASN** est une autorité administrative indépendante chargée de contrôler toutes les activités nucléaires. Ses commissaires, irrévocables, peuvent stopper une centrale.

L'EPR D'AREVA

L'European Pressurized Reactor (EPR) a été conçu par Areva pour répondre aux exigences de sûreté françaises et allemandes. L'EPR Flamanville-3 doit entrer en service en 2014 selon EDF.

Des renforts français et américains sont arrivés au Japon.

La centrale de Fukushima gorgée d'eau radioactive

Une histoire de pompes et de citernes. C'est ce à quoi se résumait, hier, l'évolution du combat mené à Fukushima pour reprendre le contrôle des réacteurs en folie. Une lutte entravée par des tonnes d'eau si radioactive qu'elle empêche les ouvriers et techniciens de poursuivre leurs travaux. Et menace de déborder des tunnels où elle a coulé pour se déverser dans l'océan. Alors, les Japonais pompent... et cherchent partout des matériels pour stocker cette eau maudite.

Ils sont moins seuls dans ce combat. Des renforts français et américains arrivent au Japon. Du côté des Etats-Unis, le secrétaire d'Etat à la Défense a décidé d'envoyer 140 marines spécialisés en «NBC», comme on dit en langage militaire pour désigner les risques nucléaires, biologiques et chimiques.

Côté français, les huiles sont à

Tokyo. Nicolas Sarkozy, pour le compte du G20 qu'il préside, en a profité pour réaffirmer son choix de poursuivre l'option nucléaire. Bernard Bigot, l'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique, veut partager l'expérience des démantèlements déjà menés par l'organisme. Entourés d'ingénieurs et d'experts, Anne Lauvergeon, la PDG d'Areva, et Bernard Bigot ont proposé une aide technique, des conseils, des matériels (robots, moyens de stockage, pompes). Une main tendue désormais acceptée par Tokyo, souligne-t-on de tous côtés.

Mais les Japonais ont aussi besoin d'outils de détection de la radioactivité et de protections individuelles pour les équipes de Fukushima. Pas inutile, puisqu'on apprend, avec surprise, que certains des travailleurs y interviennent sans dosimètres

électroniques individuels, faute de stocks suffisants. Quant à la surveillance de la contamination dans l'environnement, elle est d'autant plus nécessaire qu'elle ne suit pas sagement les limites des zones d'évacuation – 20 km obligatoires et 30 «conseillés» par le gouvernement – autour de la centrale de Fukushima Daichi. Pourtant, malgré des alertes lancées par des ONG comme Greenpeace sur la base de relevés de contamination, l'Agence de sécurité industrielle et nucléaire japonaise réaffirme qu'il n'est pas nécessaire d'élargir la zone évacuée.

Une mesure indépendante de la radioactivité ambiante près de Tokyo – celle des physiciens de l'accélérateur de particules KEK – affichait hier soir un peu moins de 0,2 microsievert par heure. Supérieur à la normale, mais pas dangereux.

S.H.

31 mars > 3 avril
Paris-Porte de Versailles

PLANETE DURABLE

www.planete-durable.com



Le Salon de la Consommation Durable

LE FIGARO

LE FIGARO
MAGAZINE

l'Express

SCIENCE

metro

terraeco

PSA PEUGEOT CITROËN

RMC
INFO TALK SPORT

GDF SUEZ



L'usine Renault de Cléon (Seine-Maritime), en février. Les modèles à essence H4 et H5 représenteront 85% des moteurs de la marque. DIDIER MAILLAC, REA

Délocalisation: Renault jette de l'essence sur le feu

Le constructeur réserve deux nouveaux moteurs à ses usines roumaine et espagnole.

Par YANN PHILIPPIN

Les délocalisations continuent chez Renault. Selon nos informations, le constructeur a décidé d'attribuer à la Roumanie ses petits moteurs à essence basse consommation de nouvelle génération (H4). La production doit démarrer en 2012 ou 2013 sur le site Dacia de Pitesti, où sont fabriquées les Logan. Au détriment de la Française de mécanique de Douvrin (Pas-de-Calais), qui fabrique la gamme actuelle (D4) destinée aux petites Renault (Clio, Twingo, etc.). A terme, le transfert devrait détruire 200 à 400 emplois sur 3 450 dans cette usine de moteurs, détenue à parité par Renault et PSA. Chez Renault, on assure que «le D4 de Douvrin» ne développe pas les mêmes puissances que son successeur, et continuera donc «à être fabriqué et vendu en parallèle». Mais pas pour longtemps. Le patron de la Française de mécanique, Philippe Coene, a annoncé au contraire en interne que les

deux moteurs étaient bien concurrents. Le modèle actuel, lancé en 1996, «vivra encore pendant quelques années», pendant lesquelles «les volumes vont baisser». Coene ajoute que l'usine a besoin de nouveaux moteurs afin de «retrouver les postes nécessaires pour occuper [les] salariés». Tout en assurant ne pas avoir d'«inquiétude» pour l'emploi... Renault a tout de même attribué à Douvrin l'usinage de certaines pièces. Mais

cela n'occupera qu'une minorité (40 ouvriers selon la CGT, environ 200 selon FO) des 425 salariés qui travaillent sur le moteur actuel. Un plan social devrait être évité, mais c'est un coup dur pour le site, qui a déjà perdu 2000 emplois en dix ans. «Nous ne pouvons pas concurrencer les Roumains, malgré tous nos efforts et les sacrifices consentis par les salariés», déplore Alain Labarre, élu CGT. Georges Baranek, de FO, assure que «Renault retire petit à petit ses billes» de l'usine, dont 70% de la production est déjà assurée par PSA.

BIEEN TRAITÉE. Renault relativise en expliquant qu'avec 40% de ses investissements mondiaux, la France a été bien traitée dans son plan stratégique 2016, présenté le mois dernier. Il n'empêche, Douvrin voit s'envoler un modèle stratégique et promis à un bel avenir commercial. Les moteurs à essence, majoritaires dans le monde, sont en passe de reconquérir

l'Europe, dernier bastion du diesel. «Il y a un vrai retour en grâce de l'essence», explique un ingénieur spécialisé. Le diesel, plus économe mais coûteux à dépolluer, sera désavancé par le durcissement des normes européennes. Tandis que de nouvelles technologies vont permettre de réduire la consommation des moteurs à essence de 20 à 30%. Renault estime que ces derniers représenteront 40 à 45% de ses ventes en 2015, contre 35% aujourd'hui. C'est pour surfer sur cette vague que le constructeur a annoncé en 2009 une nouvelle famille de deux petits moteurs basse consommation (H4 et H5). Grâce à une réduction des émissions de CO₂ de 30 à 40 grammes par kilomètre, il vise même le leadership écolo en Europe. Ces modèles représenteront à eux seuls 85% des moteurs à essence de la marque.

Mais la France n'en profitera pas. Le petit H4 ira donc en Roumanie, tandis que son grand frère, le H5, vient d'être attribué, le 21 mars, à l'usine espagnole de Valladolid. Avec annonce en grande pompe sur le site et silence radio en France, où le communiqué en espagnol n'a été ni traduit ni diffusé. Il faut dire que Renault a claironné que les volumes confiés à Valladolid seraient trois fois plus importants que prévu, et que le site exporte vers 20 usines de Renault et Nissan, et dans 15 pays. Tant de bonnes nouvelles auraient pu

froisser de ce côté des Pyrénées. D'autant plus que certaines technologies (réduction de la cylindrée couplée à l'injection directe) ont été en partie développées par l'Institut français du pétrole (IFP), un centre de recherches public en pointe au niveau mondial. «Comme d'autres constructeurs, ils se sont inspirés de nos travaux et brevets. Mais cela n'est pas spécifique à Renault», tempère une source proche de l'IFP.

CONTRASTE. PSA Peugeot Citroën a lui aussi travaillé avec l'Institut français du pétrole pour ses nouveaux petits moteurs essence. Ils seront lancés en même temps que ceux de Renault et assemblés exclusivement en France, à Trémery (Moselle) et à... Douvrin, où PSA va investir 120 millions d'euros. L'affaire illustre le contraste entre les deux constructeurs : PSA fabrique 85% de ses moteurs dans l'Hexagone, contre 29% pour Renault, pourtant détenu à 15% par l'Etat. Suite à la polémique, l'an dernier, sur la délocalisation de la Clio en Turquie, Nicolas Sarkozy a annoncé sa volonté de reprendre la main chez Renault. Il a nommé de nouveaux administrateurs pour surveiller les choix industriels du groupe. Et l'Etat a négocié le volet français du plan stratégique 2016. Mais l'affaire du moteur roumain semble avoir échappé au radar. Sollicité, Bercy dit ne pas avoir été informé. ▀

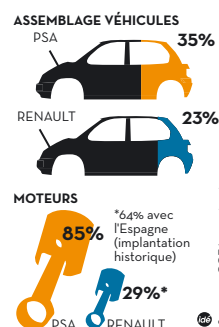
REPÈRES

LA STRATÉGIE DU CONSTRUCTEUR

Annoncé le 2 février, le plan stratégique de Renault pour 2011-2016 attribue 40% des investissements industriels à la France. **Flins (Yvelines)** produira l'an prochain la future Zoé électrique, puis sa batterie. **Cléon (Seine-Maritime)** hérite des moteurs électriques. **Maubeuge (Nord)** gagne la Kangoo électrique et un utilitaire Mercedes. Et **Sandouville (Seine-Maritime)** un fourgon en 2013 pour compenser le transfert du futur haut de gamme à **Douai (Nord)** en 2014. Carlos Ghosn, le PDG, a promis qu'il n'y aurait ni fermeture de site, ni plan social, ni plan de départs collectif en France. Mais il ne s'est pas engagé à maintenir l'activité industrielle et des emplois dans l'Hexagone, qui ont décliné ces dernières années. Les syndicats craignent une nouvelle baisse des effectifs.

LE MADE IN FRANCE CHEZ PSA ET RENAULT

En % de leur production mondiale



LES MIGRATIONS DE RENAULT

- 2005 Transfert partiel de la Clio de Flins (Yvelines) vers Bursa (Turquie).
- 2007 La Twingo de Flins est délocalisée à Novo Mesto (Slovénie).
- 2008 La Mégane berlina de Douai (Nord) est expédiée vers Palencia (Espagne).
- 2012 Transfert partiel de l'utilitaire Trafic de Barcelone (Espagne) et Luton (Royaume-Uni) vers Sandouville (Seine-Maritime).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Libé

VENDREDI 1^{ER} AVRIL 2011

5 pistes pour *changer*

Bouger, voyager,
se loger, manger
et travailler.
D'autres solutions
existent pour
consommer
différemment
et moins cher.

Photographies **AUDOIN DESFORGES**

T transports

Les nouveaux services d'autopartage et de covoiturage dépeignent un futur où la voiture n'est plus qu'un outil au service des déplacements.

Fini le stress des embouteillages, oubliées les heures perdues pour se garer ? Peut-être, avec l'arrivée de nouveaux services de mobilité tels que l'autopartage et le covoiturage. L'autopartage met à disposition une voiture quand on en a besoin. Le covoiturage fait monter plusieurs personnes dans le même véhicule. Bref, côté déplacements, l'automobile n'a pas encore dit son dernier mot.

Sept heures, ce matin. C'est au son de *The Suburbs* d'Arcade Fire que l'iPhone d'Esther vibre. Un titre de circonstance pour cette jeune DRH qui a rendez-vous aujourd'hui en banlieue parisienne. Un coup d'œil sur l'application «Autopartage», et la photo de la voiture réservée la veille s'affiche à l'écran : la petite Renault Zoé électrique est garée à la place 244 dans un parking tout proche de son domicile. Un code-barres crypté, transmis également sur son portable, lui permettra de débloquent les portes du véhicule et de démarrer.

Un scénario du futur pour la voiture partagée ? Un futur proche, alors. Car comme l'explique le rapport du Centre d'analyse stratégique sur les nouvelles mobilités, «beaucoup de Français considèrent désormais la voiture comme outil au service des déplacements et non plus comme un plaisir : les conditions sont donc réunies pour qu'autopartage et covoiturage se développent».

Evolution. Mais c'est aussi une autre vision du modèle économique dans l'automobile qui se prépare, avertit ce même rapport : «Les nouveaux opérateurs de mobilité proposeront un bouquet de services offrant la possibilité à l'utilisateur de mieux se déplacer grâce à une information en temps réel, d'utiliser tous les modes de transport et aussi de bénéficier, à tout moment, de l'ensemble des services offerts par le Web.» Dès lors, pour les constructeurs automobiles, la question se pose de savoir si l'évolution de

la mobilité ne doit pas les faire passer d'une industrie orientée «produits» à une industrie orientée «services». Déjà, les marques dévoilent leurs petites voitures électriques en phase avec la mobilité urbaine. C-Zero et Ion chez PSA, Twizy et Zoé chez Renault, e-up chez VW, i3 chez BMW, IQ EV chez Toyota... Mercedes, avec la Smart électrique, s'implique dans des systèmes d'autopartage tandis que Citroën lance Multicity : un portail internet qui permet de trouver la formule porte à porte en mixant les transports – métro, tramway, bus, RER – avec l'avion, le train ou la location de voiture livrée à domicile.

Une solution idéale ? Pour l'heure, les témoignages restent nuancés sur l'usage de l'autopartage : «Trop cher si l'on y a recours plusieurs

heures par jour et peu pratique au regard du faible nombre de places de stationnement disponibles», indique ce cadre parisien déçu.

Critiques. «Proximité des stations, coût modique, place réservée», autant de bons points, se félicite au contraire Marie-Laure, à Lille, qui utilise régulièrement les services de Lilas Autopartage (14 stations et 1 000 utilisateurs réguliers). Seul inconvénient, précise-t-elle : «La procédure pour faire le plein d'essence est compliquée et manque de souplesse.» L'autopartage créé des émules jusque sur le campus de l'Essec à Cergy, en région parisienne. C'est là qu'opère Deways, «un site entre particuliers, professeurs et étudiants, qui est né sur le parking du campus», explique Alexandre Grandremy, l'un des fondateurs de cette

start-up, qui regroupe aujourd'hui 200 voitures et une communauté de 2 000 membres fédérés par Facebook.

Un engouement que relativise Louis Mar-millon, consultant spécialisé : «Le nombre de voitures en autopartage en France est proche de 1 000 unités. A l'horizon 2015, on peut estimer que ce total atteindra 10 000 véhicules, dont 4 000 pour Autolib', à Paris, et 3 000 dans les entreprises où le modèle économique de l'autopartage est plus viable.» Car un parc de véhicules partagés est «d'autant plus rentable que les entreprises utilisent les voitures dans la journée quand les particuliers y ont recours le soir et le week-end», précise Sonia Barrière, directrice marketing d'Avis. Ce loueur, qui vient de racheter 100 % des parts d'Okigo à



Petit démarrage de l'autopartage

Jean-Pierre Orfeuil siège au conseil scientifique de l'Institut pour la ville en mouvement : «Il faut un hybride deux-roues et voiture»

Jean-Pierre Orfeuil est professeur à l'Institut d'urbanisme de Paris (Upec). Il anime également le conseil scientifique de l'Institut pour la ville en mouvement. Sur ces questions, il a publié *Mobilités urbaines : l'âge des possibles*, (éd. les Carnets de l'info.)

La mobilité, tout le monde en parle, de quoi s'agit-il ?

Parler de mobilité, c'est parler de choses différentes. C'est une condition générale offerte par la société, comme la possibilité de relier Paris à Lyon en TGV en deux heures. C'est aussi une capacité personnelle (je peux, je ne peux pas faire tel ou tel déplacement). C'est également une contrainte quand une norme de mobilité s'impose. De nos jours, un chômeur qui refuse un job situé à 10 km, c'est absurde. Il n'empêche qu'il faut qu'il ait la possibilité de le faire. On retrouve cette question avec la régression du commerce de proximité, les réformes des cartes hospitalières ou judiciaires, etc.

La mobilité ne passe-t-elle pas d'abord par un développement des transports en commun ?

En Ile-de-France, l'essentiel du peuplement est structuré par le RER, et c'est majoritairement en transports publics qu'on va à Paris. Mais

Paris n'intervient que pour seulement un tiers des emplois ; c'est donc au sein des couronnes que croissent les trafics automobiles. A titre de comparaison, Paris représente 100 km², l'Ile-de-France, c'est 10 000 km². Même avec le futur réseau du Grand Paris, il n'y a pas d'alternative complète aux moyens de transports individuels. En outre, même si on associe les transports publics au développement durable, il y a des limites financières. Les collectivités, autorités

organisatrices de transport urbain, départemental et régional déboursent déjà 14 milliards d'euros pour le seul fonctionnement des systèmes, une somme qui augmente tous les ans depuis vingt ans. Un jour, elles ne pourront plus suivre.

L'autopartage ou le covoiturage sont-ils des solutions de mobilité ?

L'autopartage et le covoiturage, mais aussi la location sociale, sont des réponses intéressantes sous forme de services, qui tentent de con-

server les avantages de l'automobile sans les inconvénients. C'est au cas par cas, territoire par territoire, qu'elles peuvent se révéler efficaces ou pas. Il faudra aussi innover à partir de ces bases et donner naissance à d'autres solutions, pour inventer des business models aux coûts maîtrisés. Si l'on prend Velib', le coût annuel de gestion est de 3000 euros par vélo ; alors que le prix d'un vélo simple est de 300 euros. La différence, c'est le service autour du

vélo. Qu'en sera-t-il d'Autolib' ? C'est pourquoi il faut aussi ouvrir la voie à de nouveaux véhicules dotés d'une forte urbanité – petits, pas bruyants, pas polluants, sûrs, sobres –, un hybride de deux-roues et de voiture. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un dialogue entre constructeurs et collectivités pour définir des conditions de sécurité dans le trafic, de priorité dans le stationnement et d'incitation à l'usage pour ces véhicules.

Recueilli par J.-P.L.



Vinci Park, entend bien relancer ce service qui compte 2500 clients sous le nouveau label Avis On Demand.

«Délester». Même les acteurs du covoiturage visent les entreprises. Greencove Ingénierie, qui anime 123enroute.com (500 000 inscrits), gère également 40 autres sites pour le compte de départements ou de conseils régionaux. «Ce qui nous intéresse», explique Arnaud Sarfati, le dirigeant de la société, dont la SNCF détient 20% du capital, c'est de développer des services complémentaires.

Chez les constructeurs automobiles, la question se pose de savoir si l'évolution de la mobilité ne doit pas les faire passer d'une industrie orientée «produits» à une industrie orientée «services».

res. Organiser du covoiturage pour délester les parkings surchargés des gares SNCF nous semble être une façon intelligente de s'insérer dans la chaîne de transport.»

Le lancement à Paris d'Autolib', à l'automne prochain, constituera le test grandeur nature pour mesurer l'engouement réel du public pour cette nouvelle mobilité... S'il n'y a pas de ratés au démarrage. ♦

JEAN-PIERRE LAGARDE

PAS BESOIN D'ÊTRE UN CHAMPION POUR RECYCLER SES LAMPES USAGÉES



Posterscope - RCS Paris B 482 323 946

DÉPOSEZ-LES SIMPLEMENT EN MAGASIN ET C'EST GAGNÉ !

Pour préserver les ressources naturelles et lutter contre la pollution, c'est simple : déposez vos lampes à économie d'énergie et tubes «néons» usagés dans l'un des 13 000 bacs de recyclage disponibles en supermarché, magasin de bricolage, chez votre revendeur habituel ou en déchèterie participante.

Plus d'informations sur www.malampe.org



ÉCO-ORGANISME À BUT NON LUCRATIF

Maison

Isolation, rangements, déco ou garde-manger. Quelques pistes écolos.

Se mettre au vert à domicile

Si l'idée de troquer votre pot de Nutella contre une pâte à tartiner bio vous a déjà effleuré l'esprit ; si renoncer à votre poêle en Téflon (toxique à haute température) ne vous paraît pas inconcevable ; et si ranger vos habits dans un meuble en carton n'est pas, à vos yeux, une hérésie, le moment est peut-être venu de faire entrer chez vous des objets et des attitudes écolos. Cible numéro 1 : les gaspillages d'énergie, coûteux et émetteurs de gaz à effet de serre. 65% de vos dépenses énergétiques sont dues au chauffage. L'hiver, limitez la température intérieure à 19°C. L'été, oubliez la clim, équipez vos fenêtres de volets ou de stores pour garder la fraîcheur.

Chanvre. Le moyen le plus radical : l'isolation du domicile. « Dans une maison construite dans les années 70, donc mal isolée, 30% de la chaleur s'échappe par le toit », nous dit Roland Dutrey, spécialiste de l'éco-construction et auteur de *Rénovation basse consommation* (éditions Terre Vivante). Pour isoler votre toit, des matériaux écolos sont disponibles, tels que le chanvre, les vêtements recyclés, la fibre de bois. « La cellulose en vrac est le matériau le moins cher », souligne Roland Dutrey. Elle concurrence en prix les laines minérales. » Vous pouvez également procéder à

une isolation de votre maison par l'extérieur, technique reconnue pour sa performance, car elle permet de fermer les ponts thermiques.

Autre chantier efficace, l'installation de double, voire triple vitrage. La horde d'appareils qui encomrent vos prises électriques est aussi à l'origine de beaucoup de gaspillages. Le premier réflexe écolo consiste à vous limiter au strict nécessaire. Exit les robots de cuisine high-tech, les écrans plasma (qui consomment 3,5 fois plus qu'un téléviseur à tube cathodique) et autres bouilloires énergivores. Ensuite, lorsque vous achetez un réfrigérateur, un lave-linge ou une ampoule, visez la performance grâce aux étiquettes énergie (A, A+, A++). Une fois chez vous, optimisez leur utilisation.

« Un cycle à 30°C sur votre lave-linge vous permettra de consommer trois fois moins d'énergie qu'un cycle à 90°C », prévient l'Agence publique de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). La touche éco du lave-vaisselle peut faire économiser 45% d'électricité. Surtout, pensez à couper l'alimentation des appareils quand vous ne les utilisez pas. Une télé, une chaîne hi-fi, un boîtier internet laissés en veille consomment de l'énergie. « La consommation totale annuelle d'un lecteur de DVD avoisine 23 kWh, dont 15 kWh pendant qu'il est en

veille », dit l'Ademe. De même, un chargeur, même s'il n'est raccordé à aucun téléphone, consomme. Si vous n'êtes pas convaincu, il existe des compteurs à affichage numérique qui permettent de mesurer la consommation des équipements en watts, euros et CO₂.

Produits locaux. L'écologie à domicile se traduira aussi dans chacun de vos gestes. « Les peintures de synthèse, issues de la pétrochimie, utilisent beaucoup de matières premières lors de leur fabrication et émettent en outre des substances toxiques telles que le formaldéhyde et l'éther de glycol », explique Bruno Gouttry, auteur de *Peintures et enduits bio* (édition Terre Vivante). Si l'envie vous prend de retaper la chambre du petit, privilégiez donc les peintures naturelles, à base d'huile de lin, de craie, de chaux, d'argile, de caséine...

Côté garde-manger, achetez des produits locaux, de saison, bio (garantis sans pesticides et sans OGM), et qui utilisent peu d'emballages. Recyclez vos déchets, compostez les résidus alimentaires pour faire du terreau et évitez qu'ils finissent incinérés ou en décharge. Quant à la liste sans fin du reste de vos achats, qui va de la literie aux fournitures scolaires en passant par votre garde-robe, deux mots d'ordre : évitez les gaspillages et privilégiez les produits éco-labellisés. ◆

JULIA PASCUAL



Sandrine Cabrit-Leclerc, ingénieure écologue :

« Seuls 7% des usages ont besoin d'eau potable »

Ingénieure écologue, Sandrine Cabrit-Leclerc est consultante en environnement auprès de collectivités et d'entreprises. Elle publiera *L'économie de l'eau à la maison* (éd. Terre Vivante) en mai. Quelques indications sur comment le faire.

« On ne peut pas parler d'économie d'eau sans parler de pollution. Nous utilisons beaucoup de produits cosmétiques ou d'entretien qui contiennent des phosphates, des polluants chimiques ou des micropolluants qui sont rejetés dans les canalisations et passent à travers les systèmes d'épuration. Ils sont faiblement biodégradables et toxiques pour la faune et la flore aquatique.

« Pour éviter ces contaminations, mieux vaut acheter des produits labellisés – Ecolabel européen, NF Environnement, Nature et Progrès, etc. On peut aussi utiliser du vinaigre blanc, pas cher, pour détartrer, désinfecter, dégraisser. La pierre d'argile, qui se présente sous la forme d'une pâte blanche et dure, est de même efficace. On peut aussi introduire des boules, comme des balles de tennis, dans son lave-linge. Ça tape le linge, un peu comme à l'ancienne, et ça permet d'utiliser deux fois moins de lessive. Il existe ensuite des moyens d'écono-

miser l'eau. Il y a les gestes basiques, qui consistent à fermer le robinet quand on se lave les dents, à prendre des douches plutôt que des bains. Il faut aussi faire attention aux fuites. On peut réaliser des économies de 40% en équipant ses robinets de mousseurs et ses pommeaux de douche de douchettes économes. Une chasse d'eau ancienne peut utiliser jusqu'à 12 l d'eau. En plaçant dans le réservoir une bouteille de 2l remplie d'eau ou de sable, c'est autant d'économisé quand la chasse se remplit. Mais l'avenir est aux toilettes sèches. Les gens imaginent encore une cabane au fond du jardin, mais on peut aujourd'hui en installer en appartement.

« Le dernier point sur la gestion de l'eau dans la maison est sa récupération. Seuls 7% de nos usages nécessitent une eau potable. On peut donc récupérer l'eau de pluie pour ses WC ou laver son sol. En la collectant sur la surface du toit, et en la filtrant, on peut la conserver longtemps dans une cuve en béton ou maçonnée. Cela nécessite d'installer un réseau consacré. Des entreprises proposent ce genre de services. Sinon, il y a le système D, des gens qui remplissent leur WC avec l'eau de la vaisselle. »

Recueilli par J.P.

Voyage

Avec ou sans argent, en France ou au bout du monde. Suivez les guides.

Positives latitudes

Voyager sans abîmer la planète et ses habitants ? Quasi impossible, assurent les spécialistes. Alors on limite les dégâts. On peut se priver de l'hôtel qui fait nettoyer les chambres par des enfants, du golf

en zone aride qui siphonne la nappe phréatique du coin, et de la clim nourrie au groupe électrogène. On peut même se passer d'avion. Cher ? Pas toujours. On peut faire simple. Avec des solidaires, des bucoliques, des riches ou des fauchés, revue de détail de la sobriété.

Le maritime. Comment éviter

l'avion si on veut aller loin ? Jacques a choisi le voyage en cargo pour aller à Pointe-à-Pitre. Cet ingénieur à la retraite a profité de la solitude en cabine pour visiter les 200 mètres, de la proue à la poupe, et questionner l'équipage sur les techniques de recyclage de l'eau à bord. Il trouve que «1300 euros pour treize jours, c'est pas cher», si on compte la nourriture «trois étoiles», l'accès à une salle de cinéma, une médiathèque et un salon. Les officiers offrent le champagne le premier soir. On dîne avec les autres passagers – pas plus de quatre cabines à bord.

Les bucoliques. Ils y vont en voiture – c'est pratique – et pratiquent l'autopartage pour leur bilan carbone. Claude et Isa, profs, aiment les gîtes «accueil paysan» avec leurs enfants de 7 et 9 ans. Les paysans habitent à côté, racontent leur ferme, servent un apéro, donnent des tuyaux. Ils sont souvent militants, genre Confédération paysanne. «C'est pas on te file les clés, et tu te casses», dit Isa. Sans compter qu'ils ont toujours «un plan âne, rando, ou baignade».

Les riches. Le solidaire pour riches, ça existe, au bout du monde ou en France. A l'agence Voyageurs du monde, spécialiste du voyage sur mesure, il y a la Villa Bahia, au Brésil, un hôtel d'époque portugaise avec lits à baldaquin, patios, et fontaines. Il garantit un personnel déclaré, assuré, et pas sous-

payé, des meubles fabriqués par un atelier de récup, des fers forgés qui font vivre les ferrailleurs des favelas, les déchets recyclés en coopérative, et la villa participe à des projets de développement... 220 euros la chambre en haute saison.

Les écolos. On peut aussi choisir un hôtel écolo, sur le modèle des éco-lodge (1) : matériaux et repas bio, toilettes sèches, détergents naturels, eau récupérée, toit végétal, douche solaire. Les prix, 30 euros par personne et par nuit aux Gachets, dans l'Isère. Et 140 euros à

On peut même se passer d'avion. Cher ? Pas toujours.

l'Orangerie, dans la Vienne.

Les fauchés. On a l'option potes, mais il faut un ami avec une maison. C'est Martine, qui invite sur une cause du Gard. L'été, elle fait table ouverte aux amis «jusqu'à 17», prête la pelouse, une tente. On la dédommage 12 euros par jour. La douche est une ancienne bergerie en pierre, sans toit, et juste des seaux d'eau chaude. Le fauché peut aussi dormir sur le canapé d'un inconnu, chez des «couchsurfers», ou faire du «woofing», un coup de main dans une ferme bio, en Auvergne ou au Népal. Pour les plus fauchés, il y a l'auto-stop. Mickaël, formateur en projets écolos, a assez d'argent pour prendre le train, mais il le fait pour «la magie de la rencon-

tre». De Paris, il est allé jusqu'à Venise et Barcelone. Gratuitement.

Les contemplatifs. Le séjour en monastère, ça marche aussi. On mange les légumes et le fromage des moines, on a une paix royale. A l'abri des mails et des coups de fil, on ne consomme presque rien. Catherine, prof de yoga, a adoré Sainte-Marie du désert, du côté de Toulouse, entre les tomettes rouges et les murs ocre de «l'hôtellerie», dans les vignes. Autour de 30 euros par jour.

Les solidaires. Marie-Françoise a vu le Pérou, le Guatemala et le Laos à travers des écoles, des coopératives, des orphelinats... avec

Voyager Autrement, pour rencontrer «des gens qui se battent pour sortir du dénuement». Circuit organisé, petits groupes, parfois une nuit chez l'habitant. Il y a encore plus simple. Abdel, né au Maroc et grandi en France, a embarqué des amis «hors des circuits touristiques», dans sa famille et dans celles de ses copains. Maisons spartiates et repas cuits sur un feu de bois, ou apparts tout équipés, c'était selon la richesse de l'hôte. Rencontres rares : «Il était hors de question de parler d'argent», raconte Abdel, «et moi, j'ai découvert le Maroc».

HAYDÉE SABÉRA

(1) Eco-lodges, les plus beaux hôtels écologiques de France, par Marie Lorrain et Matyas Le Brun. Ed. Eyrolles.

Rendre l'eau de la nature bonne à boire est une belle entreprise.



SUEZ ENVIRONNEMENT

S'ENGAGER POUR LA PLANÈTE EST UNE BELLE ENTREPRISE.

www.suez-environnement.fr

Manger

Bio, un bilan mi-figue, mi-raisin

La demande, croissante, se heurte à l'insuffisance de l'offre.

Multiplication des enseignes bio, allègement des emballages, engouement pour les circuits courts... Se nourrir à la sauce écolo semble aujourd'hui facile. Dans la pratique, les meilleures volontés se heurtent bien souvent à de nombreuses difficultés.

«On essaie, pour nous et pour l'environnement, de tendre au maximum vers le moins néfaste», raconte Laurence Gervais, une Marseillaise qui milite pour intégrer du bio dans la cantine de ses enfants. Mais il y a beaucoup d'injonctions contradictoires. Adopter une alimentation durable, c'est respecter une multitude de critères. Consommer des produits dont le mode de production limite à la fois émissions de carbone, engrais chimiques et pesticides. Bannir les fruits et légumes contre-saison et les emballages. Privilégier les circuits courts pour limiter le transport et soutenir les producteurs locaux. Le tout en se souciant des conditions de travail.

Supermarché. Pas évident pour le consommateur de tout concilier. Et faire ses courses peut vite tourner au dilemme éthique. Chaque semaine, Laurence Gervais récupère son panier de fruits et légumes auprès d'une Amap (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne). Mais pour la viande et les yaourts des enfants, elle fait un détour par le supermarché. «J'achète, au maximum, bio. Mais on manque d'informations sur la provenance, la composition et l'aspect social de la production. Quand on achète du bio produit à

l'étranger, on ne sait pas si la législation du travail est respectée. On se demande toujours si ce que l'on achète est en accord avec nos valeurs.» Dans cette quête du produit durable, des labels sont censés aider les consommateurs. Mais ils n'attestent que du seul aspect de «durabilité». L'AOC (appellation d'origine contrôlée) garantit l'origine, AB certifie que 95% du produit est issu de l'agriculture biologique. Au 1^{er} juillet, l'expérimentation de l'étiquetage environnemental devrait permettre aux consommateurs d'être moins perplexes. Des vignettes indiqueront l'impact écologique en se basant sur plusieurs indicateurs, comme les émissions de gaz à effet de serre, l'utilisation de l'eau, l'impact sur la biodiversité. Plus complet, mais encore

Les produits transformés viennent souvent d'autres pays européens où ils sont issus d'une agriculture intensive.

partiel : ces affichages ne tiendront pas compte des piliers sociaux ou économiques du développement durable. «En matière alimentaire, ça ne fonctionne pas comme pour l'affichage énergétique d'un sèche-linge. Il faut accepter de se baser sur toute une palette d'indices», explique Martin Bortzmeyer, au ministère du Développement durable.

Aux consommateurs, donc, de faire leurs propres arbitrages et de trancher entre un kilo de poires bio importées par avion d'Argentine ou celles produites localement et acheminées par camion. Des contradictions

nourries par des difficultés d'approvisionnement. Les produits transformés qu'on trouve en grande distribution et dans les enseignes spécialisées viennent bien souvent d'autres pays européens où ils sont issus d'une agriculture bio intensive. «Consommer durable signifie changer de comportement alimentaire et se remettre à cuisiner pour éviter les nourritures transformées», nuance Patricia Pernalon, membre d'Alter Conso, une coopérative bio lyonnaise. «Trouver des filières durables pour la viande ou le poisson est difficile et coûte très cher. Pour les fruits et légumes, le souci ne vient pas du prix mais de leur accessibilité : il y a trop peu de producteurs bio en France.»

Grenelle. En 2008, à l'issue du Grenelle de l'environnement, l'objectif était de consacrer, d'ici à 2012, 6% de la surface agricole utile au bio. On atteint difficilement les 3%. En Ile-de-France, Amap et coopératives sont victimes de leur succès et doivent faire appel à des producteurs extérieurs à la région. «C'est un problème de variété des produits disponibles», précise Yves Fiévet, président de ToulemondilaBio, un réseau d'approvisionnement. Lui, travaille avec des producteurs de la Manche et du Calvados. «Manger uniquement ce qui est produit à moins de 150 kilomètres de chez soi est encore difficile.» Au ministère du Développement durable, on assure que les objectifs du Grenelle, selon les filières, seront atteints à temps. En attendant, on trouve des fruits transportés par avion sur les étals de certaines enseignes bio.

ANNE-CLAIRE GENTHIALON

Claire-Emmanuelle Hue va vendre des produits acheminés sur les canaux vers Paris.

Maraîchère, canal écolo

Elle est sensibilisée à l'écologie depuis tellement longtemps, que ce n'est «même pas la peine de le dire». Avec ses multiples engagements au sein d'Amap (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne) et son goût prononcé pour acheter «local», on l'imaginerait volontiers en passionaria du bio, en guerre permanente contre la malbouffe et la grande distribution.

Raté. Claire-Emmanuelle Hue a plutôt la révolte raisonnée et l'action réfléchie. Une idéaliste aux pieds sur terre qui trouve que «l'utopie d'aujourd'hui, c'est de prendre soin de la planète», mais qui préfère l'action aux idées. En décembre, cette Parisienne de 33 ans a remporté le prix créatif de l'Atelier, le centre de ressources d'Ile-de-France de l'économie sociale et solidaire, pour son projet «Marché sur l'eau». Le concept est simple : vendre dans Paris des fruits et légumes acheminés par bateau via le canal de l'Ourcq depuis la Seine-et-Marne. «Il s'agit aussi de soutenir les maraîchers de la région qui pourront, grâce aux commandes des clients sur Internet, s'assurer des débouchés, le tout en circuit court, détaillé-t-elle. Nos fournisseurs ne sont pas forcément labellisés bio, mais ils pratiquent une agriculture raisonnée.» «Marché sur l'eau» sera testé cet été sur les quais du bassin de la Villette (dans le XIX^e arrondissement). Deux fois par semaine, un bateau à moteur thermique mis à disposition par l'association Au Fil de l'eau y livrera une tonne de marchandises.

Pourtant, Claire-Emmanuelle Hue ne connaissait pas grand-chose au transport fluvial. C'est son son envie de concret qui l'a poussée à se lancer : «Manger des produits agricoles locaux à Paris n'est pas évident : il n'y a pas assez de producteurs régionaux sur les marchés et multiplier les Amap n'est pas satisfaisant au niveau de l'empreinte environnementale puisque les consommateurs vont de plus en plus loin pour chercher des producteurs qui viennent en camion à leur rencontre. A côté de ça, il y a la Seine, qui peut relier directement des terres sources de produits aux consommateurs.» Elle plaque alors son travail de designer-scénographe, étudie le transport fluvial, s'initie à sa réglementation, épingle sur une carte les lieux où se situent les exploitants agricoles et les accompagne sur les marchés.

Si l'expérience est concluante, Claire-Emmanuelle créera une Scic (société coopérative d'intérêt collectif) et emploiera un batelier et deux manutentionnaires. «Le but est de multiplier les points d'approvisionnement en Seine-et-Marne et, d'ici à trois-quatre ans, dans le Val-d'Oise. Et élargir la distribution dans Paris et en petite couronne», explique-t-elle. Un changement d'échelle qu'elle anticipe déjà : l'association Entreprendre pour le fluvial l'épaula. Les bateaux dans lesquels elle veut investir seront électriques, en attendant ceux, «qui n'existent pas encore», qui fonctionneront grâce aux déchets organiques.

A.-C.G.

Entreprises

Imprimantes, mobilier, lumières. Comment réduire l'empreinte carbone des salariés.

Bons plans d'économies

Vous laissez votre ordinateur allumé en allant déjeuner, vous buvez votre café dans des gobelets en plastique, vous imprimez sans compter et les néons de votre open space ne s'éteignent jamais... Vous avez tout faux ! Le bureau n'est pas un lieu tenu à l'écart des préoccupations environnementales. Au contraire, beaucoup de gestes simples peuvent réduire l'empreinte du salarié sur la planète.

Papier. Un salarié français imprime en moyenne 28 pages par jour (enquête Ipsos/Lexmark, 2010). Dont quatre inutilement. Et seuls 20% des déchets papiers du secteur tertiaire sont recyclés. «La majorité des entreprises ne sont pas à la hauteur des enjeux environnementaux posés par le papier», constate l'étude PAP 50 (menée au sein de 50 grandes entreprises françaises). Pourtant, des solutions existent pour consommer moins de papier et mieux en gérer les déchets. En 2009, le groupe de télécoms Aastra France a mis en place «Watchdoc», un outil de gestion de ses imprimantes. L'ensemble de son réseau est d'ailleurs configuré pour imprimer en noir et blanc et

recto verso sur papier recyclé. «La consommation est passée de 32 669 feuilles en janvier 2010 à 28 198 feuilles un an plus tard», explique le directeur marketing, Jean-Denis Garo. Aastra France a également lié un partenariat avec Nouvelle Attitude. Cette structure intervient auprès de sociétés désireuses de trier et recycler leurs déchets papiers. Elle fournit des bacs, collecte la matière, la trie puis la revend. «Nous travaillons auprès de 300 entreprises», précise Didier Toqué, son directeur. Pour lui, «la concertation et la pédagogie sont nécessaires pour changer les habitudes». Sa société organise donc des réunions d'information sur la filière recyclage à l'attention des salariés des entreprises clientes.

Mobilier. Les entreprises peuvent aussi jouer la carte des fournitures. Rangements en carton recyclé, colles écologiques, élastiques naturels... C'est ce que propose Un bureau sur la terre. «On livre beaucoup de petites structures», explique Guillaume Gourdon, son responsable. «Ça ne coûte pas forcément plus cher.» Ainsi, la cartouche d'encre reconditionnée Greenlab pour imprimantes laser HP est vendue 73,38 euros HT, soit près de deux fois moins cher que son équivalent HP d'origine. Et «pour une qualité

d'impression équivalente», souligne Guillaume Gourdon. La société Ecoburo commercialise, elle, des produits d'entretien écologiques : paillasons en fibre naturelle ou limiteurs de débit pour robinets. Côté mobilier, Arféo produit bureaux, rangements et cloisons recyclables. Des collectivités locales, mais aussi Renault, La Poste, BNP Paribas ou Pôle Emploi comptent parmi ses clients. La société va commercialiser «une gamme éco-conçue à partir de matériaux recyclés», annonce Julien Elie, chargé de communication. Des plantes pourront être intégrées au mobilier.

Energie. «Depuis vingt ans, la consommation d'électricité dans le tertiaire ne cesse de progresser : + 76% depuis 1986», s'inquiète l'Ademe. Or, «nous pouvons réduire de 50% notre consommation». L'agence préconise des gestes simples comme éteindre les lumières le

soir, rapprocher les bureaux des fenêtres pour capter la lumière ou éteindre son ordinateur lorsqu'on ne l'utilise pas. «Un ordinateur en veille utilise encore 20 à 40% de sa consommation.»

Les entreprises sont invitées à bouter les éclairages types halogènes, néons plafonniers, lampes à incandescence, pour leur préférer les lampes de bureau à basse consommation. Des minuteurs ou des lumières à détecteurs de présence peuvent également permettre de réaliser des gains. Côté informatique, les équipements labellisés «Energy Star» garantissent une consommation inférieure à la moyenne ; l'économie passe aussi par moins de chauffage et de climatisation. A privilégier, l'été : aération ou ventilateurs plafonniers, et à conserver la fraîcheur en utilisant des protections solaires. L'hiver, «des radiateurs à 19°C plutôt

qu'à 20°C, c'est 7% de consommation en moins», souligne l'Ademe. Les trajets domicile-travail représentent 30% de la circulation. Ainsi ont été mis en place des plans de déplacements entreprise (PDE) : plateformes de covoiturage, parcs à vélos, navettes reliant les stations de transports en commun... Des mesures pour inciter les salariés à laisser leur voiture au garage (lire page 2). Des sites proposent aussi de mettre en relation les covoitureurs (Carjob.org, Covoiturage.com...)

Déplacements. Autre problématique : la réduction des déplacements professionnels. Aastra France a opté pour la vidéoconférence. Une solution qui, selon Jean-Denis Garo, offre la possibilité de «gérer ses horaires, réduire les temps de transports et ainsi diminuer significativement l'émission de CO₂».

JULIA PASCUAL



UVSQ



UNIVERSITÉ DE VERSAILLES
SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Former au développement durable

35 formations de haut niveau pour maîtriser toutes les facettes du développement durable (licences et masters). Favoriser l'interdisciplinarité et répondre aux enjeux de l'entreprise du 21^e siècle : environnement, responsabilité sociale... S'appuyer sur un observatoire de renom (OVSQ), spécialiste du climat, de l'environnement, des relations santé-environnement, de l'économie écologiques et des éco-innovations.

UVSQ.fr



Les premiers résultats de notre programme AAA ont de quoi donner le sourire.



Le programme Nespresso AAA Sustainable Quality™* est avant tout un engagement à long terme avec les producteurs de café. Depuis plus de 7 ans, il œuvre à protéger le futur des cafés d'exception, à sécuriser les moyens de subsistances des fermiers et à cultiver ce café de manière plus responsable en protégeant



l'environnement. Aujourd'hui, 60% de notre production de café vert provient de fermes associées à ce programme. Notre objectif : parvenir à 80%, d'ici 2013. Pour plus de renseignements sur l'ensemble du programme Nespresso Ecolaboration, rendez-vous sur www.nespresso.com/ecolaboration

(* Qualité durable AAA)

NESPRESSO®
Le café corps et âme



Le président français, Nicolas Sarkozy, et Wang Qishan, vice-Premier ministre chinois, hier à Nankin. PHOTO PHILIPPE LOPEZ. AFP

Systeme monétaire: Sarkozy drague Pékin en vain

FINANCE A Nankin, le président du G20 a plaidé pour rendre le yuan convertible, ce que la Chine refuse d'envisager.

«**R**etour possible de la crise, volatilité des devises, creusement des équilibres, risque d'une guerre des monnaies, bulles financières, risque de pénurie d'actifs de réserves...» Hier à Nankin, dans son discours d'ouverture du séminaire du groupe des 20 pays les plus riches, consacré à la «réforme du système monétaire international», Nicolas Sarkozy a dressé un portrait apocalyptique de l'économie mondiale. Avec pour objectif de convaincre le G20 de démanteler le système de Bretton Woods, qui régit les échanges monétaires et financiers du monde depuis 1944, pour le remplacer par un mécanisme plus réglementé et plus stable, moins susceptible de générer des crises à répétition. Tout à la fois un travail de Sisyphe et une bataille de Don Quichotte pour l'audacieux Sarkozy, qui préside cette année le G20.

«**Sakeqi**». Le président français avait beaucoup insisté pour que la Chine populaire accueille cette réunion «de travail» – qui s'est tenue en présence du président du FMI, Dominique Strauss-Kahn, et des ministres des

Finances des pays membres, dont Tim Geithner, le secrétaire au Trésor américain. Le gouvernement chinois se révèle toutefois être le principal obstacle à cette réforme tant souhaitée par «Sakeqi» (le nom chinois de Sarkozy). Elle est «très complexe», a déclaré dans un discours Wang Qishan, un des quatre vice-Premiers ministres chinois – ce qui signifie, dans le langage codé du gouvernement de Pékin, qu'elle est

Grâce à son capitalisme d'Etat l'isolant financièrement du reste du monde, la Chine a échappé sans grands dégâts aux crises de 1997 et 2008.

considérée avec une extrême méfiance.

Que préconise Sarkozy ? De doter le FMI de moyens supplémentaires pour juguler des crises, et d'outils visant à dissuader certains pays d'accumuler des réserves excessives, comme c'est le cas de la Chine. Il s'agit surtout d'endiguer les mouvements de capitaux erratiques et massifs qui sont sources de crises. Mais pour se faire, et afin d'imposer des règles à tous, il faudrait tout

d'abord que les grandes puissances économiques soient aussi les grandes puissances monétaires. Ce n'est pas le cas actuellement car le yuan, la monnaie de la Chine, seconde puissance économique du monde, n'est pas convertible. En outre, sa banque centrale n'est pas indépendante.

Convaincre Pékin d'exposer son yuan aux lois du marché et d'affranchir sa banque centrale des décisions purement politiques est donc une condition sine qua non à l'élaboration et à la crédibilité du nouveau système financier et monétaire mondial proposée par Sarkozy. Or, le politburo et la banque centrale fixant la valeur du yuan, Pékin tire de considérables avantages de la situation actuelle: maintien de sa compétitivité; contrôle de l'inflation et, ce faisant, préservation du plein emploi; relative paix sociale.

La Chine, qui est devenue un des pays du monde où les écarts de revenus sont les plus grands, se tirerait une balle dans le pied si elle ren-

dait le yuan convertible, reconnaît un membre de la délégation française. «Les citoyens en bénéficieraient et les ruraux en souffriraient», assure un fonctionnaire français. Le parti perdrait, surtout, un de ses leviers essentiels. Grâce à son capitalisme d'Etat l'isolant financièrement du reste du monde, la Chine a échappé sans grands dégâts aux crises de 1997 et 2008. Un statu quo lui paraît donc salutaire.

«**Dissuasion**». Outre ses funestes augures sur l'actuel système, Sarkozy a usé d'autres arguments pour amadouer Pékin: les mesures protectionnistes qui pourraient être prises à l'égard du pays. «Pour convaincre, dit un diplomate, il y a la persuasion, l'appel à l'intérêt national et, enfin, la dissuasion.» DSK, qui devait intervenir à la fin de la conférence, s'est abstenu. La ministre de l'Economie, Christine Lagarde, a présenté ce séminaire comme un «succès». La Chine, a-t-elle dit, se serait engagée à «étudier» les «conditions de convertibilité du yuan». Aucun calendrier n'a été fixé. Maigre succès.

Envoyé spécial à Nankin
PHILIPPE GRANGEREAU



BOURSE DE PARIS / CAC40
-0,88 % / 3 989,18 PTS

Transaction: 3 459 312 373€ +8,92%

Les 3 plus fortes Les 3 plus basses

RENAULT CREDIT AGRICOLE
TECHNIP DEXIA
ALCATEL-LUCENT SOCIETE GENERALE

BOURSES DU MONDE

New York Dow Jones	12 337,67	-0,10 %
New York Nasdaq	2 772,54	-0,15 %
Londres Footsie 100	5 938,66	-0,16 %
Tokyo Nikkei	9 755,10	+0,48 %

SOCIAL Le chantier du grand stade de Lille était perturbé par une grève, hier, comme d'autres projets de la région parisienne du groupe de BTP Eiffage qui sont à l'arrêt depuis trois jours. Les salariés réclament des hausses de salaire. Ils se sont donné rendez-vous aujourd'hui devant le siège d'Eiffage, à Neuilly-sur-Marne. Une vingtaine de chantiers sont à l'arrêt.

POUVOIR D'ACHAT La distribution de prêt-à-porter restera sous pression en 2011, en raison d'arbitrages des ménages, dont le pouvoir d'achat est en berne. S'y ajoute le renchérissement des coûts du secteur, avec notamment la flambée du coton, selon une étude de Xerfi publiée hier.

DISTRIBUTION Coop Atlantique, un franchisé de Carrefour, s'apprête à quitter le numéro 2 mondial de la distribution pour rejoindre le

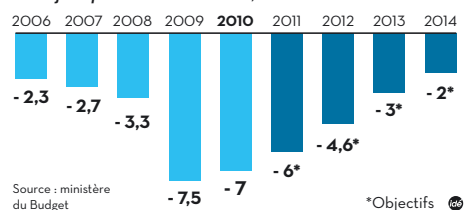
groupement Système U, selon le site du magazine spécialisé LSA. Les relations de Coop Atlantique avec Carrefour étaient «devenues depuis 2007 très chaotiques». Le franchisé compte 7 hypermarchés Carrefour, 31 Carrefour Market, 166 Coop dans le centre-ouest.

DÉFICIT Le Portugal va tenter d'émettre aujourd'hui 1,5 milliard d'euros en obligations du Trésor à un an, a annoncé l'Institut de gestion du crédit public. Lisbonne voudrait en lever jusqu'à 7 milliards d'euros d'ici juin.

REPRISE Le marché mondial du vin s'est redressé en 2010, avec une hausse de 6,7% des échanges internationaux à 92 millions d'hectolitres, après une année 2009 marquée par la crise, a annoncé le directeur général de l'Office international du vin. Les exportations avaient reculé de 3,3% en 2009.

LE GRAPH

Le déficit public de la France, en % du PIB



UN DÉFICIT PUBLIC MOINS GRAVE QUE PRÉVU EN 2010

Bonne nouvelle pour le gouvernement: le déficit public de la France au 31 décembre 2010 n'était «que» de 7% du produit intérieur brut (136,5 milliards d'euros) contre 7,7% prévu précédemment et 8,5% initialement. En revanche, la dette publique a continué à croître, atteignant 81,7% du PIB. Selon Bercy, ce bon résultat s'explique par «une reprise plus dynamique de l'économie et de l'emploi, et un coût de la réforme de la taxe professionnelle, en 2010, moins élevé que prévu». Les recettes ont repris quelques couleurs l'année dernière, sans retrouver leur niveau d'avant la crise (2008), et les dépenses ont décéléré, notamment grâce à la fin des mesures du plan de relance. L'objectif de 6% de déficit à la fin de l'année, qui constitue le véritable test pour l'exécutif, semble d'autant plus atteignable, et ce même dans le cas où la croissance venait à mollir. La France s'est engagée auprès de Bruxelles à revenir à 4,6% fin 2012, puis 3% de déficit public fin 2013.

DÉCRYPTAGEPar **RENAUD LECADRE**

La Cour des comptes veut des responsables dans l'affaire Tapie

L'affaire Tapie n'est pas terminée. La Cour des comptes entend traduire devant la Cour de discipline budgétaire les décideurs ayant encouragé l'arbitrage qui a renfloué l'homme d'affaires à hauteur de 405 millions d'euros (220 millions lui revenant en net, après prélèvements fiscaux). Hier, *Marianne* a dévoilé des extraits de l'acte d'accusation : ils sont accusés pour l'ex-président du CDR (organisme public, héritier des casseroles du Crédit lyonnais, condamné à défrayer Tapie), Jean-François Rocchi.

La logique de l'arbitrage dévoyée

Les protagonistes de l'affaire s'étaient accordés sur l'architecture de l'arbitrage, ouvert à l'automne 2007, clôturé l'été 2008, à propos des dommages et intérêts en faveur de Tapie : le dédommagement de son préjudice matériel devait le remettre simplement à flots, mettant un terme à sa faillite personnelle ; celui de son préjudice moral lui laissant une poire pour la soif.

Les pouvoirs publics (le CDR, société privée, et sa tutelle, Bercy) avaient initialement accepté le principe de l'arbitrage sous cette condition : Bernard Tapie «*limite ses demandes d'indemnités à 50 millions d'euros*». Mais

Jean-François Rocchi aurait complété le texte tout seul dans son coin : Tapie «*limite des demandes d'indemnité d'un préjudice moral à 50 millions*». Cet ajout laissait la porte ouverte à l'indemnisation d'un préjudice matériel supplémentaire, ce qui sera amplement fait.

Des recours limités

Même Charles de Courson doit en convenir : «*La décision arbitrale a été rendue et a force de loi*». Ce député centriste, adversaire acharné de Bernard Tapie, a multiplié en vain les recours : il conservera son pactole. Les seules procédures en cours visent les décideurs publics ayant participé au pataquès. Dépendant de la Cour des comptes, la Cour de discipline, elle, ne peut sanctionner que les «*agents publics, fonctionnaires et membres de cabinets ministériels*». Haro sur le seul Jean-François Rocchi, pour l'instant. Mais pourquoi ne pas remonter à l'Elysée, qui a suivi le dossier Tapie comme le lait sur le feu ?

Quant à la ministre de l'Économie, son cas relèverait de la Cour de justice de la République, plus difficile à activer. Bravache, elle avait assumé l'arbitrage en proclamant que Tapie n'en retirerait que 30 millions d'euros... Complicité ou incompétence ?

«Je crains que cette course à la taille, course au monopole, ne détruise la richesse coopérative française.»

Arnaud Montebourg député PS, ému par le rachat du modèle coopératif, Yoplait, par l'américain General Mills

L'HISTOIRE

L'ITALIE CRÉE SON PROPRE FSI POUR CONTRER L'OFFENSIVE DE LACTALIS

Le Fonds stratégique d'investissement (FSI) inspire l'Italie. Pour contrer l'offensive du français Lactalis sur le laitier Parmalat, Rome a annoncé la création d'un fonds d'investissement calqué sur le modèle du FSI français. L'Italie compte ainsi acquérir des parts dans les groupes stratégiques pour mieux les protéger. Ce bras financier devrait reposer, à l'instar du modèle français, sur la Caisse des dépôts italienne. L'offensive de Lactalis sur Parmalat a été pour Rome la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Les manœuvres françaises s'étaient multipliées dans la péninsule avec le rachat de Bulgari par LVMH et les négociations entre EDF et les actionnaires italiens sur le contrôle d'Edison. Tandis qu'en France, le FSI pourrait voler au secours du français Yoplait, convoité par un américain...



RETOUR SUR LE NON-REMPLACEMENT D'UN FONCTIONNAIRE SUR DEUX

Effectifs publics : Baroin contredit Tron

Petit pataquès au sein du gouvernement sur le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Le ministre du Budget, François Baroin, a réfuté hier l'abandon de cette règle au-delà de 2012, comme le préconisait dans *Libération* le secrétaire d'État à la Fonction publique, Georges Tron. «*Il n'y aura pas de changement de ligne*», a expliqué Ba-

roin. Le principe du «*un sur deux*» vaudra jusqu'en 2013, il n'y aura pas de modification de la loi.

Démenti par son ministre de tutelle, Georges Tron s'est alors empressé de déclarer qu'il «*n'y [avait] aucun désaccord*» avec François Baroin, considérant même «*la question du calendrier comme secondaire*». Ce qui ne l'a pas empêché de réaffirmer le

besoin de «*mener une réflexion sur l'évolution du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux*», et d'en faire «*un élément de réflexion de la campagne présidentielle de 2012*». Après le départ de 100 000 agents publics entre 2007 et 2010, la loi de programmation budgétaire 2011-2013 prévoit le non-remplacement de 100 000 autres. L.P.

PERF

LA CAISSE DES DÉPÔTS FAIT PLEUVOIR LES MILLIONS

Le contribuable peut dire merci à la Caisse des dépôts et consignations (CDC). Grâce à ses performances en 2010, le bras financier de l'État pourrait contribuer cette année à renflouer les caisses publiques à hauteur de 2,5 milliards d'euros. Ainsi, la CDC va reverser à l'État-actionnaire, au titre des dividendes, 839 millions d'euros, soit 39% du bénéfice net réalisé en 2010 (2,15 milliards d'euros, +8,6%). Une somme à laquelle s'ajoutent 330 millions de «*rattribution*» sur le cru de 2009, et 369 autres millions via l'impôt sur les sociétés. Enfin, le boom du bénéfice de Fonds d'épargne (gestion du Livret A) autorise l'État à opérer une ponction de 965 millions d'euros.

CONTRE-PERF

L'OMC TAPE SUR LES SUBVENTIONS DE BOEING

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a condamné hier Washington pour certaines aides à son champion de l'aéronautique Boeing, quelques mois après avoir également épinglé des subventions européennes à Airbus. Dans son document de près de 1000 pages, l'organe de règlement des différends de l'OMC estime que certaines des aides constituent bien des subventions, contrairement aux règles du commerce mondial. Leur montant a atteint «*au moins 5,3 milliards de dollars*» entre 1989 et 2006. L'organisme dénonce par ailleurs des subventions versées à travers 23 programmes du département de la Défense, dont il n'a pas pu établir le montant.

L'Irlande écope toujours pour sauver ses banques

CRISE FINANCIÈRE Scruté de près, le système bancaire irlandais a besoin de 24 milliards supplémentaires.



Dublin, hier. En tout, 70 milliards d'euros auront été injectés dans les banques. PHOTO REUTERS

Le résultat des tests de résistance (*stress tests*) des banques irlandaises à une nouvelle crise financière a confirmé ce que bon nombre d'économistes avaient prédit depuis un moment : le renflouement du secteur bancaire irlandais nécessitera 24 milliards d'euros supplémentaires. Ce montant reste cependant inférieur à l'enveloppe de 35 milliards qui avait été prévue en novembre pour le renflouement du secteur bancaire, et ce dans le cadre du plan d'aide international mis au point avec l'Union européenne et le Fonds monétaire international.

Deux piliers. C'est Allied Irish, spécialisée dans l'immobilier – ce qui a précipité sa perte – qui nécessitera l'apport financier le plus important, avec 13,5 milliards d'euros, a indiqué la Banque centrale irlandaise. Elle sera suivie par Bank of Ireland

(5,2 milliards), EBS (1,5 milliard) et Irish Life (4 milliards). Au total, le secteur, sinistré depuis 2009, aura bénéficié d'une injection de fonds publics à hauteur de 70 milliards d'euros depuis le début de la crise. Et avec ce renflouement, la dette publique de l'Irlande devrait atteindre 111% du PIB en 2013, a indiqué le gouvernement. Le prix à payer pour la survie du secteur bancaire aura été sa quasi-nationalisation. Anglo Irish Bank, Allied Irish Banks (AIB) et EBS avaient été de fait nationalisées lors de précédents plans de sauvetage. Ce devrait désormais être le tour de Bank of Ireland et Irish Life and Permanent. Le nouvel apport de fonds s'accompagnera d'une «*restructuration radicale*» du système bancaire, a prévenu le ministre irlandais des Finances, Michael Noonan. Le système qui émergera de cette restructuration s'arti-

culera autour de «*deux piliers*», constitués d'une part de Bank of Ireland et d'autre part de la fusion entre EBS et Allied Irish.

Nervosité. Tous les établissements seront soumis à un programme drastique de cession d'actifs. Depuis le début de la crise, le gouvernement irlandais, qui a changé en février, tente de prouver à ses alliés européens que son économie peut survivre à la crise. Illustrant la nervosité des marchés, la cotation des actions de Bank of Ireland et de Allied Irish Banks avait été suspendue hier dans l'attente du résultat des tests de résistance. «*La confiance dans le secteur bancaire peut être restaurée*», a encore affirmé le ministre des Finances. Avant d'ajouter : «*Mais progressivement*».

De notre correspondante à Londres **SONIA DELESALLE-STOLPER**

Sous l'écorce Antonetti

L'entraîneur du Stade Rennais, troisième de Ligue 1 avec une équipe inexpérimentée, cache son sens de la tactique et managérial derrière une image de dur à cuir.

Par GRÉGORY SCHNEIDER

O n garde de notre première rencontre avec l'actuel entraîneur rennais, Frédéric Antonetti, le souvenir angoissant d'une partie de cache-cache. C'était en octobre 2007, Antonetti s'occupait alors de l'équipe première de l'OGC Nice, et il n'avait pas supporté de nous voir aborder l'une de ses rares ve-

dettes – le Brésilien Ederson – à la sortie de l'entraînement :

« Mais putain, il va attraper froid, vé ! » Du coup, on avait vu les mecs en douce : tel joueur planqué dans un bureau, tel autre derrière un bâtiment, tel autre dans un couloir. Autant d'endroits où Antonetti – qui se déplaçait sans arrêt, d'où les déménagements successifs – n'avait aucune chance de passer au moment précis de l'interview. C'est souvent ça avec lui : vous ne savez jamais vraiment quand ça va vous tomber dessus. Le 7 août, après un nul de Rennes devant Lille (1-1) en ouverture du championnat de France de Ligue 1 : « Je disais quoi ? Mais je sais plus ce que je disais, le problème il est là ! » Le natif de Venzolasca (Haute-Corse), âgé de 49 ans, est plié en deux. C'est comme s'il venait d'avoir une sorte de vision. Aujourd'hui, c'est du concret : à la veille de recevoir l'AJ Auxerre lors de la 29^e journée de Ligue 1, le Stade Rennais est 3^e devant Lyon ou encore le Paris-SG, malgré des blessés importants (Jirès Kembo, Sylvain Marveaux, Yacine Brahimi), le départ de quelques grosses pointures (Asamoah Gyan, Moussa Sow) et un effectif de Marie-Louise passés sans transition du centre de formation à l'équipe première. Le vénérable (36 ans) milieu Jérôme Leroy a eu ce mot dans l'Équipe : « Avec cette équipe-là, en théorie, tu joues le maintien en Ligue 1. » Une forme d'hommage à l'entraîneur.

GROTTE. Mais là, c'est Antonetti qui joue à cache-cache : il est toujours planqué derrière une image qu'il a travaillée très tôt avec un spécialiste en communication, celle du Corse un peu sanguin, joueur médiocre devenu entraîneur de haut niveau à la sueur de son front. Où est le vrai Antonetti ? Dans le foot, « ma vie à 98 %, alors ne venez pas m'emmerder avec les 2 % qui restent », a-t-il lâché un jour. C'est-à-dire dans une sorte de grotte : celle qu'il s'était aménagée au centre d'entraînement de Nice, un coin sombre et encombré où il



Frédéric Antonetti, le 17 octobre, au stade Bollaert, lors de Lens-Rennes. PHOTO PHILIPPE PÉRUSSEAU, ICON SPORT

dévorait indistinctement des DVD de matchs et des casse-dalle (gain de temps) sans bouger un muscle. Ce qui lui a donné, au fil des années, un œil exceptionnel. L'un de ses anciens joueurs : « Il lui fallait quarante-huit heures pour débriefer la performance individuelle d'un joueur. Il était très précis, très scrupuleux dans son approche. Je n'ai plus jamais connu ça. » Antonetti dans le France Football du 8 mars : « L'objectivité est une qualité rare dans notre milieu. Après notre victoire contre le Paris-SG [1-0, le 5 février, ndlr], j'entends dire : "Le Paris-SG a fait un bon match." Voyons voir : deux occasions de but sur deux longues touches et deux ballons déviés de la tête par Guillaume Hoarau [ce qui témoigne d'une absence de construction]. C'est ça, un bon match ? Là, je me dis qu'en France, on n'a pas de culture foot. »

REPÈRES

FRÉDÉRIC ANTONETTI

Né en 1961 à Venzolasca, en Haute-Corse, il a entraîné Bastia (1994-1998 et 1999-2001), Gamba Osaka (Japon, 1998-1999), Saint-Etienne (2001-2004), Nice (2005-2009) et Rennes (depuis 2009).

Le Stade Rennais est la propriété de l'industriel François Pinault, 7^e fortune française, qui en a confié la présidence à Patrick Le Lay. Le directeur sportif, très influent, est Pierre Dréossi. Le centre de formation, dirigé par Patrick Rampillon, est considéré comme le meilleur de France.

« [Le président de Lyon] Jean-Michel Aulas a interpellé les arbitres du dernier Lyon-Rennes comme s'il était de la police. »

Frédéric Antonetti hier

Sur son expérience au Japon, au Gamba Osaka, lors de la saison 1998-1999 : « La barrière de la langue m'a appris à simplifier mon message. Les Japonais emploient le même mot pour traduire le métier d'entraîneur de foot et celui de réalisateur de film, c'est dire ! »

GIFLE. Sur le jeu : « Mon job consiste à faire passer le même message aux joueurs en même temps. C'est tout simple, mais c'est ça. Quand vous faites passer quelque chose entre deux joueurs [offensifs], vous avez une action. Quand c'est avec quatre, vous avez une occasion de but. » Une sentence dont la force et la clarté rappellent celles lâchées tantôt par Jean-Claude Suaudeau, entraîneur maniaque et raffiné du FC Nantes (1982-1988, puis 1991-1997), qu'Antonetti place au-dessus de tout. Comme quoi il faut se méfier du côté brut et instinctif que montre le gaillard. Mais c'est vrai qu'Antonetti surprend. Après une victoire (1-0) à Montpellier le 5 mars, il passe une soupe à ses joueurs : il faudra l'intervention d'un cadre de l'équipe pour ramener l'entraîneur à de meilleurs sentiments. Et, in fine, aux félicitations d'usage en cas de succès à l'extérieur. En novembre, avant une victoire devant Brest (2-1), il réactive un vieux truc : interdiction de reconnaître la pelouse avant le match, parce que les joueurs en profitent pour se lier avec leurs adversaires du soir et parler du petit dernier ou de la grosse bagnole. « On faisait comme ça quand j'entraînais le SC Bastia. Pas de salutations, interdit. C'était une autre époque, mais il faut tendre vers ça. Je veux de l'engagement, de l'investissement. »

Ce soir-là, la lumière s'est même éteinte dans le couloir où les deux formations patientaient avant d'entrer sur le terrain. Il ne s'est rien passé, mais tout le monde a pensé à l'ancien temps, les matchs en Corse, les gifles qui partent dans l'obscurité, les insultes qui pleuvent sur un jeune adversaire impressionnable. On se souvient que certains joueurs – Arnel Kana-Biyik, Romain Danzé ou Victor Hugo Montaño – avaient trouvé ça marrant. Voilà ce que Frédéric Antonetti vend à ses hommes : non pas la gifle (le foot ne le permet plus), mais l'idée de la gifle, et même son esquisse. C'est sympa, lisible, rassurant pour des joueurs qui sont secoués de partout et finalement, sans risque. Si Antonetti a pris des cours pour construire son image, il peut donner des leçons de management. ♦

LA TÊTE DU CLASSEMENT DE L1

	Points	Diff.
1 Lille	55	+22
2 Marseille	51	+17
3 RENNES	50	+11
4 Lyon	49	+21
5 Paris-SG	45	+12

Fukushima: défaillance du Japon, complaisance de l'Occident

Par **MARIE-HELENE LABBÉ**
maître de conférences à l'IEP Paris

La complaisance des Occidentaux à l'égard du nucléaire japonais est à la mesure de leur sentiment de culpabilité pour les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki. Même si les présidents américains successifs se sont gardés de présenter des excuses publiques au peuple japonais, ce «péché nucléaire» est la toile de fond des relations américano-japonaises après 1945 et du relèvement du pays sous l'administration du général MacArthur. Ce pays qui fut frappé par deux bombes atomiques se vit retirer le droit de fabriquer des armes nucléaires. Ou plutôt, pour respecter les formes, le gouvernement Sato proclama en 1967 les trois principes non-nucléaires: pas de fabrication, pas de stationnement, pas d'importation d'armes nucléaires. Pour se faire pardonner et le bombardement et le déni de la fabrication de l'arme, les Améri-

cains crurent trouver la parade, la fourniture de réacteurs pour l'industrie. Le Japon allait être le pays le plus nucléarisé du monde après les Etats-Unis et la France, mais sans être un Etat doté d'armes nucléaires. Et dans cette démarche, le Japon fit preuve d'une grande ambition puisqu'il est le seul

Des silhouettes blanches luttent contre l'incendie avec des tuyaux, «liquidateurs» soumis à des doses de radioactivité qui mettent leur vie en danger. Une riposte artisanale au pays des robots.

Etat non doté d'armes à maîtriser l'ensemble du cycle de combustible; de l'enrichissement, par des procédés originaux, au retraitement, grâce à l'aide de la France.

La complaisance occidentale se voit également dans le régime de faveur qui fut appliqué au Japon en matière de

contrôles. Au lieu d'être assujéti aux mêmes contrôles de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) que les autres Etats non dotés de l'arme, le Japon a d'emblée été soumis à des contrôles allégés, de la part de l'AIEA comme de ses partenaires commerciaux. En échange de son adhésion au

Traité de non-prolifération, ratifié en 1976, il a obtenu l'égalité de traitement allégé avec l'Europe en matière de contrôles par l'AIEA, alors que les Européens sont soumis en plus à ceux d'Euratom.

Du côté japonais, prévalent négligence et dissimulation. On aurait compris que Tokyo rejette l'atome; il ne l'a pas fait. On aurait alors imaginé qu'il se doterait d'une culture de sûreté exemplaire pour éviter toute nouvelle explosion radioac-

tive. Il n'en est rien et l'histoire de l'industrie nucléaire japonaise est une succession de négligences dissimulées. La dissimulation s'observe à tous les niveaux (le technicien le cache à son chef qui le dissimule au directeur de la centrale qui le dissimule à l'Autorité de sûreté); le principe de fonctionnement étant que toute erreur réparée et tout incident résolu sont soigneusement effacés, n'apparaissent donc dans les rapports que les incidents repérés et connus. A ce jeu-là, le complexe nucléaire autour du tout-puissant électricien Tepco gagnant: la compétitivité est maintenue, les performances respectées, comme en URSS au temps du Gosplan!

Le premier choc visuel, c'est l'irruption de la nature qui se déchaine et peut-être se venge. Les accidents nucléaires les plus sérieux – Three Mile Island (1979), Tchernobyl (1986), Tokai-Mura (1999) – étaient dus à des erreurs humaines ●●●

Le nucléaire n'est pas qu'une affaire d'experts

Par **PIERRE RADANNE**
ancien directeur de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

En 1868, le Japon a décidé de s'ouvrir vers l'extérieur. De l'ère du Meiji a découlé un pacte national déterminant, toujours valide: d'un côté, le maintien des traditions religieuses, culturelles et familiales et le respect de l'autorité qui garantissent la cohésion nationale; de l'autre, un engagement très volontaire dans la modernité technologique. La défaite de 1945 n'a pas remis en cause ces fondements et, dans la période récente, le Japon a été en pointe dans les domaines de l'automobile, de l'électronique, de la robotique, mais aussi dans le développement de l'énergie nucléaire malgré les drames de Hiroshima et Nagasaki. Ce fil historique a été lourdement présent dans la catastrophe de Fukushima: l'insuffisance des sécurités, la crainte du désordre et des risques jusqu'à en minimiser la gravité. Cela pointe la dramatique faiblesse des contre-pouvoirs au Japon.

Le développement du nucléaire en France puise aussi dans un traumatisme historique. De la défaite en mai 1940, l'analyse tirée à gauche et à droite fut un constat de faiblesse du dynamisme du capitalisme national, peu porté à l'investissement productif. En réponse, le Conseil national de la résistance prescrivit un Etat industriel et la constitution d'une élite constituée de corps d'Etat pour diriger l'administration et les grandes entreprises mais aussi occuper des postes de direction dans les partis politiques. La volonté d'accéder à l'arme atomique va servir de tremplin au nucléaire civil. La centralisation des pouvoirs a facilité l'implantation des centrales, puisque les populations concernées ne disposaient d'aucune prise démocratique locale sur les décisions.

Une technocratie s'est développée en France, composée des dirigeants des grandes entreprises, des chercheurs, des responsables publics, tous issus des mêmes écoles. Ces acteurs ont fini par confondre leurs accords internes avec l'intérêt général, tout en s'avérant d'une piètre culture énergétique générale concer-

nant les possibilités de maîtriser l'énergie, de valoriser les énergies renouvelables et d'optimiser l'utilisation des combustibles fossiles. On a de nouveau entendu ces dernières semaines des décideurs proclamer que le renoncement au nucléaire conduirait à un retour à la bougie, oubliant que bien des pays sans nucléaire figurent parmi les plus développés: les Pays-Bas, le Danemark, l'Italie, le Brésil...

L'Allemagne présente un parcours en complet contraste. Du nazisme et de sa défaite de 1945, elle a tiré la conclusion que l'Etat pouvait devenir fou. Et donc, que la société toute entière devait, par sa vigilance, assurer l'intérêt général. De plus, les alliés

Du nazisme, l'Allemagne a tiré la conclusion que l'Etat pouvait devenir fou. Dans cette méfiance réside le fondement de l'opposition au nucléaire qui traverse toute la société allemande.

lui ont imposé de renouer avec sa tradition décentralisée. Dans cette méfiance vis-à-vis de la toute-puissance de l'Etat, des entreprises en monopole et des technologies dont on peut perdre le contrôle réside le fondement de l'opposition au nucléaire qui, au-delà des écologistes, traverse toute la société allemande. L'Allemagne a stimulé ses collectives territoriales pour progresser vers un usage plus efficace de l'énergie et développer les énergies renouvelables. Des domaines dans lesquels elle a conquis les plus grandes parts de marché au plan international.

Au-delà de ces comparaisons nationales, des enseignements sont à tirer. Les certitudes, concoctées en interne, d'un corps technique débouchent progressivement sur un relâchement des vigilances et sur des fautes de prospective. Tout pouvoir, sans contre-pouvoirs, ne peut avec le temps que dériver. Fascinés par

les élites techniques, beaucoup de responsables politiques ont abandonné leur responsabilité de vigilance par rapport à l'intérêt général. Nous ne sommes pas encore entrés dans une démocratie technologique qui sache construire un équilibre pouvoir/contre-pouvoir. Au-delà du nucléaire, les experts ont failli dans bien des domaines. Les spécialistes du pétrole n'ont pas su prévoir le nouveau choc pétrolier, ont été les dernières à comprendre l'augmentation inévitable des prix et la perspective d'un déclin de la production pétrolière par le déclin des ressources. Leurs confrères de la finance pensaient maîtriser les risques de placements financiers de plus en plus complexes et opaques... jusqu'à la crise de septembre 2008. Quant aux experts de la santé, certains d'entre eux étaient rémunérés par les laboratoires pharmaceutiques qu'ils avaient la charge de contrôler.

La catastrophe de Fukushima met en évidence l'exigence incontournable de définir des règles de contrôle des technologies. Au-delà des cas cités, se profilent ceux concernant les nanotechnologies et les multiples applications de la génétique. Il faut poser comme règles démocratiques fondamentales: le débat public, l'institutionnalisation de la confrontation entre pouvoirs et contre-pouvoirs, la construction de scénarios clairs explicitant les choix pour conduire à des décisions parlementaires ainsi éclairées.

 SUR LIBÉRATION.FR

Suivez la **controverse sur le nucléaire** et notamment le texte de **Jacques Testard**: «Démocratiser le nucléaire par tirage au sort», sur www.libération.fr/debats

●●● aggravées par des défaillances technologiques. Là, c'est le séisme qui a tout déclenché, à commencer par le tsunami qui a arrêté les systèmes de secours et provoqué la réaction conduisant à la première explosion.

Le deuxième choc visuel, ce sont les silhouettes blanches qui luttent contre l'incendie avec des tuyaux, «liquida-teurs» soumis à des doses de radioactivité qui mettent leur vie en danger pour éviter la fusion du cœur, le nuage radioactif et l'opprobre sur le Japon ! Une riposte artisanale au pays des robots. A cela s'ajoute une gestion déplorable de la crise. Erreur initiale de Tepco ne noyant pas les réacteurs dans l'espoir de les préserver. Communications contradictoires et inaudibles du Premier ministre, des responsables de Tepco et du directeur de l'Autorité de sûreté, qui dévoilent brutalement l'absence de leadership et le dysfonctionnement de la démocratie japonaise.

Le troisième choc que constitue Fukushima: une remise en question planétaire de l'option nucléaire doublée d'une indifférence croissante pour les victimes. Dans la semaine qui a suivi le 11 mars, tous les pays nucléarisés se sont exprimés sur leur choix propre, avec des variantes, bien entendu, selon l'importance des antinucléaires et les échéances électorales. Ainsi, Angela Merkel annonça-t-elle un moratoire sur la prolongation de la durée de vie des réacteurs alors que la France, soucieuse des conséquences potentielles pour ses exportations nucléaires, appelait à ne pas prendre de «décisions hâtives».

Par ce triple choc, Fukushima a réveillé la peur nucléaire des opinions publiques, peur qui s'est révélée intacte et sera difficile à dissiper. Les effets se feront davantage ressentir dans les démocraties que dans les pays à développement rapide. Dans les pays occidentaux, les opinions publiques, soutenues le cas échéant par les autorités de sûreté, imposeront vraisemblablement une réévaluation complète des programmes nucléaires existants. Celle-ci se traduira par une réappréciation des contraintes de sûreté – notamment sismiques –, l'abandon de nouveaux projets et la fermeture de réacteurs trop anciens. L'industrie nucléaire, devenue une industrie de maintenance, ne pourra renouer avec la croissance que par une féroce compétition à l'exportation.

A l'inverse, les pays peu démocratiques et en développement rapide ne modifieront pas leur demande de réacteurs nucléaires, même si, pour la forme, ils donneront des garanties de sécurité à des exportateurs qui n'en demandent pas tant. En l'absence de nouvelles normes internationales de sûreté et d'un corps de contrôle indépendant qui supprime une AIEA décidément bien inutile, il est à craindre que les leçons de Fukushima ne soient pas mieux retenues que celles de Tchernobyl. Le prochain accident nucléaire pourrait bien se produire dans un pays en développement qui ne sera pas en mesure de le gérer.

Prochain ouvrage: «L'autonomie du nucléaire» (Ed. Félix Tourres, à paraître en septembre 2011)

Choses contre quoi il ne faut «évidemment» pas tergiverser



Par **PIERRE MARCELLE**

Parfois, discrètement, le PS se révèle. En sa quête d'identité programmatique, tantôt social-ccci, tantôt social-cela, qu'un ou une candidat(e) à la présidentielle finira bien par incarner (vers l'été, nous dit-on), il nous gratifie de ces sursauts censés éclairer une politique. C'est plus souvent un écart, un bafouillage certes empreint de bonne volonté, mais qui en dit plus long, hélas, sur une pusillanimité. Bertrand Delanoë nous pipeauta cet air-là, l'an passé, en négociant avec un aréopage chiraquien l'abandon des poursuites contre l'ex-maire de Paris, un temps en passe de comparaître pour enfin rendre compte d'une part de ses tripatoillages partisans. Aujourd'hui, c'est Martine Aubry qui s'y colle.

A l'origine, un appel de la revue *Respect* mag, intitulé «Non au débat-procès de l'islam», auquel *Le Nouvel observateur* donna, en le publiant, un peu de notoriété. Rien là-dedans qui remette en cause le financement public de l'enseignement privé catholique, par exemple, le régime concordataire des écoles d'Alsace et Moselle, ou la préférence culturelle... Juste le bruit mou que font les bons sentiments, portes ouvertes enfoncées pour contrer le rance «débat» dont Le Pen fait ses choux électoraux. Le texte, n'ayant d'autre objet que la «réaffirmation de convictions républicaines et laïques» de croyants divers et de quelques athées, appelait d'autres signatures. Il en reçut beaucoup, parmi lesquelles celle, donc, de Martine Aubry (et celle aussi de Laurent Fabius).

Il fallut peu de temps aux aboyeurs de l'UMP pour débuser, dans la liste hétérogène des paraphes consensuels, celui du diable Tariq Ramadan voisinant avec ceux des deux hiérarques socialistes, et le dénoncer à hauts cris. Il en fallut moins encore à Aubry et Fabius pour s'en retirer illico (voir *Libération* des 26 et 27 mars). Pour justifier ce retrait piteux, sur injonction des croisés du parti majoritaire, la première secrétaire du PS ar-

gua que si elle avait su que l'universitaire islamiste avait été «destinataire» (sic) de cette même pétition, elle aurait «évidemment refusé de la signer». Il y a dans cet «évidemment» une duplicité formidable qui nous confirme que ce «débat» misérable, que six gourous de six religions dénonçaient mercredi, ce «débat» qui déchire les éminences majoritaires et en lequel Nicolas Sarkozy persiste à voir la planche de son salut, ce «débat» qu'il ne fallait pas, on est en plein dedans, et en plein paradoxe du monde arabe qui brûle de ses avènements démocratiques (1). Il nous confirme aussi qu'en matière de laïcité, le PS n'en finit pas de tergiverser, et fatalement de s'y perdre.

Il fait craindre, cet «évidemment», qu'il en aille de cette appréhension de la laïcité, fût-elle «ouverte» ou «fermée», comme du reste. Un pas en avant, deux pas en arrière, c'est la façon d'avancer de qui ne conçoit le «changer la vie» que dans «le cercle de la raison»

d'Alain Minc... Imaginons Aubry signant un texte dénonçant la barbarie de l'économie de marché (je dis: imaginons); y découvrant (toujours par hypothèse) la signature d'un certain K. (pour Kevin) Marx, la première socialiste, effrayée ou confuse, en retirerait-elle «évidemment» la sienne? Dans le va-et-vient de ses hésitations, on observera de près son appréciation du courageux rapport Montebourg, relatif au ménage à entreprendre dans la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône...

Pour faire pièce à la progression électorale de Le Pen, il fut ici suggéré, la semaine dernière, de ne pas se contenter d'exclure le racisme du FN, qui tant inspire l'UMP, du ciel des

valeurs «morales» de la république; le propos ne signifiait pas qu'il faille ne s'en prendre au parti lepéniste que par le biais de son programme «économique», dont il suffirait de démontrer, par des frappes expertes et très ciblées, l'inanité

et l'«irréalisme». En dictature, et *a fortiori* en période de crise, aucun programme économique n'est irréaliste.

L'hypothèse d'un changement de nature du FN, suscitée par la succession de père en fille à sa direction, est inepte. Le parti lepéniste, qui marche sur ses deux jambes «sociétale» et «sociale», demeure un parti que sa «préférence nationale» identifie explicitement, indubitablement, comme raciste ET socialement réactionnaire. C'est avec deux poings qu'il faudra l'abattre. En cette perspective, la question, récurrente, de savoir si ses partisans, pour aliénés qu'ils soient, sont ou non des «gros cons», est subsidiaire.

(1) A l'heure où le «printemps arabe» poursuit son train formidable, Olivier Piot, dans «La révolution tunisienne, dix jours qui ébranlèrent le monde arabe» (Les petits matins, 150p., 14 €), en revient pour signer le premier essai édifiant sur la chute de Ben Ali, établissant que, là comme ailleurs, c'est bien de révolution sociale qu'il est question.

NO SMOKING

L'ŒIL DE WILLEM



PARLONS CRUS

Par OLIVIER BERTRAND

Vin de Loire et cher Aimé Thibon

Le souvenir est remonté en lisant l'histoire de Madame Huguette (1). Un souvenir de sang de cochon et de vin âpre. C'était il y a quelques années en Ardèche. Un vieux, Aimé Thibon, avait une mémoire fabuleuse. Il connaissait dans le détail l'histoire de son village depuis le début du XIX^e siècle. Sa mémoire fabuleuse avait gravé tout ce que son père lui avait confié aux veillées.

Lorsque je l'ai découvert, un après-midi d'été, il était assis à l'ombre fraîche de la cuisine. Presque centenaire, comme Huguette, l'amatrice de boudin. Le visage défiguré par de multiples greffes de peau. Un seul œil ouvert, fixe et pourtant rieur. On a fait connaissance, il m'a donné les dates de naissance et de mort de chacun des ancêtres de mon arbre généalogique ardéchois (un chêne-liège). Ce que chacun avait fait de sa vie. En le quittant, un petit tour dans les cimetières du coin a suffi pour vérifier que chaque date était exacte. Alors, le lendemain matin, retour pour en apprendre plus.

On a parlé puis, au bout d'un moment, il m'a demandé la bouteille de vin que les deux filles qui prenaient soin de lui planquaient à l'autre bout de la pièce. Il devait être 10 heures. Le vin était âpre. Aimé racontait les cafés d'avant-guerre, les cantonniers qui avaient mis de la vie dans le village en venant creuser la route vers le Gard. Son histoire, aussi, de vieux garçon surdoué qui avait abandonné l'école pour

s'occuper de la ferme. Il était tombé amoureux avant-guerre d'une fille de haute Ardèche qu'il montait encore voir à vélo au début des hostilités. Puis c'est devenu trop dangereux. Il est resté longtemps sans aller là-haut. Quand il y est retourné, elle s'apprettait à se marier. L'œil était toujours fixe, mais Aimé pleurait. Il m'a raconté aussi comment on chassait, à l'époque, comment on fabriquait les cartouches, comment on faisait le charbon de bois dans la garrigue, comment on dansait, parfois, comment on tuait le cochon. La fête dans le hameau, la viande qui s'en va dans les coffres à sel, le sang encore chaud qui sert à faire le boudin. C'est remonté en lisant Huguette.

Aimé, qui racontait et buvait le vin que planquaient ces deux filles rustiques qui vivaient en couple dans une caravane, sur un terrain qu'il leur prêtait, à l'écart des villageois médisants. En échange, elles prenaient soin de ses vieux jours. «*Je me suis jamais marié, mais je finis avec deux filles*», riait-il. C'était

effectivement la fin. Après avoir lu Huguette, je suis sorti acheter du boudin, et un bon vin de Loire. Un Clos du Tue-Boeuf, aux Montils (Loir-et-Cher). Un vin plein de sève et de fruit. Gourmand et concentré. Pas trop âpre. Cela n'a pas empêché de lever un verre à Aimé, qui a refermé son dernier œil. ◆

(1) *Au Four et au boudin, rubrique «Tu mitonnes»*. Lire Libération d'hier, p. 28-29.



L'INITIATIVE UN SITE OFFICIEL PROPOSE TROIS INDICATEURS DE RÉSULTATS.

Quand le ministère aide à choisir son lycée

Histoire d'alléger les casse-tête familiaux sur le choix du lycée, le ministère de l'Éducation nationale met en ligne les «indicateurs» annuels de résultats des 4 000 établissements généraux, technologiques et professionnels publics et privés sous contrat (1). Sur le site, il suffit, pour se renseigner sur un lycée, de taper son nom et de cliquer. On obtient alors trois séries d'indicateurs :

le «taux de réussite au baccalauréat» (un classique, mais «insuffisant» selon le ministère), mais aussi le «taux d'accès de seconde et de première au baccalauréat», permettant d'apprécier le caractère plus ou moins sélectif des lycées, et enfin la «proportion de bacheliers parmi les sortants», soit la part des élèves qui quittent l'établissement avec le bac, y compris

après des redoublements efficaces. Pour chacun de ces trois indicateurs, les services du ministère ont calculé le «taux brut» obtenu par le lycée, puis le «taux attendu» par rapport au reste de l'académie et par rapport au reste de la France.

(1) Consultables à l'adresse www.education.gouv.fr/cid3014/indicateurs-de-resultats-des-lycees.html



Avec une colonie piscicole à sa botte, la cliente repart avec des pieds de bébé. PHOTO DIDIER SAULNIER, MAXPPP

PEAUX Des spas offrent des pédicures dans des aquariums.

Le poisson nous fait les pieds

Comme quoi vingt-trois ans de métier peuvent mener à tout et surtout nulle part. En l'occurrence, entre rire fou et angoisse abyssale, assise pieds nus, bloc papier sur les genoux, pieds nus, donc, dans un aquarium. Quoi, encore bourrée ? Pas du tout, en service commandé au Ruffa fish spa (1), un des endroits de la capitale (et du monde, ça ne se pratique pas que chez nous) où on peut bénéficier d'une pédicure opérée par des petits poissons marron, des *Garra Rufa* (poisson docteur) d'origine turque, explique obligeamment Sana, la gérante de l'institut. Qui a l'air de trouver hyper normal qu'on se fasse bouffer les pieds par une centaine de petits poiscailles pas tous de la même taille, «ça dépend de leur âge». Ah, très bien, ricane-t-on nerveusement, un tout petit peu ébranlée par la sensation grouillante des petites bouches – sans dents, Dieu bénisse – (on dit bouche, pour un poisson ?) aspirant goulument les peaux mortes du 36 fillette qui git avec résignation dans leur bac pour trente minutes (40 euros, payés par Libération).

Une dame à côté confie adorer «ça». Il y a beaucoup de clients, dit Sana, des enterrements de vie de jeunes filles, des

hommes qui viennent entre hommes, des touristes, des habitués... faisons donc comme si tout était normal. Ça chatouille atrocement, une sensation quasi électrique, des images de piranhas ou de fourmis géantes traversent l'esprit. L'idée de cette farandole piscicole accrochée aux peaux mortes est tout à fait dégoûtante, tiens on va demander s'il y a des poissons épilateurs pendant

Ces petits *Garra Rufa* ont des vertus thérapeutiques, en particulier pour soigner le psoriasis.

qu'on y est. «Non», rigole Sana, ajoutant que chaque bac peut faire 7 à 8 pédicures par jour, et que non, ça n'est pas leur nourriture : «ils mangent de la nourriture à poissons avec des nutriments», c'est juste un hobby, de bouffer les peaux mortes.

Passons sur les conditions de travail peu syndicales des poissons, Sana assure qu'ils sont très bien suivis par un vétérinaire ainsi qu'un aquariophile qui vient s'occuper des bacs une fois par semaine. Parce qu'évidemment, les réactions au retour de la «fish pédicure» ont fusé : «Ah, mais c'est dégueu,

les bacs doivent être infects et se faire manger les pieds par des poissons, franchement.» Non, les bacs n'ont pas l'air dégueu, les pieds des victimes sont très soigneusement désinfectés par la jeune femme qui vous installe et il est bien précisé au téléphone : «Venez sans vernis, sans verrue, sans mycoses.»

Après inspection, on part de la douche avec des petits chaussons et on s'installe pour profiter de cette pratique plusieurs fois centenaire et turque, donc. Un berger, raconte la légende, s'étant blessé au pied, se le mit à tremper dans une rivière.

Des centaines de petits poissons se jetèrent goulument dessus et il guérit. Il devint clair que ces petits *Garra Rufa* avaient des vertus thérapeutiques, en particulier pour soigner le psoriasis. En France, on se contente de les faire bosser comme pédicures (résultat équivalent à un gommage doux, mais peu de différence deux jours après et sans pose de vernis). Ces petits poissons d'élevage importés vivent quinze ans en liberté et environ six en bacs d'institut. C'est dire si les conditions de travail sont dures.

EMMANUELLE PEYRET

(1) www.ruffafishspa.com

L'ÉTUDE

DIEU FAIT GROSSIR

De quoi douter de l'existence du Très-Haut ? Se conforter dans l'idée que, décidément, la religion, ce n'est pas si bon pour la santé ? Une récente étude de la Feinberg school of medicine de Northwestern (Chicago) a en effet trouvé un lien entre piété et suralimentation, soit entre messe et obésité : les participants à l'étude qui vont à l'église toutes les semaines, ou plus, ont deux fois plus de chances d'être obèses que les autres. Enorme. La prière fait grossir ? Les chercheurs n'ont pas d'explication très rationnelle, mais ils supposent qu'il s'agit peut-être des goûters et autres fest-noz ultracaloriques organisés par les nombreuses petites églises de quartier qui flinguaient le tour de taille de leurs ouailles. Une pratique très américaine que cette mise en liaison du sacré et du culinaire. Comme quoi, la gourmandise n'est pas un péché.

FORMATION

mouamrane@amaurymedias.fr Contact: Tél: 01 40 10 52 11

REPERTOIRE

repertoire-libe@amaurymedias.fr Contact: Tél: 01 40 10 51 66

ENTRE NOUS

entrenous-libe@amaurymedias.fr
Contact: Tél: 01 40 10 51 66

PRESSE

Réunion d'information
Ce soir à 18 h

Concevoir un livre numérique
2 au 27 mai 2011 - 120 heures

Iconographe multimédia
6 juin au 1^{er} juillet 2011 - 120 heures

Conception graphique pour le Web
6 juin au 1^{er} juillet 2011 - 120 heures

Édition multimédia
14 juin au 8 juillet 2011 - 120 heures

Journalisme vidéo
27 juin au 21 juillet 2011 - 120 heures

7, rue des Petites Écuries Paris 10^e
01 53 24 68 68 - www.emi-cfd.comRéunion d'information
Ce soir à 18 h

Journaliste rédacteur bimédia
Secrétaire de rédaction bimédia

Graphiste multimédia
Secrétaire d'édition - Éditeur

Iconographe bimédia
Photojournaliste

Journaliste vidéo multimédia
Responsable éditorial de site

7, rue des Petites Écuries Paris 10^e
01 53 24 68 68 - www.emi-cfd.comRéunion d'information
Ce soir à 18 h

Stage de professionnalisation
Correction réécriture
26 avril au 13 juillet 2011

FORMATION À DISTANCE
Correction
À partir du 13 avril 2011

FORMATION QUALIFIANTE
Secrétaire d'édition
Éditeur
1^{er} septembre 2011 au 20 juin 2012

7, rue des Petites Écuries Paris 10^e
01 53 24 68 68 - www.emi-cfd.comRéunion d'information
Ce soir à 18 h

Formations qualifiantes
Secrétaire de rédaction bimédia
1^{er} septembre 2011 au 31 mai 2012

Journaliste rédacteur bimédia
15 septembre 2011 au 13 juin 2012

Écrire pour le Web
11 au 13 avril 2011

Les bases du secrétariat de rédaction
11 au 15 avril 2011

7, rue des Petites Écuries Paris 10^e
01 53 24 68 68 - www.emi-cfd.com

IMMOBILIER

immo-libe@amaurymedias.fr Contact: Tél: 01 40 10 51 66

VENTE

3 PIÈCES

MONTMARTRE 3P
COUP DE COEUR VUE
767 000 € 06.09.55.17.63

ATYPIQUES

PARIS LES BATIGNOLLES (17)
RARE, RdC de 85m2 sur jardin,
calme, soleil,
2 Ch, 2 SdB, séjour,
salle à manger, cuisine équipée,
nombreux rangements,
890 000 Euros.
Tél. 06.85.93.25.67
Agence s'abstenir

STUDIOS

M^e PLACE CLICHY
STUDIO + VERANDA
style loft - 250 000 €
URGENT 01 43 67 03 03

VILLÉGIATURE

MER

Grèce : Île de Léros...
Chambres d'hôtes de
charme... senteurs de thym,
d'origan... Face à la mer
www.psilonia.com
jacqueslaure@psilonia.com

A VOTRE SERVICE

ART

Achète Tableau anciens,
XIX^e et Moderne avant
1960 : Tous sujets, école de
Barbizon, orientaliste,
vue de venise, marine,
chasse, peintures
de genre, peintres français
et étrangers (russe, Grec,
Américains...), ancien atelier
de peintre décédé, bronzes...
Estimation gratuite :
V.MARILLIER@
WANADOO.FR
Tél. : 06.07.03.23.16

DÉMÉNAGEURS

DÉMÉNAGEMENT
URGENT
MICHEL TRANSPORT 7/7
Devis gratuit.
Prix très intér.
Tél. : 01.47.99.00.20.
micheltransport@wanadoo.fr

La reproduction
de nos petites annonces
est interdite



DEMERAMA
Le savoir - faire au service
de votre déménagement
www.demerama.fr
demeramafrance@
gmail.com
Tél: 01.47.99.05.24

DPJA Déménagement
Déménagement 7j/7
Très bon prix
Tél. : 01 43 48 39 68
ou dpja.transdem@
orange.fr

MESSAGES PERSONNELS

Ch. A la terrasse d'un café
normand. Vu deux amoureux
se tenant par la main.
Joli beau. Er.

Vous souhaitez passer
un message
dans les rubriques
TRANSPORTS
AMoureux,
MESSAGES
PERSONNELS,
JOUR de FÊTE.

Professionnels,
contactez-nous
au 01 40 10 52 15,
Particuliers
au 01 40 10 51 66
entrenous-libe@amaurymedias.fr

RENCONTRES DE
RENNES

RESPECT!

UN NOUVEAU
CONTRAT
SOCIAL

Rendez-vous
les 14, 15 et 16 avril
à Rennes
au Triangle
et au TNB

Entrée libre
et gratuite.
Inscriptions :
www.t-n-b.fr
www.liberation.fr



Par NICOLAS DEMORAND,
LAURENT JOFFRIN, MAX ARMANET

Ça pourrait être l'hymne de ces
trois semaines Rencontres de Rennes.
C'est Aretha Franklin qui chante un
morceau d'Otis Redding. Elle ne
demande à l'homme qui rentre à la
maison qu'un peu de respect avant
d'appeler le mot pour qu'il se le grave
dans la tête: «R-E-S-P-E-C-T».
«Respect»: une exigence, une
éthique, une valeur, un combat.
Au fil du temps, le mot a circulé de
gauche à droite, prenant à chaque
fois, selon les contextes et les
épques, une intensité et un sens
différents. Respect au sens
traditionnel, celui des parents, des
aînés, des autorités, des institutions.
Avec pour corollaire, des poussées
salutaires d'irrespect qui
viennent renverser les ordres
établis ! Sur un autre registre,
la revendication d'un droit au
respect, au cœur des luttes
individuelles, sociales et
politiques, pour affirmer une
différence, une identité, une
singularité, pour enfin les
faire valoir et admettre par
tous. De manière plus
contemporaine, le
nécessaire respect de
l'environnement et des
ressources de notre monde
commun. Véritable loupe, le
respect permet de scruter
notre monde social qui à la
tentation d'en faire une valeur à
sens unique. Dans cette
évolution majeure, qu'est-ce qui a
été perdu ? Qu'est-ce qui a été
gagné ? Question ouverte en
politique aussi, à l'heure du bilan de
la pratique hyperprésidentielle du
pouvoir : le respect de l'héritage
républicain, des institutions, de la
parole donnée est-il un frein à
l'action ? On le voit : la question du
respect est radicalement ouverte,
perpétuellement reformulée. Un
chantier et une invitation à agir.
D'où, et ce sera l'un des enjeux de ces
Rencontres, la nécessité d'entrevoir
sur quoi le respect peut concrètement
débloquer. Quels types de liens
civiques fondés sur la réciprocité il
permet d'inventer. Quelle relation à
l'autre il inaugure. Pourquoi pas aussi
quelles politiques, au sens profond, il
permet d'imaginer. Avec le respect,
quel contrat social ?

Pour vos annonces
immobilières dans



Professionnels, contactez-nous au 01 40 10 51 24,
Particuliers au 01 40 10 51 66 immo-libe@amaurymedias.fr

MÉTROPOLIS
Rennes

MONTAIGNE

RENNES

tnb

SNCF

TOTAL

Coca-Cola

France

Le Triangle

culture

info

LCP

Observateur

TV

Ouest France

CULTURE

PHOTO L'Anglais aux méthodes atypiques expose son œuvre mystérieuse et hypnotique à Madrid.

Et la lumière Fuss

Par **GILLES RENAULT**
Envoyé spécial à Madrid

L'Anglais Adam Fuss aura dû atteindre le cap de la cinquantaine pour connaître sa première exposition monographique sur le continent européen. Un délai assurément long, mais qui, au fond, n'a sans doute pas contrarié plus que cela un homme dont le travail si spécifiquement minutieux semble déjouer les critères temporels.

Déjà présent au Victoria and Albert Museum de Londres (la ville où il est né) ou au Met de New York (la ville où il travaille et réside), Fuss est donc arrivé à Madrid où, depuis fin janvier, ses photographies térébrantes ornent les murs de la Fondation Mapfre (*lire ci-contre*). Pour évoquer sa quête, quasi obsessionnelle, au point de suggérer la «solitude» et l'«égoïsme», il dit : «*Je ne sens que j'y suis arrivé que lorsque j'ai créé une image que je ne peux plus m'empêcher de regarder.*» Et ajoute – dans une petite vidéo de présentation où les mots paraissent lui coûter : «*Entretenir une relation saine avec ses congénères représente un défi pour un artiste comme moi, qui s'investit si profondément.*»

«**DICTATURE.**» Depuis les années 80, Adam Fuss aime à revisiter les tréfonds de la pratique photographique, dont il tire une expression radicalement personnelle et «moderne» transparaissant notamment dans l'usage des couleurs à un niveau que lui-même qualifie de «symbolique». Rempart contre la «dictature digitale sous laquelle ont grandi les jeunes photographes», le personnage a choisi de réinvestir des procédés

antédiluviens, tels que le daguer-réotype, le *sténopé* ou le photogramme.

Ceci posé, ses images – pour l'essentiel des grands formats – n'en restent pas moins d'authentiques casse-tête techniques, tant on a de quoi s'interroger sur la manière exacte dont il a pu obtenir tel ou tel résultat. Et, bien sûr, inutile de compter sur l'auteur qui, alchimiste laconique, rechigne à détailler ses secrets de fabrication.

SCRUTATION. Aussi sophistiquée que soit l'approche, Fuss reste un homme très «nature et découverte». Mais, cela ne saute pas toujours aux yeux : l'eau, les animaux (lapins, serpents...) ou les végétaux qui peuplent son univers s'y manifestent de manière fragmentée, abstraite, infraliminaires, exacerbant une poésie de l'étrange aux confins de l'évanouissement et de l'absence.

A cet égard, on reste fasciné devant un incroyable ensemble de quatre œuvres, a priori semblables, où l'on ne distingue d'abord qu'un fond rectangulaire uniformément anthracite, avant que la scrutation ne révèle des silhouettes ectoplasmiques d'enfants. De tâches blanches qui, ailleurs, suggèrent une nuée d'oiseaux volatilisés au sillage d'un reptile dans l'eau, Adam Fuss décroche avec mention son brevet de (contre-)plongée, invitant tout un chacun à le suivre dans ses odyssées thématiques, dont les intitulés (*Love, In Between, My Ghost...*) veillent à dévoiler le moins possible du mystère ambiant. ◆

ADAM FUSS à la Fondation Mapfre, 23, paseo de Recoletos, Madrid, jusqu'au 24 avril. Entrée libre. Rens. : 00 34 91 581 61 00.



Photogramme
Cibachrome
(procédé de tirage à partir de film inversible), sans titre, de 1998.
PHOTO ADAM FUSS

Depuis 1988, la Fondation espagnole met l'accent sur la photographie et le dessin.

Mapfre, plus qu'un musée

Enorme compagnie d'assurance implantée en Espagne et en Amérique du sud, Mapfre possède une Fondation qui se décline en cinq branches, dont une dévolue à la culture. Depuis 2008, ce secteur s'émancipe dans un palais madrilène du XIX^e siècle fraîchement restauré, juste en face du musée du Prado.

En 1989, un an après sa création, la Fondation a commencé à constituer sa propre collection, principalement axée sur le dessin et la photographie. «*Ce sont des domaines où nous cherchons un positionnement complémentaire de ce qu'on peut déjà voir dans de grands musées comme le Prado ou Reina Sofía*, explique Pablo Jiménez Burillo, directeur de l'institut culturel. Nous sommes devenus le seul établissement de Madrid à avoir une programmation régulière consacrée à la photographie, avec un discours cohérent et le souci de combler certaines lacunes, par exemple en ce qui concerne la place accordée aux artistes espagnols du XX^e siècle.»

Après Walker Evans, Nicholas Nixon, Lisette Model ou John Gutmann, la Fondation Mapfre annonce, en collaboration entre autres avec le musée Carnavalet, *Eugène Atget, Paris, 1898-1924*, du 27 mai au 27 août. Contrairement aux musées publics, dont l'entrée est payante, on accède librement aux expositions de la Fondation – qui accueillent plusieurs dizaines de milliers de personnes (1).

«*Nous sommes certes ravis d'être très visités*, précise Pablo Jiménez Burillo. Mais, n'ayant aucune obligation de résultat, le critère de fréquentation n'interfère pas avec nos choix artistiques, qui ne sont pas nécessairement «grand public».

G.R. (à Madrid)

(1) A défaut de se rendre à Madrid, le site internet propose de très performantes visites virtuelles des expositions (actuellement l'art roman, outre Adam Fuss) : http://www.mapfre.com/fundacion/es/exposiciones/cultura/Exposiciones_Virtuales.shtml

«Non, je ne suis pas mort. Il y en a peut-être qui veulent que je m'en aille... Je suis et heureux et navré de ne pas être malade.»

Charles Aznavour donné pour mort sur le Net depuis trois semaines, sur RTL, hier

DÉCRYPTAGE

Par BRUNO ICHER

Le CNC veut des distributeurs transparents

Le Centre national du cinéma poursuit son travail sur «la transparence de la filière cinématographique». Après l'accord signé entre producteurs et auteurs en décembre, c'est au tour des métiers liés à la distribution des films de faire l'objet d'une mission, confiée à Michel Gomez, délégué général de la Mission cinéma de la Ville de Paris, qui devrait rendre son rapport en juin.

Dans quelle logique cette mission s'inscrit-elle ?

Après publication du rapport du Club des 13, regroupement de professionnels, le CNC a mis en place un groupe de travail pour examiner les dysfonctionnements dont souffre le cinéma français. Deux ans de travail plus tard, un consensus a été obtenu et un train de mesures, dont bon nombre de propositions du Club des 13, a été adopté, notamment dans le cadre des relations entre producteurs et auteurs. Il s'agit de poursuivre cet exercice en aval.

Qui sera concerné ?

En premier lieu, les distribu-

teurs, dont il existe une multitude de variantes, selon l'importance de la société, son indépendance ou son appartenance à un groupe, etc. Pour eux, il s'agirait de redéfinir le système des aides. Mais la mission ne s'arrête pas là. Michel Gomez devra réunir les producteurs et tous les mandataires : distributeurs, donc, éditeurs vidéo, exportateurs ou acheteurs.

Quelles sont les difficultés de l'exercice ?

Essentiellement la complexité du secteur liée à la multiplicité de ses acteurs, répondant à des logiques parfois différentes. Pas grand-chose de commun, en effet, entre un petit distributeur qui s'occupe de quatre ou cinq films par an et des groupes comme Pathé qui couvrent tout le spectre des métiers liés au cinéma. Sans oublier les chaînes de télévision, les plateformes de vidéo à la demande ou les éditeurs de DVD ou de Blu-ray. Il s'agit donc de parvenir, comme entre producteurs et auteurs, à une «analyse partagée» de tous ces professionnels. ◆

THÉMA Installations, cinéma, jeux vidéo et concerts au programme jusqu'à dimanche.

La Gaîté lyrique s'enflamme pour Berlin

Moins d'un mois après son ouverture, la Gaîté lyrique cherche sa vitesse de croisière. Avec son tout premier temps fort, «Berlin Next !», programmation d'une semaine consacrée à la capitale allemande où se croisent jusqu'à dimanche, musiciens, plasticiens, performers ou vidéastes, l'occasion était belle de faire un état des lieux, provisoire bien entendu.

Premier constat, la blancheur clinique de la Gaîté a encore un peu de mal à se déridier. C'est le cas notamment pour le premier sous-sol, où les deux installations d'Evol et de Visiomat semblent un poil égarées dans l'immensité obscure de l'espace. Visiomat inc. et Telematique ont travaillé sur un mur de projection rappelant les reliefs structuralistes si populaires à l'époque de la RDA ; mais l'accrochage en hauteur le déconnecte d'un public qui passe en le voyant sans vraiment le regarder.

Plus loin, l'installation d'Evol et Arne Beck, *Circuit Square*, distille une mélancolie un peu involontaire. Cette reproduction en modèle réduit d'un quartier berlinois, qui passe en quelques minutes de la grisaille bordélique et festive des années Mur aux rénovations chic toc d'après la réunification, n'est assurément pas vilaine à regarder. Au centre du dispositif, deux bancs incitent à marquer une pause, durant laquelle on en profite vite pour converser, sans forcément prêter une attention soutenue aux variations visuelles environnantes.

Minimalistes. A l'étage, juste à côté du centre de ressources qui se remplit à grande vitesse de bouquins pas faciles à dénicher, le tout en accès libre, le petit espace des jeux vidéo est remarquablement astucieux. Pour Berlin Next !, sept ou huit jeux tournent sur de grands écrans, à disposition, dont le magnifique jeu indépendant *Limbo*, et quelques belles réalisations telles *Flower* ou *Little Big Planet*, illustrations d'univers minimalistes ou à construire soi-même, bien en phase avec l'esprit berlinois. Mercredi soir, l'auditorium présentait aussi une belle sé-



Berlin Block Tetris, court métrage de Serjei Hein. PHOTO DR

lection de films, *Berlin Cuts*, dans une salle presque comble. Des courts, des très courts, de l'expérimental, de l'animation, du très réussi ou du partiellement raté, la programmation de Claire Cook avait le mérite d'entretenir la curiosité. Manquait simplement un petit livret avec le nom des films et des auteurs à la sortie.

Juste derrière, le volet «spectacle vivant» de Berlin Next ! était assumé par une

comme pour un bon match de foot ou une étreinte torride, pour que le moment soit intense, il faut être deux. Or, la grande salle de la Gaîté lyrique, capable d'accueillir 800 personnes, devient un endroit particulièrement réfrigérant quand, aux trois quarts vides, il n'héberge qu'une audience stoïque, à l'évidence pas du tout encline à faire la chenille.

Concurrence. Pour être exact, il convient de préciser

que, la veille, le premier concert du cycle (avec Pantha du Prince) affichait complet. Mais, mercredi, la

Au sous-sol, des projections rappelant les reliefs structuralistes de l'époque RDA. A l'étage, des jeux tournent sur de grands écrans.

double affiche curieusement symétrique, formée de Jahcoozi et Barbara Panther, soit de jeunes apatrides métissées, longilignes et toniques – avec à chaque fois un *man-machine* palot à leur côté –, dont les parcours respectifs (Londres et Zimbabwe pour l'une, Rwanda et Belgique pour l'autre) symbolisent l'attractivité de la ville allemande perçue comme creuset à la pointe de la créativité musicale (1). Seul souci,

concurrence était trop rude avec, destiné au même segment de public (pas extensible à l'infini), une soirée d'ouverture Quartz/Nemo, gratos, à la Cigale.

BRUNO ICHER
et GILLES RENAULT

(1) A l'occasion de Berlin Next !, la Gaîté lyrique et Naïve publient Berlin, City Sounds Step 1, un opulent coffret qui, en 6 CD et 71 titres, survole plus de trente ans de création musicale, du Krautrock à l'IDM la plus actuelle.

50

C'est, en kilos, le poids estimé d'un canon du XIX^e siècle mesurant environ un mètre, qui a été volé entre le 15 et le 21 mars, au premier étage de l'Hôtel des Invalides, où se situe le musée de l'Armée, à Paris. La brigade de répression du banditisme est sur le coup.

L'HISTOIRE

MALAISE MÂLE EN MALAISIE

Le premier film malaisien sur la transsexualité a passionné le public local, cette semaine. Un parti islamique a dû appeler hier à sa proscription, dans un pays où l'homosexualité reste illégale. *Dalam Botal* («A l'intérieur d'une bouteille») a fait 1 million de ringgit (235 000 euros) en cinq jours, un carton selon le quotidien *The Star*. Le long métrage raconte l'histoire assez confuse d'un garçon qui change de sexe pour plaire à son amant, avant de le regretter car tombant amoureux d'une femme. Le tout fait un film à message, selon la production, pour «rappeler à la société de ne pas se laisser influencer par la culture gay, taboue dans ce pays». La loi prévoit des amendes salées contre l'évocation de la chose dans les médias ; la sodomie consentie est punie de lourdes peines d'emprisonnement. Bien que *Dalam Botal* s'achève sur le choix du héros d'un amour «sain» (hétérosexuel), le parti islamique conservateur PAS condamne le film. «Nous ferions mieux de nous concentrer sur la drogue», estime-t-il.

MÉMENTO

Lords of Altmont Hard-goth californien. La Clef, 46 rue de Mareil, St-Germain-en-Laye, 78. Ce soir à 20 h 30.

Puggy Pop anglo-franco-suédo-bruxelloise. Bataclan, 50 bd Voltaire, 75011. Ce soir à 20 heures.

Archie Shepp & Napoleon Maddox Phat Jam, illustré en direct par le graphiste Wozniak. Centre des Arts, 12, rue de la Libération, Enghien-les-Bains (95). Ce soir & demain à 20 h 30.

OSP PUBLICATIONS JUDICIAIRES

01.49.04.01.85 - annonces@osp.fr

Par jugement définitif en date du 26 novembre 2010, le Tribunal de Grande Instance de Paris a statué comme suit :
- " DIT que le livre Séraphine de Senlis dont Monsieur Alain VIRCONDELET est l'auteur bénéficiaire de la protection instaurée par le livre I du Code de la propriété intellectuelle ;
- DIT qu'en reproduisant 9 passages de cette œuvre dans la première version du scénario du film Séraphine sans autorisation préalable, la société TS PRODUCTIONS et Monsieur Martin PROVOST ont commis des actes de contrefaçon ;
- CONDAMNE in solidum la société TS PRODUCTIONS et Monsieur Martin PROVOST à payer à Monsieur Alain VIRCONDELET la somme de 25.000 euros en réparation de l'atteinte portée à son droit moral d'auteur ;
- CONDAMNE in solidum la société TS PRODUCTIONS et Monsieur Martin PROVOST à payer à la société EDITIONS ALBIN MICHEL la somme de 25.000 euros en réparation de l'atteinte à ses droits patrimoniaux ;
- ORDONNE la publication du présent jugement dans 3 journaux ou magazines du choix des demandeurs et aux frais des défendeurs, dans la limite de 3.500 euros HT par insertion ;
- DIT que Monsieur Martin PROVOST devra garantir la société TS PRODUCTIONS de l'intégralité des condamnations prononcées contre elle ;
- REJETTE le surplus des demandes ainsi que la demande reconventionnelle ;
- CONDAMNE in solidum la société TS PRODUCTIONS et Monsieur Martin PROVOST à payer à Monsieur Alain VIRCONDELET la somme de 6.000 euros et à la société EDITIONS ALBIN MICHEL la même somme de 6.000 euros sur le fondement de l'article 700 du Code de procédure civile ;
- CONDAMNE in solidum la société TS PRODUCTIONS et M. Martin PROVOST aux dépens, qui seront recouverts conformément aux dispositions de l'article 699 du Code de procédure civile ".

RADIO Format «noble», le reportage radiophonique est pourtant produit par des auteurs sous-payés et mal considérés.

Les micros précaires du docu sonore

Par **HERVÉ MARCHON**
Illustration
SÉVERIN MILLET

Comment va le documentaire sonore ? Pas mal. Comment vont les auteurs de documentaires sonores ? Pas bien. Paradoxe : l'un des genres radiophoniques les plus nobles est produit par une ribambelle d'intermittents. «*Jamais on n'a vu une telle vitalité du documentaire audio*», constate Silvain Gire, créateur et directeur éditorial d'Arte Radio qui, en neuf ans d'existence, a diffusé plus de 240 auteurs, et apporté une bouffée d'air à un format radio diffusé surtout sur France Culture, un peu sur France Inter, quelquefois sur certaines radios associatives. «*De plus en plus de jeunes ont envie de produire des documentaires*, explique Gire. *Des auteurs qui sortent d'école de radio et qui méprisent la dépêche d'actualité et l'info en continu qu'on leur enseigne.*» Ils s'essayaient à ce format sonore inconnu des RTL, Eu-

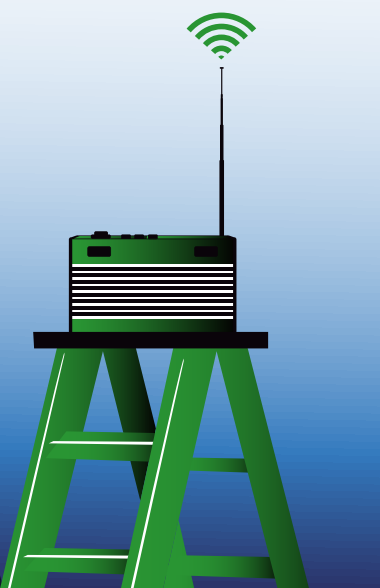
rope 1 et autres FM. Arte Radio, Silence Radio, Ousopo (1) et blogs personnels, les auteurs de documentaires diffusent en podcast leurs œuvres et s'affranchissent des normes de production de la radio hertzienne. Ils enregistrent aussi pour France Culture qui, malgré la disparition de plusieurs émissions dévolues au genre, continue coûte que coûte à fabriquer du docu.

CLICHÉS CH'TIS. Ils enquêtent sur le suicide des personnes âgées, planquent sur des aires d'autoroute où se forment des couples illégitimes, suivent une sage-femme dans ses visites médicales, reconstituent la vie d'une jeune femme morte seule chez elle à Marseille, enregistrent leur vélo qui couine et grince, tournent dans le Nord sur les traces des clichés ch'tis. Dans la lignée du cinéma-vérité, ils vont là où les gens vivent, les enregistrent au plus près ; ils ont pour modèle Raymond Depardon ou Chris Marker. Ils sont équipés des minienregistreurs numériques qui pullulent sur le marché, et retrouvent le désir qui animait la génération de René Farabet (créateur de l'Atelier de création radiophonique), laquelle, après Mai 68, s'était échappée de «*l'étouffoir des studios de la Maison de la radio*». Lourde magnéto en bandoulière, cette génération voulait changer la radio et, de média du temps réel, du direct, la transformer en média de la vie réelle. Dehors la vie est belle, mais la vie est dure. Au revers de la médaille se dessine le profil de la précarité : les auteurs de documentaires sont aussi gardiens de musée, pions, scripts, travailleurs sociaux, serveurs de fast-food, hôtesses d'accueil, accordéonistes, profs de fac, baby-sitters, compositeurs. Après plusieurs années de vaches maigres, beaucoup, même très talentueux, abandon-

RADIO FRANCE : DROITS A MINIMA

Comment sont calculés les droits d'auteur des documentaires diffusés en podcast ou en streaming sur le site de Radio France ? Les auteurs aimeraient bien le savoir. Mais l'accord entre Radio France et la Scam (Société civile des auteurs multimédia) conclu en deux temps (avril 2006 puis juillet 2008), unique en France, est confidentiel : «*Il n'a pas vocation à être communiqué*», selon ses signataires. Même aux principaux intéressés, les auteurs ? Oui. *Libération* s'est procuré la version 2006 de cet accord. On y apprend que l'assiette de calcul de la rémunération des droits d'auteur est basée en partie sur le nombre de pages vues du site, en partie en pourcentage des recettes pub de Radio France. «*La philosophie générale de cet accord est d'asseoir l'assiette des droits sur le chiffre d'affaires de Radio France*», explique Hervé Rony, président de la Scam. Étonnant quand la pub représente moins de 10% du budget du service public. Pourquoi pas un calcul au nombre réel de téléchargements (France Culture est la troisième radio la plus podcastée) ? Les droits d'auteur sur Internet «*sont un enjeu essentiel, mais marginal sur le plan économique*», calme Hervé Rony. Sur la foi des relevés Scam, grâce à cet accord, un auteur de documentaires a touché 1,55 euro pour une œuvre d'une heure au titre de l'année 2007 payée... en 2010 ! H.M.





nent. Ceux qui vivent de leurs productions sonores seraient une vingtaine, selon l'estimation de Gire. Et, le plus souvent, ils avouent dans un souffle ne même pas être impossibles. L'un des auteurs de docus ironise: «*Le seul luxe que nous connaissons, c'est le voyage en première*

L'auteur de docus se vit en créateur, mais il est appelé «producteur délégué» ou «technicien spécialisé». Comme si même la reconnaissance des mots n'existait pas.

classe quand nous travaillons pour France Culture.»

Une exigence de la convention collective de la Maison ronde dont ils se passeraient bien pour être payés plus. Quelque 1025 euros brut pour la production d'un 52 minutes (format de l'émission *Sur les docks*) chez France Culture, plus 600 euros de droits d'auteur versés après diffusion par la Scam. De trois à trente jours rémunérés 140 à 200 euros par jour chez Arte Radio, mais pas de droits d'auteur. Pas de cachet mais des droits d'auteur pour une diffusion sur Radio Grenouille à Marseille ou Jet FM à Nantes, parmi les rares radios associatives à diffuser du documentaire sonore. Loin des cachets de la radio allemande qui, pour un 52 minutes, rémunère 4 200 euros. Très loin des budgets du documentaire télé. «*Un tiers de rémunération au cachet, un tiers de droits d'auteur, un tiers d'Assédic quand on réussit à*

avoir le statut d'intermittent. Voilà de quoi nous vivons», résume une auteure. «*Pour avoir un salaire décent, il faudrait produire trois documentaires par mois*», dit un autre. Impossible quand un docu demande réellement plusieurs mois de travail.

«*La rémunération des auteurs de documentaires est indécente*», nous disait Jean Lebrun en janvier quand il était encore producteur de *Sur les docks* et conseiller des programmes à France Culture (2). Un jugement repris par Olivier Poivre d'Arvor, directeur de France Culture (lire ci-dessous) qui promet des améliorations.

Mais Jean Lebrun ajoutait: «*On ne peut pas vivre de la radio. Auteur de documentaire n'est pas un métier.*» «*L'auteur de docu est trop souvent considéré comme un passe-micro.*



**SUR
LIBÉ.FR**

A écouter sur LibéLabo.fr

Mais pourquoi tu m'enregistres en train de faire le café ? un documentaire sonore de Mariannick Bellot et Laurent Benaim sur les auteurs de documentaires.

L'idée qu'un docu est une œuvre totale n'existe pas», déplore Mariannick Bellot, qui produit docus et fictions pour la radio. Il se vit en créateur, mais l'auteur de documentaire est appelé «producteur délégué» ou «technicien spécialisé» sur ses fiches de paie. Comme si même la reconnaissance des mots n'existait pas. «*Si l'auteur de documentaire n'est ni auteur ni journaliste, alors il est quoi ?*» demande Irène Omélianenko, productrice coordinatrice de *Sur les docks*, mais aussi présidente d'Addor (3), l'Association pour le développement du documentaire radiophonique créée il y a un peu plus d'un an pour «rassembler les auteurs de docus, jusqu'ici très isolés».

RENOUVEAU. Près de 150 adhésions plus tard, des cycles de conférences et des séances d'écoutes publiques, l'Addor structure une profession en plein renouveau. Elle avance «plus forte et plus créative» face aux diffuseurs. Le 3 mars, en remplacement de Jean Lebrun, Irène Omélianenko a d'ailleurs été nommée conseillère de programmes en charge d'un domaine beaucoup plus vaste que son prédécesseur: le documentaire et la création radiophonique. Une excellente nouvelle pour le docu sonore, se réjouissent les auteurs. ◆

(1) Arteradio.com, Silenceradio.org, Ousopo.info.

(2) Le 28 février, Jean Lebrun a remplacé Patrice Gélinet sur France Inter, nommé au CSA.

(3) Addor.org.

Directeur de France Culture, Olivier Poivre d'Arvor refuse la création d'unité spécialisée mais veut doubler les cachets:

«Ce n'est pas normal d'être payé trois jours pour un mois réel de travail»

Olivier Poivre d'Arvor est directeur de France Culture depuis septembre 2010.

Quelle place trouvera le documentaire dans votre grille de rentrée 2011 ?

Le documentaire, c'est une des fiertés de France Culture et une fascination pour moi. Les formes les plus fragiles à la radio sont le documentaire et la fiction. Et, je vous l'affirme, je veux les protéger contre toute perte ou effacement: la saison prochaine, le documentaire occupera les mêmes places, la même durée dans la grille de France Culture. Je souhaite pouvoir redonner un espace à la création, le soir, de 22 heures à minuit. Un espace de récits, qui peuvent prendre des formes de fictions, de documentaires. Je souhaite enfin créer une collection de documentaires consacrés aux grandes villes du monde: deux heures chaque week-end pour le portrait d'une ville dressé par les artistes qui l'habitent. Je conçois cette série sur cinq ans comme une série patrimoniale.



AFP

Pourquoi n'y a-t-il pas un budget pour le documentaire à France Culture comme il existe un budget pour la fiction ?

La fiction est une mission régalienne de France Culture. A ce titre, elle bénéficie d'un budget. Pour le documentaire, une partie des moyens ne vient pas de nous mais de Radio France, comme le salaire des techniciens qui travaillent pour toutes les chaînes de la maison. Créer un service du documentaire comme il existe un service de la fiction aboutirait au formatage des formes documentaires, qui sont très différentes selon les émissions: *la Fabrique de l'histoire*, *les Pieds sur terre*, *Sur les docks*, *les Passagers de la nuit*, *les ACR*. Tous ces beaux animaux ne peuvent être mis dans la même cage avec le même dompteur. D'autre part, la forme documentaire doit irriguer toutes les émissions de la chaîne et ne pas se cantonner à certaines cases horaires.

Pourquoi les auteurs de documentaires qui travaillent entre autres pour

France Culture ne peuvent-ils vivre de ce métier ?

Je sais que les rémunérations sont faibles, je suis le premier directeur à dire que c'est scandaleux. Ce n'est pas normal d'être payé trois jours pour un mois réel de travail. Durant mes cinq ans de mandat, je souhaite doubler le cachet d'un documentaire pour *Sur les docks* par exemple, le faire passer à 2 000 euros. Auteur de documentaires, c'est clair, est un statut précaire, un statut d'intermittent. Il n'est pas possible de leur garantir le plein-emploi, à moins d'entretenir un corps de quelques auteurs et se passer alors de tous les autres. Ce ne serait pas intéressant pour la diversité de la création. Les auteurs de docu sont des écorchés, car ce sont des créateurs. Je les admire. J'espère qu'ils se sentiront aimés ici. Alors je reconnais que ce n'est pas la réponse à la question de la précarité. Mais, dès lors qu'on attache de l'importance à ce qu'ils font, qu'on les prend vraiment pour des créateurs, c'est déjà un réconfort.

Recueilli par H.M.

CARNET

CONFÉRENCES

Dans le cadre de son cycle de conférences Les Libres

Propos,

l'Ipag,

Ecole Supérieure de

Commerce,

vous invite mardi 5 avril

à 19h00

à entendre

Michel-Edouard LECLERC

sur le thème de L'avenir des grandes surfaces face au e-commerce ?

l'Ipag,

184 boulevard Saint Germain,

75006 Paris.

01.53.63.36.36.

www.ipag.fr

La Société du Désir

Un cycle de 3 débats, organisé par La Fabrique des Idées du Théâtre National Populaire, conçu et animé par Gérard Garutti,

en Résonance à La Célestine et à Don Juan 2 pièces du Siècle d'Or espagnol mises en scène par Christian Schiaretti Et présentées au Théâtre Nanterre - Amandiers du 10 mars au 6 avril 2011.

- Jeudi 24 mars, de 19h à 21h
« Les héros du désir », Avec Florence Delay, écrivain, traductrice de La Célestine et Camille Dumoulié, comparatiste, à l'Institut Cervantès, 7 rue Quentin Bauchart Paris 8è

- Vendredi 25 mars de 19h à 21h,
« Le règne du désir », Avec Paul Audi, philosophe et Annie Le Brun, écrivain et Pierre Manent, philosophe, à l'Université de Chicago à Paris, 6 Rue Thomas Mann Paris 13è

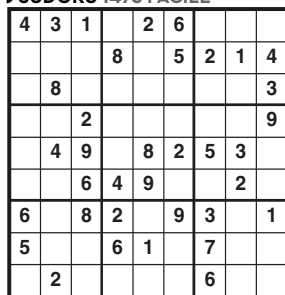
- Mardi 5 avril de 19h à 21h
« À bout de désir », avec Michela Marzano, philosophe et Myriam Revault d'Allonnes, philosophe, à Sciences Po, Amphithéâtre Chapsal, 27 rue Saint-Guillaume Paris 7è M° Saint-Germain-des-Près Entrée libre

La reproduction de nos petites annonces est interdite

Le Carnet
Christiane Nouygues
01 40 10 52 45

carnet-libe@amaurymedias.fr

SUDOKU 1476 FACILE



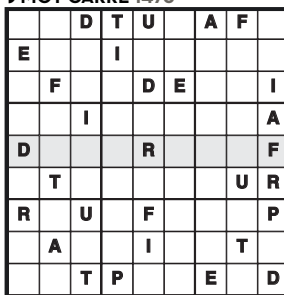
SUDOKU 1475

7	2	4	5	8	6	9	3	1
6	3	8	1	9	2	7	4	5
9	5	1	7	3	4	2	8	6
1	4	2	3	6	9	5	7	8
8	7	3	4	2	5	6	1	9
5	6	9	8	1	7	3	2	4
4	1	7	6	5	3	8	9	2
3	9	6	2	4	8	1	5	7
2	8	5	9	7	1	4	6	3

MOT CARRÉ 1475

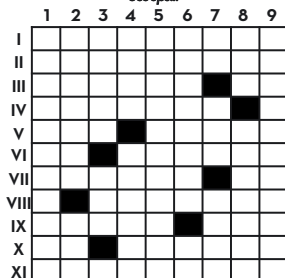
R	R	O	I	R	U	G	L
E	C	O	S	U	L	I	B
L	I	C	H	R	E	O	R
B	R	O	V	I	L	O	
O	U	L	N	O	R	I	
B	E	I	L	C	O	R	B
I	L	E	R	C	O	R	B
C	B	R	E	O	U	L	I
U	O	I	L	C	B	R	E

MOT CARRÉ 1476



Permet l'élimination des toxines

Scoops...

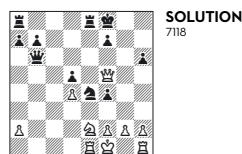
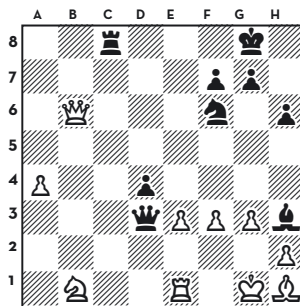


LES MOTS D'OISEAU # 4368

H.I. Selon nos informateurs du jour, la démission de M. Sarkozy le serait. - II. Tels certains réseaux d'information très sophistiqués. - III. Ne tolère aucun relâchement. Gros pollueur dans le golfe du Mexique. - IV. Sa voix est pure et claire. - V. Peu porté sur la libéralité. Petit protozoaire voguant en toutes eaux grâce à ses pseudopodes. - VI. Toujours en vigueur. Vins, après mûre réflexion. - VII. Luth à deux manches, très en vogue sous le Roi-Soleil. Sur plaque de Maseru. - VIII. Fis l'accapareur. - IX. Sur les dix-sept mille pages que compte le Journal intime de ce Genevois, seules cinq cents furent publiées à sa mort, en 1881. Moderne jouvenceau. - X. Note. Belle marquise, mère de d'Alembert. - XI. Cas.

LES MOTS D'OISEAU # 4369

H.I. Selon les dits informateurs, enfin touchée par la grâce du divin Léon, Mme Le Pen le serait depuis ce matin. - 2. Longueur d'oxford. Vaut le barbeau. - 3. Se fait plus sage. Personnel en grand désordre. - 4. Lune des premières toiles que peint Van Gogh à l'asile de Saint-Rémy. Cueillette. - 5. Oiseaux aussi, mais de nuit. - 6. Entreprises. La grande Simone avec le suivant. - 7. Cf. le précédent. Phormion en version néo-zélandaise. Délicieuse galette de maïs. - 8. Petit bassin. Vrai saltimbanque. - 9. Mines.



SOLUTION

7118

1.Dxd4! La dame est intouchable, car si 2.Cxd4, 2...Cd2+ 3.Rg1 Txe1 mat. 2.Dxf4 Les blancs parent au plus pressé, le mat en f2. 2...Cd2+ 3.Rg1 Dxf4 - attention au piège 3...Txe2?? qui permet aux blancs de s'échapper par l'échec perpétuel 4.Dxh6+ - la dame noire ne peut être reprise en raison du mat par ...Txe1#.

ECHECS 7119

NIVEAU 2

Match de Tachkent (Uzb), 2011

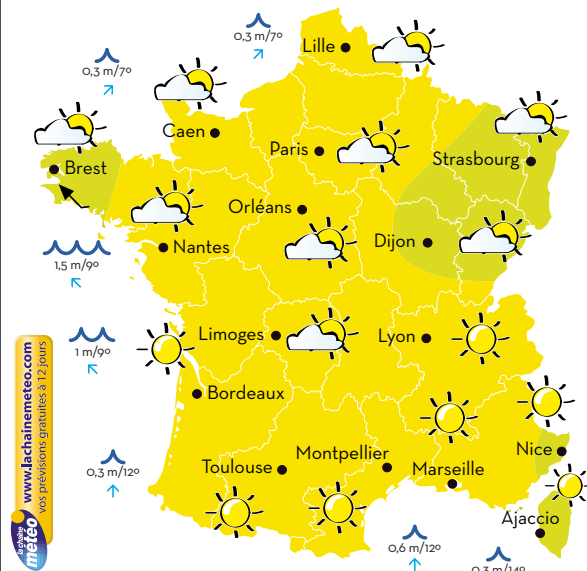
Les Noirs jouent et font mat.
B. Kasimdzhanov N. Anand
Cht d'Europe à Aix-les-Bains: la tension monte
Le sprint final est lancé à trois rondes de la fin, et la fièvre s'empare des premiers échiquiers, pour deux raisons essentielles: la première est que le niveau est terriblement élevé, ainsi que très homogène; c'est l'ultime coup de rein, la qualité de la préparation, la résistance physique et nerveuse et surtout la prise de risque qui fera la petite différence au moment d'accéder au podium.
Ensuite, l'atmosphère est plombée par l'affaire de la triche par l'électronique. On a découvert avec horreur que quelques joueurs tricolores de premier plan brisaient l'éthique et le symbolisme de pureté - que le meilleur gagne, à partir d'une situation égale au départ - attachés traditionnellement au jeu d'échecs. Mis au pilori par la commission de discipline de la FFE qui le condamne à 3 ans de retrait de licence, un jeune grand maître français persiste et signe dans l'attente de l'échéance des procédures en cours. Il occupe les premiers échiquiers d'Aix-les-Bains et concourt au titre de champion d'Europe. Triche-t-il ou pas ? On n'en sait rien, mais ses adversaires sont paniqués. Celui de la 8e ronde, le n°1 d'Espagne Vallejo Pons, a immédiatement demandé à voir un médecin à l'issue de sa partie. Clas. provisoire après 8 r.: 1-6e Potkin, Ragger, Iordachescu, Parligas, Mamedov et Vitiugov 6,5 points, etc. Jean-Pierre Mercier

Libération
LIBÉRATION
www.libération.fr
11, rue Béranget 75014 Paris
cedex 03
Tél.: 01 42 76 17 89
Edité par la SARL Libération
SARL au capital de 8 726 182 €.
11, rue Béranget, 75003 Paris
RCS Paris : 382 028 199
Durée : 50 ans à compter
du 3 juin 1991.
Cogérants
Nathalie Collin
Nicolas Demorand
Associée unique
SA Investissements Presse
au capital de 18 098 355 €.
Coprésidents du directoire
Nathalie Collin
Nicolas Demorand
Directeur de la publication
et de la rédaction
Nicolas Demorand
Directeur délégué
de la rédaction
Vincent Giret
Directeurs adjoints
de la rédaction
Stéphanie Aubert
Paul Quinio
François Sergent
Directrice adjointe
de la rédaction,
chargée du magazine
Béatrice Vallaeys
Rédacteurs en chef
Ludovic Blecher
(éd. électronique)
Christophe Boulard
(technique)
Gérard Lefort
Fabrice Rousselot
Olivier Wicker (Next)
Directeur artistique
Alain Blaise
Rédacteurs en chef adjoints
(édition)
Grégoire Biseau (éco-terre)
Jacky Durand (société)
Olivier Costemalle et Richard
Poirat (éd. électronique)
Mina Rousabah (photo)
Marc Semo (monde)
Sibylle Vincendon (spéciaux)
Pascal Viroi (politique)
Directeur des Editions
Electroniques
Ludovic Blecher
Directeur administratif
et financier
Chloé Nicolas
Directeur commercial
Philippe Vergnaud
diffusion@liberation.fr
Directeur du développement
Max Armand
ABONNEMENTS
03 22 19 25 54
scaeb@liberation.fr
abonnements.libération.fr
PUBLICITE
Directrice générale
d'Espaces Libération
Marie Giraud
Espaces Libération
11, rue Béranget,
75003 Paris.
Tél.: 01 44 78 30 67
Publicité commerciale,
littéraire, financière,
arts et spectacles. Publicité
locale et parisienne.
Annuaires médias
25, avenue Michelet
93405 Saint-Ouen Cedex
Tél 01 40 10 53 04
hpiat@manchettepub.fr
Petites annonces.Carnet.
IMPRESSION
POP (La Courneuve),
Mid-print (Gallargues)
Nancy Print (Nancy)
Ouest-Print (Bournezeau).
Imprimé en France
Tirage du 31/03/11
153 107 exemplaires.
Membre de OJD -
Diffusion Contrôlée.
CDDP : C 80064
ISSN 0335-1793.
Nous informons nos lecteurs
que la responsabilité du journal
ne saurait être engagée en
cas de non-restitution de documents

VENDREDI 1^{ER}

MATIN Très doux au sud. Plus nuageux en allant vers les côtes de la Manche, éventuellement quelques ondées éparses.

APRÈS-MIDI Le soleil se généralise sur toutes nos régions avec des températures très agréables, printanières.



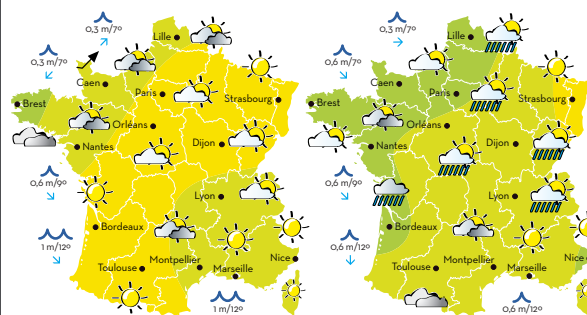
FRANCE	MIN/MAX	FRANCE	MIN/MAX	SELECTION	MIN/MAX
Lille	10/21	Dijon	10/19	Alger	12/18
Caen	11/21	Lyon	8/21	Bruxelles	9/21
Brest	11/17	Bordeaux	9/25	Jérusalem	12/28
Nantes	10/22	Ajaccio	12/19	Londres	10/20
Paris	12/23	Toulouse	7/23	Berlin	9/19
Nice	13/17	Montpellier	11/23	Madrid	8/24
Strasbourg	9/20	Marseille	11/21	New York	1/4

SAMEDI 2

Le beau temps se maintient sur de nombreuses régions. Nuages plus conséquents sur la pointe bretonne.

DIMANCHE 3

Une nette dégradation orageuse traversera la plupart de nos régions, suivie d'un temps nuageux et plus frais.



Soleil	Éclaircies	Nuageux	Couvert	Faible	Calmé
Averses	Pluie	Orage	Neige	Moderé	Peu agitée
				Fort	Agitée

-10°/0°	1°/5°	6°/10°	11°/15°	16°/20°	21°/25°	26°/30°	31°/35°	36°/40°
---------	-------	--------	---------	---------	---------	---------	---------	---------

présente

Cesaria Evora

Paris / Grand Rex

29 & 30 avril 20h

Locations: points de vente habituels

albums « Cesaria Evora » et « Best of Lura » déjà disponibles

1^{ère} partie: Lura

libération

inter

Italie La croix s'accroche à l'école

Par **ÉRIC JOSZEF**

Envoyé spécial à Abano Terme

Massimo Albertin s'attendait, confiant, à un verdict positif pour la fin de l'année 2010. Il parlait même, avec un brin d'ironie, du «cadeau de Noël» qu'allait lui faire, à coup sûr, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), sise à Strasbourg. En novembre 2009, elle avait sommé l'Italie de remettre les crucifix des écoles transalpines, comme il le réclamait. Au nom de l'article 9 de la convention des droits de l'homme, la Cour avait jugé la présence dans les classes de la croix chrétienne «contraire au droit des parents d'éduquer leurs enfants selon leurs convictions» et «au droit des enfants à la liberté de religion». Il était clair que sa Grande Chambre, saisie en appel par le gouvernement italien, allait confirmer le jugement adopté un an plus tôt à l'unanimité.

«C'est une énorme déception, dit aujourd'hui Massimo Albertin, sous le choc. Nous savions que nous devions faire face à un adversaire extrêmement puissant mais le retournement du verdict est tellement spectaculaire!» Dans son arrêt définitif rendu le 19 mars, la Cour européenne a jugé «qu'en décidant de maintenir les crucifix dans les salles de classes de l'école publique, les autorités ont agi dans les limites de la latitude dont dispose l'Italie dans le cadre de son obligation de respecter le droit des parents d'assurer cette instruction conformément à leurs convictions religieuses et philosophiques». En clair, les milliers de croix qui ornent les écoles publiques italiennes ne sont pas illégales. «L'Europe se rachète et nous laisse le crucifix», procla-

maît dès le lendemain le journal populaire de droite *Libero*. «Oui au crucifix, l'Europe retrouve ses racines chrétiennes», lui faisait écho, triomphant, *Il Giornale*, le quotidien de la famille Berlusconi. Pour Massimo et sa femme, voilà dix ans de combat pour la laïcité, mené pratiquement en solitaire dans une Italie très majoritairement hostile, qui s'achèvent dans l'amertume et le désarroi.

«Depuis la décision de la CEDH, presque personne ne s'est manifesté pour nous soutenir, lâche Massimo Albertin, désabusé. Ma femme, elle, est un peu déprimée.» Soile Lautsi préfère d'ailleurs ne pas apparaître publiquement même si c'est en son nom que la plainte a été déposée auprès de la Cour européenne. D'origine finlandaise, fille de socialiste et luthérienne débaptisée, elle laisse à

«Si, comme on nous l'explique, le crucifix n'a plus de dimension ni d'influence religieuse, alors, pourquoi le laisser en place?»

Massimo Albertin, parent d'élève

son mari, hématologue, le soin d'expliquer à quelques rares curieux l'enchaînement presque fortuit qui a conduit cette paisible famille d'Abano Terme, près de Padoue, à se retrouver au cœur du débat sacrilège, à deux doigts du soupçon de profanation, contre l'accrochage des crucifix dans les établissements scolaires publics. Pourtant, Massimo Albertin, qui reçoit en chemise à manches courtes et jean, n'a pas l'allure inquiétante d'un Savonarole, la verve d'un Voltaire ou le physique d'un bouffeur de curés. «Je viens d'une famille

catholique, j'ai fait ma communion, fête Pâques et les Rameaux. A l'adolescence, je devrais les livres scientifiques, en particulier le Hasard et la Nécessité de Jacques Monod. C'est alors que j'ai cessé de croire. Mais je ne suis jamais devenu un activiste de l'athéisme.



A la différence de ma femme, j'entre souvent dans des églises», glisse-t-il, dans un rare sourire.

A 20 ans, en 1975, Massimo Albertin se mobilise pour le référendum populaire autorisant le divorce.

Quatre ans plus tard, il est aux côtés des radicaux de Marco Pannella, militant en faveur d'une consultation citoyenne sur la légalisation de l'avortement. Pour le reste, la politique lui importe peu : «Ce qui m'intéresse, ce sont les droits civiques.» Proche de la petite Union des athées et agnostiques rationalistes à laquelle il n'adhère qu'en 1997, il n'est pas à proprement parler un militant. «Je ne suis pas un croisé de la laïcité», réplique-t-il. Il proteste un peu contre les horaires du catéchisme lorsque ses enfants, nés en 1988 et 1990, entrent à l'école. Dispensés des cours d'éducation religieuse, ils doivent tout de même passer chaque semaine deux heures dans une salle à part. «Mais ce n'était pas un problème, admet-il. Les trois quarts des enfants de l'école n'allaient pas au catéchisme.»

«Massimo Albertin était un parent d'élèves très présent, se souvient l'ancien directeur de l'école d'Abano Terme, Saverio Cardin. Il était très sérieux et respecté. Il invitait tous les enfants qui venaient à vélo à mettre un casque. Puis un jour, en 2000, lors d'une réunion de

Des parents d'élèves ont bataillé dix ans pour faire retirer les crucifix des salles de classe du pays. Le 19 mars, la Cour européenne des droits de l'homme leur a donné tort.

l'école, à l'improviste, sans avertir personne, il a demandé que l'on retire les crucifix des classes. Il a sans doute forcé les choses sans prendre en compte la réalité de la société qui l'entoure. Mais il n'a jamais fait de prosélytisme, il est resté toujours très courtois et ouvert.»

Une sorte de petite sorcière à la Michelet

C'est que, en cette même année, la famille Albertin a cru entrevoir une brèche dans le système. Un arrêt de la Cour de cassation vient de donner raison à Marcello Montagnana, un professeur juif de Turin qui avait refusé d'exercer ses fonctions de scrutateur dans un bureau de vote orné d'un crucifix. Pour expliquer son jugement, la Cour souligne alors qu'en Italie, «le catholicisme n'est plus religion d'Etat» depuis la révision en 1984 du Concordat signé en 1929 par le pape Pie XI et Benito Mussolini. C'est d'ailleurs le Duce qui avait décrété dans les années 20, par une série de circulaires, que les lieux publics (tribunaux, écoles, commissariats, hôpitaux) devaient être dotés de crucifix.

Massimo Albertin tente donc de faire valoir que la présence de la croix constitue un traitement discriminatoire pour ses fils par rapport aux élèves catholiques : «Il s'agit d'appliquer les mêmes règles et les mêmes principes pour tout le monde.» En 2002, le conseil d'administration de l'école met au vote sa proposition de retirer la croix. «Résultat : 15 contre, 3 pour, 2 abstentions», se souvient l'hématologue. Dès lors, le couple s'engage dans un engrenage de procédures. Recours au tribunal administratif, puis au Conseil constitutionnel italien («qui s'en lave les mains, car aucune loi n'est enfreinte en la matière»), retour au tribunal administratif et enfin devant le conseil d'Etat qui, en 2006, rejette la plainte. «On nous expliquait en substance que la croix était un symbole de la laïcité de l'Etat ! s'indigne encore Massimo Albertin. Nous étions tellement estomaqués que nous avons pensé que le seul rempart, c'était l'Europe.»

Le dossier arrive alors donc à Strasbourg sur le bureau de la CEDH, déposé par Soile Lautsi. Dans la petite ville thermale, la mystérieuse Finlandaise qui se montre peu et socialise encore moins devient vite l'étrangère qui a mis de drôles d'idées dans la tête d'un gars du pays, rencontré en 1986 à Helsinki. Une intruse qui, médit-on, aurait isolé Massimo Albertin de sa famille issue de la bonne bourgeoisie d'Abano Terme et de son père, conseiller municipal démocrate-chrétien. Une sorte de petite sorcière à la Michelet, une intruse. On ne dresse, bien sûr, pas de bûcher. Mais quand, en novembre 2009, la CEDH donne raison au couple contestataire, les murs de la maison familiale sont tagués de grosses croix noires. Un jour, des mottes de terre sont balancées. Un autre, ce sont des menaces téléphoniques, des lettres anonymes. Un parti de centre droit distribue des crucifix. Les maires des communes voisines utilisent les panneaux lumineux de leurs municipalités pour dénoncer la décision de la Cour européenne. «L'Italie est un pays catholique. Pourquoi se



En 2009, la Cour de Strasbourg avait jugé la présence de croix dans les écoles contraire aux libertés religieuses. PHOTO AZZARI EMMEVIL LEEIMAGE

mettent-ils toute la nation à dos ? C'est pour se faire de la publicité», assurent les militants de la Ligue du Nord. A Cittadella, ville de 20 000 habitants toute proche, le maire Massimo Bitonci, député de ce parti d'extrême droite, imprime des tracts contre la famille Massimo Albertin avec l'inscription «Wanted». «Après le premier verdict de la CEDH, le responsable du laboratoire d'analyses où je travaille m'a convoqué pour me faire part de sa contrariété et me dire qu'il avait appelé l'évêque pour faire bénir mon service, se souvient le médecin qui précise toutefois, qu'au niveau local, certaines réactions, très minoritaires, peuvent encore être compréhensibles mais l'attitude des autorités a été effrayante.»

Dans une émission de la RAI, le ministre de la Défense, Ignazio La Russa, est allé jusqu'à hurler : «Ils peuvent mourir, eux et leur pseudo-organisme international ! Nous ne retirerons pas les crucifix !» «Sentence aberrante qu'il faut repousser avec fermeté», avait insisté l'ex-ministre ultra-catholique, Rocco Buttiglione. Quant à la gauche, elle ne bronche guère. Soit par conviction catholique, soit par crainte d'un combat impopulaire : les sondages montrent qu'une très large majorité des Italiens est hostile au décrochage des crucifix, considérant l'objet comme un symbole culturel plutôt religieux. «Une vieille tradition ne peut offenser personne», avait insisté le secrétaire du Parti démocrate, Pierluigi Bersani.

La guerre des croix n'aura pas lieu

Depuis le verdict rendu en appel par la Grande Chambre de la CEDH, les uns plastronnent autour du Vatican. D'autres sont soulagés : une nouvelle guerre des croix n'aura pas lieu. Pour justifier sa décision, la CEDH a argué que le crucifix n'avait pas d'influence spécifique sur les enfants et qu'il ne représentait pas «un endoctrinement de la part de l'Etat». Paradoxalement, ce sont des religieux – des protestants et des juifs – qui ont le plus bruyamment fait part de leur indignation. «Prétendre comme l'a fait l'Italie que le crucifix n'est qu'un symbole culturel, c'est lui manquer de respect», a commenté le grand rabbin de Rome Riccardo Di Segni.

«Si, comme on nous l'explique, le crucifix n'a plus de dimension ni d'influence religieuse, alors, pourquoi le laisser en place ? s'étonne encore Massimo Albertin. Ils ont trouvé des escamotages juridiques pour déroger à la charte européenne des droits de l'homme, conclut-il. Et il n'y a plus de recours contre cette dernière décision.» Pas plus pour son couple que pour le juge Luigi Tosti, destitué en 2009 par le Conseil supérieur de la magistrature parce qu'il refusait de siéger dans une salle d'audience ornée du crucifix. «Je comprends Adel Smith, le musulman qui avait jeté la croix de la fenêtre d'un hôpital, il y a huit ans, même si personnellement, je n'utiliserai jamais de telles méthodes, ajoute Massimo Albertin. Après tant d'années, ma femme et moi, nous arrêtons le combat, en espérant que quelqu'un prendra la relève. Au moins, nous ne recevrons plus ni menaces, ni lettres anonymes.»

PORTRAIT BERTRAND BELIN



Auteur de l'album «Hypernuît», ce Breton fils de marin impose son élégance chantée et sa mélancolie élegiaque.

Le jour du pêcheur

Par PHILIPPE BROCHEN
Photo JULIEN MIGNOT

Que les choses soient claires. Ce mec est le type même du gars agaçant : très bon guitariste, crooner pas dandy même si très élégant (pour ne pas dire beau), serein mais normalement angoissé (oui, en plus il pense), humble et humain. On avait eu vent de Bertrand Belin et de son talent il y a quelques lunes. Mais c'est son troisième et dernier album, *Hypernuît*, entre chanson folk, country et blues, qui l'a propulsé dans la lumière. A 40 ans, ce Morbihannais d'origine possède des épaules à même de lui faire une place parmi les grands de la musique française singulière et exigeante, quelque part entre Jean-Louis Murat et Alain Bashung. Sorti à l'automne, son album a traversé l'hiver avec beaucoup d'aisance et reste parfait le printemps venu. Le chanteur-auteur-compositeur d'exigence le défend actuellement en tournée française.

L'amoureux des mots. Il exprime le bonheur de sa vie présente par un incongru : «*Etre là, je l'ai appelé de mes vœux.*» Si, vestimentairement, Bertrand Belin affiche la classe et l'originalité du client de friperies – «*J'achète très peu de vêtements neufs*» – et porte toujours une veste de costume – «*comme*

les clodos et les traders» –, sa grâce s'inscrit dans les mots au quotidien, pas seulement dans les textes de ses chansons. «*J'ai beaucoup de délectation à écouter des gens qui ont une langue riche. Et j'aime m'y aventurer avec gourmandise quand il y a des thématiques qui font chapelet*», dit-il sans forcer le trait. Pour lui, cela participe à l'«*appropriation des beautés en général*». Et d'illustrer : «*Je ne suis pas plus sensible à la beauté des peintures de Chagall qu'à celle d'une pie vue de près.*» Il nuance toutefois, pour ne pas passer pour un précieux : «*J'ai des registres de langue différents suivant les moments. Comme quand je discute avec les copains en buvant des coups et en fumant des clopes, un des grands plaisirs de l'existence, non ?*» Oui. Gamin puis ado, ce lecteur des Argentins Jorge Luis Borges et Roberto Juarroz, de Philippe Jaccottet et de Malcolm Lowry («*Au-dessous du volcan, surtout*») n'avalait ni journaux ni livres. Cela lui est venu plus tard, au fil de rencontres. «*Mais je m'intéressais aux mots, je faisais des acrobaties verbales, avec un goût prononcé pour l'absurde que je traduisais par des inventions lexicales.*» Aujourd'hui, le «*solitaire sociable*» avoue son goût pour «*la dérision*» et «*l'absurde*». Refuse pose et maniérisme : «*J'accorde peu d'intérêt au regard que je porte sur moi.*»

Le musicien. Ses premiers souvenirs de musique remontent à ses 8 ans. Un de ses potes joue de l'accordéon sur scène. Ça

«*transfigure*» le garçonnet Belin. Ce dernier ne part pas de rien : son grand-père était batteur de jazz, sa mère «*chante très bien*» et son père était «*dingue du Boléro de Ravel*». A 14 ans, il emprunte la guitare d'un de ses frères – «*tous musiciens*» – et apprend seul. Naît alors un groupe avec deux de ses frangins. Ils reprennent Johnny Cash, Elvis Presley, Eddie Cochran... dans les bistrotts jusqu'à ses 18 ans. «*Ces premiers concerts étaient grisants. C'était bienvenu pour sortir la tête de l'eau. La vie aurait pu s'arrêter là.*» A 19 ans, Bertrand Belin intègre un groupe de musique cajun avec lequel il jouera six ans. Puis il rejoint les Anglais de Sons Of The Desert, accompagne Bénabar quelques mois – il tait qu'ils en seraient venus aux mains – et, enfin, compose et joue pour Néry. A 30 ans, il ose enfin se lancer en solo. «*J'ai découvert le plaisir d'écrire des chansons. Mon premier album, je l'ai fait en un mois.*» Désormais, sa tribu musicale réunit Barbara Carlotti, JP Nataf, Albin de la Simone, Bastien Lallemand... «*Son jeu de guitare libéré et efficace, personnel et très naturel, me fascine depuis toujours*, dit Albin de la Simone. *Son côté conteur, aussi. A la fois poétique et délirant. D'ailleurs, on a un goût commun pour les blagues absurdes. Pour le reste, c'est un mec indépendant et très libre. Un ours qui peut ne pas répondre au téléphone pendant longtemps.*» Sur la platine de Belin on trouve des disques de Bill Callahan (Smog), mais surtout de la «*musique orchestrale de 1880 à 1950 environ*» : Bartok, Debussy, Ravel, Stravinsky, Prokofiev, Henri Dutilleul...

Le Breton. Il est né et a grandi à Quiberon, entre alcool et violence, aux côtés de quatre frères et sœurs, d'une mère au foyer et d'un père pêcheur, décédé il y a une dizaine d'années. «*Gros estomac, grosse rate, gros foie, grosses mains et gros cœur*, résume-t-il. *Un personnage avec lequel j'ai entretenu des rapports houleux.*» Son enfance a été «*celle d'un gamin de cité HLM, donc un mec de bande*». Les journées s'écoulaient dans les territoires de bruyère et de lande de la Côte sauvage. A mille lieues de ce qu'il nomme le «*théâtre de l'urbanité*». Ce grand marcheur garde le souvenir de «*longs après-midis au contact des éléments*», des chemins et des rochers qui font le sel des textes terriens et ventés de ses chansons. «*Je nourris depuis toujours une proximité avec l'océan.*» Puis arrivaient juillet et août. «*Je ne partais pas en vacances. Mais c'était différent. Les nouveautés descendaient de Paris : les attitudes, les vocables et la musique.*» L'été de ses 16 ans, il rencontre une Parisienne. A 18, il la rejoint chez ses parents, à Fontenay-sous-Bois. «*Je me suis retrouvé dans une vraie famille d'accueil pendant quatre ans, je leur dois beaucoup.*» Aujourd'hui, Bertrand Belin vit avec une autre fille, artiste plasticienne, dans le XX^e arrondissement de Paris.

Le réorienté. Il dit : «*J'étais destiné à être pêcheur ou électricien en Bretagne. Et à fumer quatre paquets de Gauloises par jour en buvant des litres et des litres de vin.*» Ce qu'il appelle «*une débâcle joyeuse*». Il a atterri en BEP après un redoublement en 4^e «*sans que [ses] parents s'en aperçoivent*». On lui propose un BEP électrotechnique. Il s'y plie. «*J'ai cru que j'allais finir à la Nasa*», se marre-t-il. «*J'ai été assez malin pour avoir le diplôme mais je n'ai jamais travaillé comme électricien.*» Arrivé à Paris, il reprend les études dans un lycée jusqu'à la terminale tout en travaillant comme «*manutentionnaire en fruits et légumes*». Puis joue «*dans le métro et la rue*». Jusqu'à ce que «*ça prenne miraculeusement*». «*Il y a une grande part de chance là-dedans*», lâche-t-il. Avant de reconnaître : «*J'ai vite intégré la musique comme planche de salut. Je voulais me tirer d'affaire.*» Cet adhérent «*non militant*» du Sidaction, d'Action contre la faim et du WWF, qui s'intéresse à la politique «*de manière profane*» mais a «*toujours voté socialiste et quelquefois un peu plus à gauche*», a 40 ans depuis quelques semaines. Il s'en félicite. «*Ça fait du bien ce passage du gué. J'en avais assez de cette menace suspendue.*» Pour autant, il voit toujours le monde comme «*une grosse pierre dévalant la montagne*». Et cherche «*où trouver de l'énergie pour ne pas être rattrapé par le désenchantement général*». Son ambition ultime ? Etre vieux, «*pour voir si on gagne en repos*». Et jouer au Trianon à Paris quand il aura «*77 ans*». «*Sur une chaise, mais avec du chauffage, hein !*» Avant, Bertrand Belin aimait avoir une descendance, «*aller à la pêche, relever les casiers*», regarder ses copains vieillir à ses côtés. Et «*faire un disque avec un seul mot*». ◆

EN 6 DATES

7 décembre 1970

Naissance. **1988** Arrivée à Paris. **2005** Premier album, *Bertrand Belin*.

2007 Deuxième album, *La Perdue*. **2010** Troisième album, *Hypernuît*.

2011 En tournée (à la Cigale, à Paris, le 8 avril).